



Histoire
des
Pays Baltiques

N° 168.

COLLECTION ARMAND COLIN

(Section d'histoire et Sciences économiques)

Histoire
des
Pays Baltiques

Lituanie — Lettonie

Estonie — Finlande

par

Jean MEUVRET

Agrégé de l'Université

5 Cartes



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

1934

Tous droits réservés

Est. A

**Tartu Riikliku Ülikooli
Raamatukogu**

22140

Tous droits de reproduction
de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright 1934, by Max Leclerc et C^{ie}

AVERTISSEMENT

Si modeste que soit le but qu'on s'est proposé en écrivant ce petit livre, il paraîtra sans doute audacieux à plus d'un spécialiste. Le sujet qu'on essaie d'embrasser est vaste et pose des problèmes multiples qui sont loin d'être tous résolus. La bibliographie en est immense et d'aspect très varié ; la courte liste d'ouvrages, placée ici à la fin, ne peut en donner aucunement l'idée. La majeure partie de cette bibliographie est en langue allemande, mais on doit noter, à ce propos, que les plus récents et les plus remarquables de ces travaux sont souvent l'œuvre d'historiens baltes ou finnois qui se servent de l'allemand pour faire connaître leur pensée au monde occidental. Cependant, sur ce même sujet, Suédois, Russes et Polonais ont beaucoup écrit. Enfin, depuis que les intellectuels de ces pays ont pris nettement conscience de leur nationalité, plus d'une contribution utile à la science doit être déchiffrée en lituanien, en letton, en finnois d'Estonie ou de Finlande.

Quelques ouvrages en langue française ont paru récemment sur les pays baltiques. Il en est d'excellents. Mais leurs auteurs, attirés par l'actualité, ont réduit la partie historique de leur œuvre à un aperçu sommaire. Le point de vue auquel on s'est placé ici est différent et la difficulté en était tout autre. Sous un format restreint, c'est une histoire, dans toute l'acception du terme, qu'on a eu la prétention de faire. Sur

cinq chapitres, quatre ont pour objet des siècles passés. Seul, le dernier raconte des événements d'hier et décrit des institutions d'aujourd'hui. On n'a pas sacrifié le présent, mais on n'en a retenu que l'essentiel. Partout, du reste, on a fait un choix. Chacun des quatre pays dont on traite mériterait son histoire. Aussi bien n'est-ce pas une juxtaposition de ces quatre histoires isolées qu'on trouvera ici. On a cherché, menant de front l'histoire lituanienne, l'histoire lettone, l'histoire estonienne et l'histoire finlandaise, à en brosser un tableau d'ensemble.

Nous avons été encouragé dans cette entreprise par une idée que Lavissee a exprimée dans la préface de sa « Vue générale de l'Histoire politique de l'Europe ». Il y fait remarquer qu'à l'échelle où il envisage le déroulement des événements, ceux-ci se présentent avec un caractère de certitude qu'ils ne peuvent pas avoir aux yeux des érudits qui en scrutent minutieusement les détails. S'il nous est permis de nous placer sous un illustre patronage, nous invoquerions volontiers cette pensée pour justifier notre tentative. Ce qui la rend possible, c'est le soin que nous avons mis à ne retenir que les faits de première importance, en prenant garde de poser les quelques points d'interrogation que la prudence exige.

Je serais un ingrat, si je ne remerciais pas publiquement M. Stepermanis dont la documentation lettone m'a été du plus grand secours. Son érudition sûre et précise n'a d'égale que la générosité avec laquelle il m'a permis d'en profiter.

N. B. — En principe, sauf quand il existe un usage français nettement établi, nous donnons aux noms finnois, baltes et slaves leurs formes indigènes. Pour les noms slaves, nous utilisons la méthode de transcription phonétique internationale. Afin de faciliter la lecture, nous indiquons dans ce dernier cas, en note, la prononciation. Nous indiquons de même entre parenthèses, dans le cas des noms baltes et finnois, la forme allemande ou russe qui était courante sur les cartes d'avant-guerre.

HISTOIRE DES PAYS BALTIQUES

INTRODUCTION

LE MILIEU GÉOGRAPHIQUE

On entend ici par « pays baltiques » le territoire des quatre États de Finlande, d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. Avant 1917, ils étaient les uns et les autres englobés dans l'Empire Russe et c'est à ce titre, sous la rubrique « provinces baltiques », qu'ils figuraient dans la plupart des encyclopédies, lorsqu'ils n'étaient pas purement et simplement confondus avec la géographie et l'histoire russes. Aujourd'hui, chacun d'eux forme un État souverain et indépendant. Mais ce que le public occidental serait tenté de prendre pour une création des événements qui ont marqué la fin de la Grande Guerre, n'est en réalité qu'une résurrection.

C'est à l'histoire que ces pays doivent leurs individualités, individualités qui sont avant tout celles de nationalités définies par leurs langues et par un fonds de traditions communes. La géographie n'a joué qu'un rôle secondaire dans la détermination de leurs frontières. A voir les choses de haut elle n'impose ni ne propose aucune limite naturelle. Géologiquement, hydrographiquement, climatiquement, les pays baltiques sont solidaires du continent russe, dont ils ne sont que l'extrémité Nord occidentale.

Cependant, il y a un élément géographique qui leur

donne une certaine unité et qui domine leur histoire : c'est leur situation. Situation sur les bords de la Baltique, situation à l'extrémité des fleuves russes, situation aux confins de trois mondes. La Baltique n'est qu'un grand lac. Mer peu salée, dont les plus grandes profondeurs n'atteignent pas 430 mètres, et les profondeurs moyennes une centaine de mètres, elle est aussi une mer fermée, dont la seule communication avec l'ensemble des océans est celle des détroits danois. Il ne peut par suite être question d'un climat maritime sur ses bords. La moyenne de la température du mois de janvier est à Riga de $- 5$, alors que celle d'Aberdeen en Écosse, à une latitude légèrement plus septentrionale, est de $+ 3,3$. Par contre, la moyenne de juillet est à Riga de $+ 18$ et à Aberdeen de $+ 13,5$. D'autre part la Baltique gèle facilement. De janvier à mai, les ports sont encombrés par les glaces qui gênent la navigation quand elles ne l'interrompent pas tout à fait. Pendant la belle saison, cette navigation reste difficile, tant en raison des courants que des récifs.

Aussi bien n'est-ce qu'assez tard dans l'histoire qu'elle s'est développée. Mais ce développement fut un fait capital. C'est par la mer que les influences scandinaves et germaniques ont pénétré. C'est par la mer que le christianisme est venu. C'est par la mer que l'Occident a toujours connu les pays baltiques et qu'il s'est intéressé à eux. Sans doute la Lituanie peut paraître un pays essentiellement continental. Mais son histoire est liée à celle de ses deux débouchés maritimes : le débouché letton par la Daugava (Duna), et le débouché prussien par le Nemunas (Niemen).

L'importance de cette situation baltique est singulièrement renforcée par la présence des grands fleuves qui mettent en relation les villes commerçantes de la côte avec un immense hinterland. Longs et réguliers, parcourant un pays de plaines où les communications interflu-

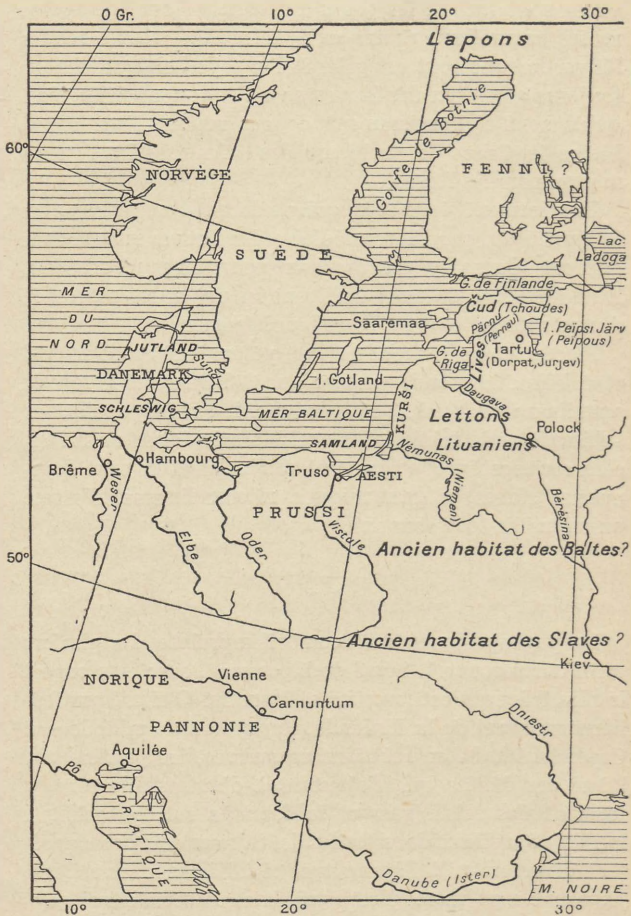
viales sont faciles, les cours d'eau russes sont de vraies routes naturelles : routes navigables l'été, toutes solides l'hiver lorsque tout est gelé. Si les pays baltiques furent toujours aux yeux des Slaves un objet de convoitise, c'est qu'ils sont l'aboutissement de ces routes. Bien avant Pierre le Grand le problème des « fenêtres baltiques » se posa pour les Russes.

Inversement, tous ceux qui voulurent commercer avec la Russie ou, par l'intermédiaire des fleuves russes, avec l'Orient, durent y prendre leur point d'appui. Suédois, Danois et Hanséates cherchèrent les uns et les autres de diverses manières à y assurer leur hégémonie.

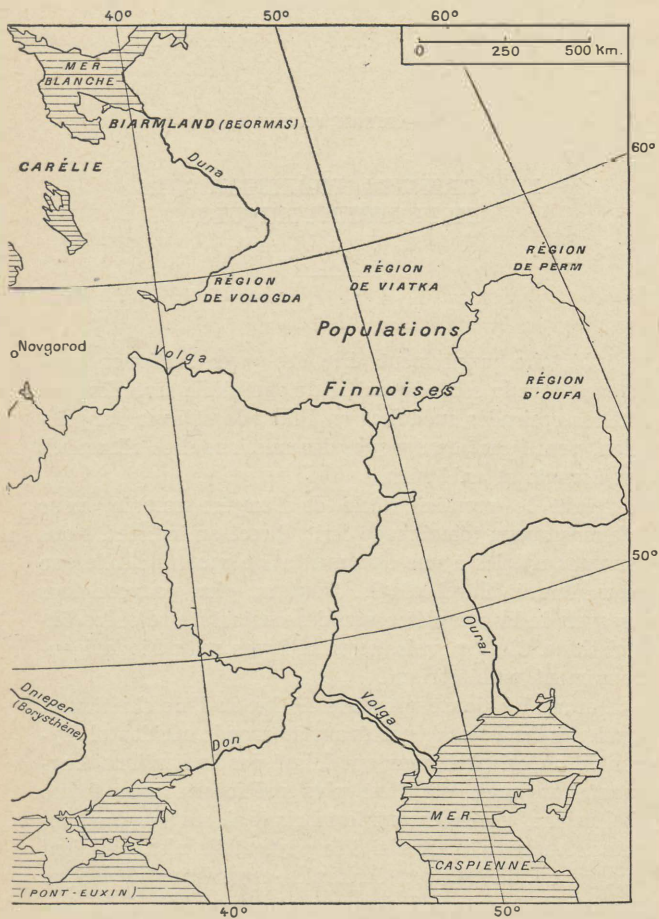
Placées entre le monde slave, polonais et russe au Sud et à l'Est, le monde germanique à l'Ouest et le monde scandinave au Nord, il était inévitable que les populations subissent cette triple influence. Mais finnoises ou baltes, elles sont restées foncièrement originales et ne sont devenues ni slaves, ni germaniques, ni scandinaves. C'est ce qu'on oublie trop souvent.

* * *

Le paysage porte fortement l'empreinte des glaciers qui l'ont recouvert. Semé de blocs erratiques, son aspect le plus fréquent est forestier et lacustre. Ceci est particulièrement vrai de la Finlande, le pays aux « mille lacs ». Cependant tout en rabotant sa surface, les glaciers ont laissé des dépôts qui, s'ajoutant à d'autres alluvions, y forment des sols légers et sablonneux sur les collines, lourds et argileux dans les fonds. Sur ces sols qui se prêtent diversement à l'agriculture et à l'élevage, une classe paysanne a pu vivre. C'est l'existence de cette classe paysanne qui a conservé aux traditions nationales leur permanence et leur fixité, et a préparé le mouvement de renaissance que nous avons vu s'accomplir sous nos yeux.



LES PAYS BALTIQUES



A L'ÉPOQUE PROTOHISTORIQUE.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES PRÉHISTORIQUES ET PROTOHISTORIQUES

L'histoire proprement dite des pays baltiques commence dans la seconde moitié du XII^e siècle, avec les premières croisades suédoises en Finlande et avec l'apparition, vers la même époque, des missionnaires allemands en Livonie et en Prusse.

Avant le premier siècle de l'empire romain, nous n'avons aucun témoignage écrit, direct ou indirect. Nous sommes réduits à une documentation muette : celle que nous fournit l'archéologie. Tout au plus pouvons-nous essayer de la compléter par des conjectures d'ordre linguistique. C'est, pour les pays baltiques, une période rigoureusement préhistorique.

Durant les douze premiers siècles de l'ère chrétienne, quelques écrivains appartenant au monde occidental, byzantin ou oriental nous ont laissé des indications fragmentaires, mais d'autant plus précieuses, sous forme d'allusions, généralement fort brèves, à ces peuples lointains. Aucun n'avait visité le pays et ils n'en parlaient que par ouï-dire. Encore ces textes, espacés sur une longue période de temps, sont-ils rares et disparates. Ils ne forment à aucun degré un ensemble continu. Mais nous possédons quelques points de repères historiques. Nous sommes dans le domaine de la protohistoire.

I. — *DES ORIGINES A LA FIN DU I^{er} SIÈCLE AV. J.-C.*

1. Les civilisations primitives : os et pierre. — Les périodes anciennes de l'âge de pierre n'ont guère laissé de traces qu'en Finlande. Partout ailleurs, les plus anciennes trouvailles se rattachent à la technique de l'os bien plus qu'à celle de la pierre. Le nombre des objets préhistoriques en os trouvés sur le territoire estonien était, il y a quelques années, de 2 900 contre 1 000 objets de pierre.

La plupart de ces objets appartiennent à l'âge néolithique. En Estonie, ce matériel d'os et aussi de corne, notamment d'élan, mêlé aux outils de pierre polie, est surtout abondant près des principaux fleuves (trouvailles de Pärnu) (Pernau), près des lacs et dans les îles. A côté de l'appareil néolithique banal : couteaux, massues, pointes de flèches, apparaissent des harpons et des hameçons, ainsi que des instruments pour percer et pour nettoyer les peaux. On se trouve évidemment en présence de populations adonnées essentiellement à la pêche et accessoirement à la chasse.

En continuité avec ces trouvailles, se trouvent les vestiges d'une nouvelle civilisation, caractérisée par sa poterie, poterie qui porte une décoration de forme géométrique, généralement très simple, constituée par des lignes de points régulières et imprimées en creux, comme par les dents d'un peigne. Son centre le plus florissant paraît avoir été en Carélie, dans le S-E de la péninsule finlandaise, la région du lac Ladoga, près duquel vivait une population de pêcheurs. On y a retrouvé des instruments en schiste, notamment des pointes de flèches dont le modèle rappelle les types en os. Il semble que ces populations aient été demi-nomades, demi-sédentaires. On a pu reconstituer leur habitation : c'est une hutte de bois,

mais dont la forme ressemble singulièrement à celle d'une tente. Ces hommes connaissaient comme animal domestique le chien et peut-être le renne. Ils recevaient des objets importés de pays lointains : du continent russe, des pierres à feu, matériaux bruts, dans lesquels ils taillaient ensuite leurs pointes de flèches et leurs petits grattoirs ; de l'Oural, des ustensiles de bois de pin ; de la Prusse Orientale, des bijoux en ambre. Avec le temps, ils étaient arrivés à sculpter véritablement la pierre, fabriquant des « coups de poing » en forme de tête d'animal, témoignages du rôle que jouait de plus en plus la chasse dans leur vie.

Très différente à tous égards est la civilisation dite de la « hache en forme de barque ». Cette civilisation apparaît sur les côtes orientales de la Baltique comme une importation. En Finlande, elle est strictement limitée au littoral SW, c'est-à-dire à la zone qui de tout temps a subi le plus fortement l'influence de la péninsule voisine. Elle s'étend en Estonie, en Lettonie et en Prusse Orientale. Ce qui la caractérise, en dehors de la forme de la hache, c'est une céramique « à ruban », c'est-à-dire ornée de traits réguliers, mais continus. Ce sont aussi ses tombeaux. Ces populations, qui enterraient leurs morts, menaient une vie beaucoup plus sédentaire.

2. L'apparition du bronze et les débuts du fer. — Il n'y a pas de civilisation du bronze originale en pays baltique. Les objets préhistoriques en bronze qu'on y a trouvés se rattachent tous à des influences étrangères, notamment scandinaves. Cela est particulièrement net en Finlande :

« On a l'impression d'une civilisation de colons et de marchands guerriers, qui tiraient des indigènes de l'arrière-pays des produits bruts et qui recevaient de Suède comme moyens d'échange des objets de fourrure et de métal... Le caractère de cette civilisation permet de la comparer aux colonies grecques de la Mer Noire » (Hackman).

Au milieu des trouvailles des dernières époques du bronze on voit apparaître déjà quelques objets en fer. Mais c'est seulement à l'époque de l'empire romain, qu'une civilisation du fer commence vraiment en pays baltique.

3. Les données linguistiques et le problème du peuplement. — Il est à peu près impossible de dire si ces habitants primitifs ont un rapport de parenté avec des populations connues aux temps historiques. Par contre, les données linguistiques nous fournissent des renseignements précieux, quoique assez problématiques, sur l'origine des populations actuelles, renseignements indépendants de ceux que fournit l'archéologie, et qu'il serait assez vain de vouloir à tout prix interpréter par elle.

Les langues parlées actuellement dans les pays baltiques (en laissant de côté l'allemand, le russe et le suédois, visiblement importés à une date récente) se divisent en deux groupes : d'une part le lituanien et le letton, d'autre part l'estonien, le finlandais et le lapon. Cette distinction est encore plus nette pour le linguiste que pour le simple observateur : lituanien et letton sont des langues indo-européennes ; estonien, finlandais et lapon sont des langues finno-ougriennes.

Le lituanien et le letton forment, parmi les langues indo-européennes, un groupe à part. Leur développement a été *parallèle à celui des langues slaves, mais distinct*. Or ce groupe, dit « balte », comprend pour le linguiste une troisième langue, disparue aujourd'hui, le vieux-prussien. Connue seulement par deux vocabulaires du xv^e siècle, et par trois traductions du catéchisme luthérien du xvi^e siècle, disparu dès le xvii^e, ce « vieux-prussien » n'en est pas moins intéressant par sa localisation géographique. Comme, d'autre part, au début des temps historiques, les populations de langue balte n'atteignaient pas le littoral du golfe de Riga, occupé par une population finnoise : les Lives, on serait tenté de déclarer tardive leur pre-

mière apparition sur la côte et de reculer au delà de la Daugava (Duna) et peut-être jusqu'au voisinage de la Vistule leur lieu d'habitat préhistorique. Mais l'onomas-tique de fleuves comme la « Duna », de lacs comme le Ladoga, onomastique qui paraît balte, conduit à admettre une ancienne extension jusqu'à la région finlandaise. Ce fait n'est peut-être pas inconciliable avec le résultat des recherches récentes de Buga, tendant à prouver l'exis-tence d'une communauté linguistique balte sur les bords du Dniepr et de la Berezina, et à voir là son point de départ originel vers le Nord-Ouest.

A cette époque, les populations finnoises n'étaient pas encore installées ni en Estonie ni en Finlande. La parenté linguistique permet ici de deviner l'histoire. Si on consi-dère aujourd'hui une carte des langues du groupe « finno-ougrien », on a l'impression d'un ensemble disparate et bi-zarrement sporadique, réparti sur un domaine assez étendu.

Estonien, finlandais et lapon trouvent leurs correspondants actuels en pleine Russie, dans les deux dialectes mordves (région de la Volga), les trois dialectes tchérimisses (gouvernements de Viatka, Kazan et Oufa), les dix dialectes zyrienes (gouverne-ments de Vologda, Arkhangelsk, Viatka et Perm), le besserman-nien et les sept dialectes votiaks (gouvernements de Viatka et d'Oufa), les parlers vogoules (région de l'Oural) et ostiaks (bas-sin de l'Ob à l'Est de l'Oural) et d'autre part, à plusieurs milliers de kilomètres de là, dans la langue hongroise, particulièrement apparentée au vogoule et à l'ostiak.

Le centre de dispersion semble avoir été le cours moyen de la Volga. Ce serait donc de là que seraient partis les Préfinlandais et les Préestoniens.

Les nombreux emprunts faits par les Finnois au vocabu-laire des langues baltes, à une époque antérieure à la diffé-renciation dialectale du groupe finno-estonien, confir-ment ces hypothèses. Parmi ces emprunts, les noms de la voile, du navire et de la mer suffiraient à prouver que les

Baltes ont été en contact avec la mer avant les Finnois. Les noms du pâtre, du bélier, du foin, du parc à bétail, de la semence, du mur, de la hache et de la roue indiquent clairement quelle était la supériorité technique des Baltes, adonnés déjà à l'exploitation des forêts, à l'élevage et à l'agriculture.

Il est plus difficile de dater ces contacts et de préciser l'époque des migrations finnoises. Le fait que les Lapons, anthropologiquement distincts des Finlandais, mais dont l'origine reste mystérieuse, parlent une langue finno-ougrienne, permet de croire qu'il y eut plusieurs migrations, séparées par d'assez longs intervalles de temps. Certains éléments ont dû pénétrer dans le Nord des pays baltiques à assez haute époque, peut-être bien avant l'ère chrétienne. Cela n'infirmerait nullement l'hypothèse traditionnelle d'après laquelle les tribus finlandaises, caréliennes, estes et lives auraient occupé leur domaine actuel vers le ^{vi}^e siècle. On peut du reste se représenter ces migrations finnoises, dont la chronologie reste très incertaine, comme ayant submergé peu à peu l'ancien peuplement balte, probablement très peu dense, mais non pas comme l'ayant dominé. Les deux groupes de populations ont pu vivre en contact pendant assez longtemps, sans qu'il y ait eu proprement conquête de l'une sur l'autre. Leurs modes de vie différents leur permettaient d'entremêler leurs lieux d'habitats sans se confondre. Pêcheurs et chasseurs, les Finnois ont dû gagner peu à peu la Baltique, en déplaçant leurs installations nomades de lac en lac et de clairière en clairière ; pasteurs et agriculteurs, les Baltes ont dû occuper de bonne heure les plaines les plus fertiles.

Du reste la linguistique nous révèle l'influence exercée par un troisième élément : l'élément germanique. Caractéristiques sont les emprunts faits par les Baltes et surtout par les Finnois à une langue germanique ancienne. Ce sont

tout d'abord des mots du vocabulaire politique et guerrier : le vieux-prussien *rīkis*, roi, provient du gotique *reiks* ; de même, en finnois, *Kuningas*, le roi, *ruhtinas*, le prince, *Kunnia*, la gloire ou l'honneur, *valta*, le pouvoir, les verbes *hallitá*, gouverner, *tuomitá*, juger, *laina*, l'emprunt, *sakko*, l'amende, *vuokra*, la redevance sont des emprunts très anciens au germanique. Une autre catégorie très caractéristique est constituée par le vocabulaire commercial et technique. Ainsi le vieux-prussien *wunbaris*, marteau, se rattache aisément au vieux haut-allemand *ambar* et à l'anglo-saxon *ambor*. Mais c'est surtout dans les langues finnoises que les emprunts de cette catégorie semblent avoir été nombreux. Et tout d'abord le nom du commerce : *kauppa*, celui de l'or : *kulta*, de l'étain : *tina*, puis un certain nombre de notions agricoles : la charrue : *aura*, le pain : *leipä*, le seigle : *ruis*, le mouton : *lammas*, etc.

Ainsi, il semble que Finnois et Baltes, les premiers surtout, aient été en contact avec des populations germaniques, à une époque ancienne qu'il est du reste difficile de fixer. Peut-être la colonisation germanique ou pré-scandinave, dont on trouve les traces à différentes époques, le long des côtes et au débouché des fleuves, n'est-elle pas étrangère à ces faits, avec ce double caractère militaire et commercial que nous avons déjà eu l'occasion de noter. Il semble, en tout cas, qu'on puisse reculer certains au moins de ces emprunts linguistiques bien au delà de l'époque gotique, mais à une époque où les dialectes germaniques étaient déjà différenciés.

II. — PREMIÈRES RELATIONS AVEC LE MONDE ROMAIN (I^{er} ET II^e SIÈCLES)

L'ignorance des Grecs et des Romains à l'égard des bords de la Baltique fut longtemps à peu près absolue.

L'expression « Hyperboréens », employée par quelques auteurs, pouvait servir à désigner confusément toutes les populations habitant au Nord des Alpes, mais tout ce qui s'y rapportait semblait aux anciens, eux-mêmes, purement mythique. Cette ignorance persistait encore au début de l'ère chrétienne. Strabon nous le dit expressément :

« Toute la contrée au delà de l'Elbe qui avoisine l'océan, nous est complètement inconnue... les vaisseaux romains n'ont pas dépassé l'embouchure de l'Elbe ; il n'y a pas de voyageur non plus qui ait suivi et exploré par terre tout le littoral de l'océan.. Quels sont les peuples qui habitent au delà des Germains proprement dits et de leurs plus proches voisins ?.. Ajoutons que la même obscurité plane sur toutes les nations du Nord faisant suite aux Germains. »

4. La route commerciale de l'ambre. — Pourtant d'anciennes relations commerciales liaient le monde méditerranéen à l'Europe du Nord. L'objet essentiel de ce commerce était l'ambre. Apprécié à une très haute époque, non seulement en raison de sa rareté et de ses propriétés physiques, mais sans doute aussi pour des raisons d'ordre magico-religieux, auxquelles se rattachaient peut-être les qualités prophylactiques qu'on lui supposait, l'ambre semble avoir vu décliner sa faveur à partir du ^ve siècle, pour la voir renaître vers l'époque d'Auguste.

A vrai dire, c'est à tort qu'on a cru longtemps que les seuls gisements exploités dans l'antiquité se trouvaient sur les rivages de la mer Baltique. En réalité, il semble que les gisements de la mer du Nord et ceux du Jutland aient été le point de départ du commerce le plus ancien. D'autre part, la découverte d'ambre en Italie permet de croire qu'une partie au moins des matières premières de l'industrie de luxe qui se développa à Aquilée au temps de l'empire romain venait de la péninsule.

Mais il n'en est pas moins certain que les bords de

l'Adriatique étaient en relation avec les pays du Nord par la Pannonie. Strabon décrit la route que suivaient les marchandises venant d'Aquilée et allant aux rives du Danube par Nauportus. Or si légendaire soit-elle, la route des offrandes hyperboréennes à Délos, route qui passait par l'Adriatique, au témoignage d'Hérodote (IV, 33), n'en est peut-être pas très éloignée. D'autre part, il est possible que dans son second voyage le marseillais Pytheas ait franchi le détroit du Sund. D'après une citation de lui faite par Pline, les « Gutones », peuple germanique, auraient exploité l'ambre dans ces parages et l'auraient vendu aux « Teutones » leurs voisins.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux qu'au milieu du 1^{er} siècle ap. J.-C. on fit un grand commerce de ce produit, assez cher pour être l'objet d'un échange lointain. C'est à ce fait sans doute qu'il faut rattacher les traces d'information, à vrai dire fort indirectes, qu'on trouve à partir de cette époque chez les auteurs latins au sujet des pays baltiques. Le premier en date est Pline l'Ancien :

« Il est certain, écrit Pline, que le succin (nom latin de l'ambre) se produit dans les îles de l'océan septentrional et que les Germains le nomment *glesum*... quand les grandes marées l'enlèvent de ces îles, il est rejeté sur la côte... De Carnuntum en Pannonie, jusqu'à la côte de Germanie, d'où on apporte le succin, il y a environ six cents milles, ce qui n'est bien connu que depuis peu ; et le chevalier romain qu'envoya pour se procurer du succin Julianus, entrepreneur des jeux de gladiateurs donnés par l'empereur Néron, est encore vivant. »

A partir de Carnuntum de Pannonie, colonie romaine située sur le Danube en aval de Vienne, trois routes s'offraient : celle de l'Elbe, celle de l'Oder et celle de la Vistule. La distance de six cents milles romains, distance routière et évidemment approximative, peut convenir tout aussi bien à l'embouchure de l'un ou de l'autre de ces fleuves. Seule une étude, assez difficile, des nombreux

objets d'ambre conservés au musée d'Aquilée pourrait peut-être nous fixer sur la provenance exacte de cette matière, les échantillons naturels ayant différentes compositions selon leur lieu d'origine. Un fait demeure acquis : les côtes de la mer Baltique étaient désormais connues des Romains, au moins indirectement, car, par l'intermédiaire des marchands germains, le commerce italien y avait pénétré.

L'archéologie confirme d'ailleurs ce fait. Les monnaies romaines sont assez nombreuses sur la côte Sud de Courlande dans la région de Liepaja (Libau), ainsi que dans l'ensemble de l'Estonie. Dans ce dernier pays, on a retrouvé à Kavastu (région de Tartu), dans une tourbière, une très belle lampe italienne du 1^{er} siècle ap. J.-C. On a fait récemment une trouvaille analogue en territoire letton à Vainode en Courlande. D'autre part, les fouilles faites par Max Ebert pendant les années 1925-26, en Prusse Orientale près d'Elbing, sur l'emplacement de la ville de Truso, célèbre à l'époque varègue, ont révélé une couche de constructions plus anciennes d'époque romaine. Or, à quatre-vingts kilomètres environ au Nord-Est, commence la côte du Samland, côte célèbre de tout temps par son ambre. La densité des trouvailles archéologiques qui ont été faites sur cette côte, l'abondance, notamment, des armes germaniques d'époque romaine, suffiraient à nous montrer l'importance de son peuplement et vraisemblablement de son trafic.

5. Aestii et Fenni. — A la fin du 1^{er} siècle, Tacite, dans les deux derniers chapitres de sa célèbre « Germanie », décrit en termes vagues quelques peuples, ou plutôt quelques groupes de peuples, qui semblent bien situés en marge des frontières de la Germanie proprement dite, à l'extrémité du monde connu. Parmi eux, se trouvent les Aestii et les Fenni. Toute localisation géographique précise est évidemment impossible. Les renseignements de

Tacite sont certainement très indirects, mais puisés vraisemblablement chez ces marchands qui vivaient du commerce des caravanes entre la Baltique et l'Italie.

Sur les Aestii, l'historien latin s'exprime ainsi : « En revenant à la mer Suéviqne, on trouve sur le rivage à droite les tribus des Aestii. Ils ont les usages et l'habillement des Suèves : leur langue ressemble davantage à celle des Bretons. Ils adorent la Mère des dieux. Pour symbole de ce culte on porte l'image d'un sanglier : elle tient lieu d'armes et de sauvegarde ; elle donne à l'adorateur de la déesse, fût-il entouré d'ennemis, une pleine sécurité. Les Aestii combattent peu avec le fer, souvent avec des bâtons. Ils cultivent le blé et les autres fruits de la terre avec plus de patience que n'en comporte la paresse habituelle des Germains. Ils fouillent même la mer, et seuls de tous les peuples ils recueillent le succin, qu'ils appellent glesum : ils le trouvent entre les rochers et quelquefois sur le rivage... ». Et voici maintenant les Fenni : « Les Fenni étonnent par leur état sauvage et leur affreuse pauvreté. Chez eux point d'armes, ni de chevaux, ni de foyer domestique. Ils ont pour nourriture de l'herbe, des peaux pour vêtement, la terre pour lit. Toute leur ressource est dans leurs flèches, qu'ils arment, n'ayant pas de fer, avec des os pointus. »

Les dénominations d'« Aestii » et de « Fenni » ne donnent en elles-mêmes que peu d'indications sur les peuples dont il s'agit. Il serait enfantin d'y voir nécessairement des Estes et des Finnois. Il l'est moins d'admettre que ces noms, certainement conformes à l'usage germanique courant, ont quelque rapport avec la nature du pays habité. Il n'est peut-être pas interdit de les rapprocher de deux mots anglo-saxons : « east », l'Est et « fenn », le marécage. Les Aestii seraient les peuples de l'Est et les Fenni, ceux des marécages (?). Ces termes ont pu passer dans la suite des temps à de nouveaux habitants, comme ils ont pu d'ailleurs être transportés par ceux qui les portaient dans de nouveaux habitats. On les retrouve en tout cas chez les écrivains du Haut moyen âge.

Peut-on aller plus loin ? Du rapprochement linguistique fait par Tacite, peut-on conclure que les Aestii parlaient une langue non germanique, quoique indo-européenne ? Leurs mœurs de sédentaires adonnés à l'agriculture doivent-elles nous inciter à voir en eux des « vieux-prussiens », peut-être même des prélituaniens et des prélettons, de langue et de coutumes « baltes » ? Ce qui est sûr, c'est que chacun des détails donnés par l'historien latin s'accorde assez bien avec cette hypothèse. Mais les Fenni ? Plutôt que des Finnois, on serait tenté de voir en eux des Lapons. Il n'y a pas si longtemps que chez ceux-ci, l'arc était encore l'instrument de chasse essentiel.

Après Tacite, au reste, l'érudition romaine ou gréco-romaine n'ajoute pas grand'chose à nos connaissances sur les pays baltiques. On ne trouve guère chez Ptolémée qu'un catalogue de noms. Deux d'entre eux méritent d'être retenus : ce sont ceux des « Galindes » et des « Soudinoi » (Sudovites) à l'Est de la Vistule. On les retrouve plus tard servant à désigner deux tribus prussiennes. D'autre part, les Fenni de Tacite sont mentionnés sous la forme « Phinoi » (Finni).

III. — LES INFLUENCES ÉTRANGÈRES DU III^e AU XII^e SIÈCLE

Parmi les populations germaniques mentionnées par les auteurs latins, dans la région du cours inférieur de la Vistule, les Gots étaient, sans contredit, les plus importants. Les « Gutones » de Pytheas, cités par Pline, se retrouvent à plusieurs reprises chez Tacite, puis chez Ptolémée, sous la forme « Gotones » ou « Gothones ». Mais de bonne heure, se marque leur humeur belliqueuse et leur tendance à chercher fortune vers le Sud. Tacite nous parle déjà d'une victoire remportée par les « Gotones » sur les Marcomans qui s'attaquaient au « limes » romain.

6. L'expansion gotique. — Un siècle plus tard ce sont les Gots eux-mêmes qui menaçaient la frontière du Da-

nube. Au cours du troisième siècle, leurs incursions furent incessantes, et si celles-ci valurent à un certain nombre d'empereurs le surnom glorieux de « Gothicus », elles n'en furent pas moins souvent momentanément victorieuses.

Il semble bien que les Gots aient été alors la tribu dirigeante d'une confédération de peuples germaniques. Cette confédération réunissait sous son autorité les peuples les plus divers de races non germaniques, slaves, finnois et baltes. Elle s'étendait de la mer Noire à la Baltique, ou tout au moins commandait aux routes de la mer Noire à la Baltique. D'après Jordanes, le roi got Ermanaric, vers le milieu du iv^e siècle, aurait soumis « par son habile politique autant que par son courage », la « nation des Aesti, qui habitent tout le long de la côte de l'Océan germanique ». Il s'agissait donc là, plutôt que d'une sujétion, d'une sorte de tutelle, de peuples reçus dans l'alliance des Gots et qui leur payaient peut-être tribut. Il est plus difficile de reconnaître les Finnois dans les noms très corrompus du texte de Jordanès, mais il n'est guère douteux que leur situation vis-à-vis des Gots fût tout à fait analogue.

L'empire gotique fut détruit par les Huns vers la fin du iv^e siècle. Néanmoins des liens subsistèrent entre les Gots même dispersés et éloignés et leurs anciens alliés. Un témoignage curieux nous est fourni par Cassiodore, ministre de Théodoric, le conquérant ostrogot de l'Italie. Ce dernier aurait reçu en présent des Aesti un envoi d'ambre. Il est intéressant de rapprocher ce texte des découvertes, faites en pays baltes, de bijoux d'ambre, associés à des monnaies romaines des derniers siècles de l'Empire. D'une manière générale, les trouvailles d'objets romains, notamment d'agrafes de « type provincial », se multiplient pour cette période. Les monnaies sont aussi nombreuses. Ainsi, sur le seul territoire letton, on en a trouvé à Bauska, Bras-

lava, Bulduri, Frolova, Grachi, Kapseda, Rauna, Rucava, Salaspils, Straupe, Vainode, c'est-à-dire aussi bien dans le Nord qu'en Courlande ou dans la région de Riga.

Mais les Gots n'ont pas été que des consommateurs des produits baltiques et des importateurs d'objets romains. Ils ont ouvert des voies nouvelles au commerce et à la civilisation. En occupant au III^e siècle toute la Russie du Sud et en particulier l'embouchure du Don, mais aussi le cours du Dniestr, ils sont entrés en contact avec la civilisation gréco-iranienne qui s'était développée bien avant leur arrivée dans ces parages. L'élément iranien représenté par les Scythes, en se mêlant à l'élément grec venu des colonies de la Mer Noire, avait produit un mélange singulièrement savoureux. Les Gots ont donc trouvé tout prêt ce style caractéristique et notamment ces motifs décoratifs, qui apparaissent progressivement d'Orient en Occident, suivant la trace des invasions.

L'orfèvrerie cloisonnée, le décor animal, la bijouterie d'or ciselée, rien de tout cela qui n'ait été d'abord une création scytho-grecque avant d'être propagé par les Gots. Mais grâce à ceux-ci, maîtres pendant deux siècles de tout le cours des fleuves russes et de tous les débouchés commerciaux vers le Nord et le Nord-Ouest, les pays les plus divers en ont subi l'influence. Et si notre art mérovingien en dérive, la Prusse Orientale en est imprégnée. Les archéologues la décèlent dans les objets les plus divers, dans certains types d'agrafes, aussi bien que dans le modèle de ces gobelets de verre ou de métal orné qu'on portait suspendus à la poitrine. Cependant il n'est pas douteux que les pays baltiques proprement dits aient été à la limite sinon en marge de cette influence. Une étude attentive montre souvent un développement autonome là où on serait tenté de voir une imitation ou une importation. Tel est le cas par exemple des agrafes dites « à pied retourné ». Il en existe de nombreux types en Prusse

Orientale, dont certains au moins sont d'inspiration gothique. On en trouve également en Estonie. Mais ces dernières ont des caractéristiques dont on peut suivre l'évolution indépendante. Dans ce même pays, parmi les agrafes émaillées « en forme de disques », il y a lieu de distinguer deux variétés, dont l'une est presque certainement une importation gothique, mais dont l'autre est due aux artisans indigènes.

Les traces du style gothique qu'offre l'archéologie des pays baltiques n'en sont pas moins nombreuses. D'autre part, les conséquences indirectes de la formation de ce premier courant d'échanges permanents avec la Mer Noire devaient être dans la suite capitales. A travers les régions mal connues où se développera bientôt le commerce de Kiev, aussi bien que le long des fleuves qui descendent vers le monde oriental, les Gots ont peut-être frayé les voies aux premiers Varègues.

7. Finnois, baltes et slaves du Ve au VIII^e siècle. — Un hiatus dans nos données historiques sépare l'époque de l'empire gothique de celle des principautés varègues. Tout au plus peut-on relever les témoignages de Jordanès et de Procope sur les « Scythiphinoi » ou « Scyrefenni », peuple vivant exclusivement de la chasse et qui est probablement une nouvelle incarnation des Lapons. Les Finnois proprement dits n'étaient pas inconnus aux Byzantins. Ils étaient en contact dès le VI^e siècle avec les Bulgares. Venus de la Volga, ceux-ci s'étaient d'ailleurs mêlés peu à peu à des tribus slaves, dont ils avaient emprunté la langue.

Cette période obscure est en effet celle des migrations des peuples slaves. Quel qu'ait été leur habitat primitif, aucun d'entre eux n'occupait le territoire aujourd'hui russe avant le V^e siècle. Il est vraisemblable que leur poussée en avant se fit sentir dans plusieurs directions à la fois. Elle dut avoir des répercussions sur leurs voisins

immédiats, baltes et finnois. Il n'est donc pas interdit de supposer que les tribus lettones et lituaniennes, dont certaines étaient peut-être encore dans la région du Dniepr, se sont alors rapprochées de leurs résidences historiques ; certaines se sont peut-être mêlées sur la côte aux Aesti prébaltes qui l'occupaient déjà. Au delà de la Vistule, à l'Ouest, les slaves Wendes s'étendaient de leur côté contraignant Prussiens et Letto-Lituanien à progresser vers le Nord-Est. De même, certaines des tribus finnoises ont pu abandonner à ce moment les régions permienues et le bassin de la Volga, pour gagner le golfe de Finlande et le golfe de Riga ; peut-être aussi pour coloniser le littoral de la mer Blanche.

8. Les Varègues. — Éginhard, dans sa *Vie de Charlemagne*, ne connaît encore comme peuple balte que les traditionnels Aesti, qu'il nomme à côté des Scavi. Mais, dès la fin du IX^e siècle, les connaissances des Occidentaux sur ce sujet devinrent plus précises. On peut, dans une certaine mesure, rattacher ce fait à la formation des principautés varègues.

Les Varègues ont été à l'origine des aventuriers suédois, parcourant les fleuves russes, en cherchant fortune. Parvenus jusqu'à Byzance, ils s'y sont souvent engagés comme mercenaires dans la garde des empereurs d'Orient (d'où peut-être leur nom ; cf. le vieux-scandinave *vaerja*, protéger). Mais ils ont été aussi des commerçants, puis finalement des colonisateurs. C'est à ce dernier titre qu'ils apparaissent dans les annales du IX^e siècle sous le nom de « Russes », nom qu'ils laisseront au pays dont ils ont commencé l'histoire. Constantin Porphyrogénète nous les montre descendant le Dniepr, portant à force de bras leurs barques pour contourner les rapides, et gagnant enfin le littoral, puis les pays grecs, avec leurs précieuses marchandises.

Cependant, pas plus que la domination des Gots, celle

des princes varègues ne s'est imposée en pays baltes et finnois. L'archéologie réserve même une surprise curieuse : alors que les influences scandinaves y sont très sensibles, aux VI^e, VII^e et VIII^e siècles, elles semblent s'atténuer au moment précisément où s'ouvre la grande route commerciale russe et où l'hégémonie varègue semble à son apogée. C'est que son centre est au Sud, en relation avec les deux grands foyers de civilisation de Byzance et de Bagdad. Les monnaies arabes, si nombreuses en Suède (plus de 40 000 pièces), le sont beaucoup moins en Finlande (1 400 seulement, dont 1 100 dans l'île d'Aland et 300 sur le continent finlandais).

Mais ce courant d'échanges n'en a pas moins contribué à faire entrer peu à peu les pays baltiques dans le cycle de la civilisation générale. Lorsque, au début du XI^e siècle, les routes russes furent fermées (la disparition des monnaies arabes en est un signe certain), les commerçants scandinaves, qui avaient jusqu'alors négligé ces régions mal explorées, mais situées aux confins des fleuves qu'ils avaient l'habitude de fréquenter, y entreprirent quelques établissements, avec le secret espoir de repartir de là pour l'Orient. L'inscription runique de Nedervalla (entre 1000 et 1050) évoque l'histoire d'un riche marchand qui a fait en bateau un voyage « til Simkala », c'est-à-dire vers un pays, qu'on peut identifier avec celui de la tribu lettone « Zemgali ». Au cours du XI^e et du XII^e siècle, les tentatives se multiplièrent en Courlande, en Livonie, aussi bien qu'en Finlande.

9. Danois, Norvégiens, Anglo-Saxons et Allemands. — Les Varègues n'avaient pas été seuls à avoir pris un contact commercial, puis politique, avec les peuples indigènes. Danois et Norvégiens, mais aussi Allemands et Anglo-Saxons, attirés vers eux pour les mêmes raisons, s'étaient posés déjà en concurrents des Suédois. Tout autant qu'aux « sagas » islandaises, dont les rédactions les plus anciennes

ne remontent pas avant le XI^e siècle, c'est à un chanoine allemand et à un récit anglo-saxon que nous devons le plus clair de nos connaissances pendant le IX^e et le X^e siècle.

Entre l'Occident et le Nord-Est, il existait un intermédiaire géographique et politique : le Danemark. Conquêteurs de l'Angleterre aussi bien que de la Norvège, les rois danois, les premiers rois chrétiens parmi les scandinaves, semblent avoir été aussi les premiers à lancer de grandes expéditions sur les rivages orientaux. A proximité de la péninsule danoise, se trouvaient d'autre part les ports allemands de Brême et de Hambourg dont le rôle devait être décisif.

En 830, Hambourg était érigé en évêché. D'après la charte de fondation, l'autorité du nouvel évêque s'étendait « sur toute la Scandinavie, l'Islande et le Groënland, le pays des « Scritefinni », celui des Slaves, et sur tous les peuples du Nord et de l'Est ». Dans ce vaste pays de mission, trouva à s'employer la pieuse activité de saint Anskar, le premier évêque de Hambourg. Dans sa vie écrite par son disciple, le chanoine Rimbert, nous avons un écho des propos tenus à la cour des rois scandinaves sur les pays de la Baltique. Pour la première fois, une des tribus lettonnes y est nommée, celle des « Cori », qui semblent avoir occupé dès cette époque la côte de Courlande. Les « Cori », jadis soumis aux Suédois, se seraient révoltés contre eux. Les Danois auraient alors entrepris d'occuper la place laissée vacante. Vers 853, si on en croit Rimbert, une expédition danoise aurait abordé le pays, attirée par l'espoir d'un riche butin. Mais les Danois éprouvèrent une résistance inattendue et furent complètement défaits. Le roi Olaf de Suède entreprit alors une nouvelle conquête. Il aurait ruiné de fond en comble la ville balte de Seeburg, puis se serait attaqué à la ville d'Apulia. Finalement les indigènes lui auraient offert de payer tribut.

Un certain nombre de marchands, qui accompagnaient l'expédition, auraient commencé l'évangélisation et un prêtre chrétien aurait pu, dès lors, célébrer le service divin sans trop de difficultés.

Vers la même époque, l'Angleterre était attaquée par les Normands et les Danois. Le roi anglo-saxon Alfred passa tout le début de son règne à combattre les envahisseurs. Mais il eut dans la suite la possibilité d'utiliser leurs services. Guidés par les Normands et les Danois, les Anglo-Saxons explorèrent à leur tour les mers du Nord et la Baltique.

Dans la traduction anglo-saxonne d'Orose, faite par le roi Alfred, on trouve deux récits de voyageurs : celui du Norvégien Ohther et celui de Wulfstan d'Hydaby (Schleswig). Ohther avait visité l'extrémité Nord de la Norvège, qu'il avait trouvée presque déserte, occupée seulement en un petit nombre de lieux par des « Finnas » qui vivaient de la chasse l'hiver et de la pêche l'été. Puis en longeant la côte, il était parvenu jusqu'à la mer Blanche. Là vivaient les « Beormas », formant un noyau de population plus dense, environné de « Finnas ». Ils paraissent du reste parler la même langue. Ils avaient comme animal domestique le renne, et le nombre de rennes que possédait un homme servait à évaluer sa richesse. En dehors de la chasse et de la pêche, ils cultivaient parfois les champs avec des chevaux. Les « Finnas » leur versaient un tribut consistant en peaux et en plumes d'oiseaux. D'autres voyages scandinaves auront lieu au « Biarmland » dans les siècles suivants. D'après la « saga » de saint Olaf les « Biarmiens » auraient eu comme divinité « Jumala », qu'on retrouve dans le panthéon finnois.

Parti d'Hydaby, dans le Schleswig, Wulfstan avait parcouru les rives de la Baltique. Il avait visité l'embouchure de la Vistule qui se jetait dans la « mer des Estes ». Sur la côte orientale de cette mer, se trouvait « Ilfinga » (Elbing) et non loin de là « Truso ». « Cette terre orientale est assez vaste ; il y a là de nombreuses villes fortifiées, et dans chacune se trouve un roi ; il y a là aussi une grande abondance de miel et de poissons. Le roi et les hommes les plus riches boivent du lait de jument ; mais les pauvres se contentent d'eau sucrée avec du miel.. ». Tous ces détails sont, comme nous le verrons, confirmés par ailleurs.

Ce serait quelques années plus tard, vers 916, que se placerait l'expédition du Norvégien Egil et de son frère, dont nous devons le récit à la saga islandaise écrite en leur honneur.

Ceux-ci, « ayant pris la route de l'Est », abordèrent en Courlande. Pendant une quinzaine de jours, ils se contentèrent d'un commerce pacifique. Mais bientôt, ils revinrent à leurs occupations favorites. Ils firent incursion en divers lieux, massacrant et pillant. Un jour ils pénétrèrent dans un grand domaine situé près d'une forêt, non loin de l'embouchure d'un grand fleuve. Ils visitèrent les maisons d'habitation, qui étaient nombreuses, sans rencontrer âme qui vive, et ils y ramassèrent beaucoup d'argent. Mais à la sortie, une troupe armée de traits et d'épées les attaqua, les accula entre deux palissades et les fit prisonniers. Menés devant le propriétaire du domaine, « homme riche et puissant », ils devaient être mis à mort le lendemain matin, mais ils réussirent à s'évader.

De tels procédés ne devaient pas inspirer aux Courlandais un très grand respect. Eux-mêmes ne se gênaient pas pour exercer la piraterie. Il semble que les « Cori » aient été particulièrement redoutables, mais les « Estones », qu'il est assez difficile de distinguer, en raison de l'imprécision de l'expression, ainsi que les « Sembi », les habitants du Samland, s'y livraient également. Avant tout mobile religieux, un souci élémentaire de sécurité a dû conduire de bonne heure les Danois à intervenir contre ces « Barbaresques » de la Baltique. Il est difficile de dire ce qu'il faut retenir, pour la haute époque, des traditions recueillies tardivement par Saxo Grammaticus. Les Danois ont-ils vraiment exercé leur protectorat sur le pays des « Estones », voire sur la Laponie, à l'époque des légendaires rois de Danemark Frotho ? Plus sûre est l'indication relative à Kanut, Kanut le Grand, fils de Sueno, qui aurait combattu les pirates « Cures, Sembons et Estons ».

La situation des « occidentaux » vis-à-vis des pays

baltiques est assez bien résumée dans quelques passages du chanoine Adam de Brême à la fin du XI^e siècle. Il distingue nettement trois groupes de pays : le pays prussien, la Courlande et l'Estland. Le pays prussien, c'est essentiellement le Samland, et les « Pruzzi » sont aussi appelés « Sembi ». Ce sont des hommes très doux, qui viennent au secours des navigateurs menacés par la tempête ou par les pirates. Il ne leur manque que la foi chrétienne pour être parfaits. Plus sages que les civilisés, ils leur vendent des fourrures précieuses, des martres notamment, contre quelques pauvres tissus de laine. Tout autres sont les « Chori », hommes très cruels, mais qui possèdent de l'or et des chevaux excellents. Ils payaient tribut, si on en croit la vie de saint Anskar, au roi de Suède. Maintenant il existe une église, due au zèle d'un négociant, que le roi de Danemark comble de présents. Au delà se trouve l'Estland, dont les habitants adorent des dragons à qui ils offrent des hommes vivants qu'ils achètent aux marchands. Ce dernier trait nous révèle un des commerces les plus fructueux à cette époque : le commerce des esclaves. Ceux-ci étaient l'objet d'un grand trafic en pays chrétien et il n'est pas impossible d'imaginer que certains baltes aient été parmi ces « slaves », qui, vendus aux souverains musulmans d'Espagne, puis passés dans leur garde, y faisaient parfois une surprenante carrière. Quant à l'expression d'Estland, elle est à nouveau employée dans un sens vague, pour désigner ce qui est à l'Est du pays exploré. Le temps n'est pas loin où elle désignera l'Estonie.

Sur les régions situées plus loin, au Nord-Est, les idées d'Adam de Brême sont encore plus vagues et plus fantaisistes. C'est le pays où il place les Amazones, les Cynocéphales et autres monstres. Il connaît seulement les Lapons. Il nomme « Scretefinni » ceux du Nord de la Scandinavie, dont l'évangélisation est commencée. Il a,

d'autre part, entendu parler d'une race d'hommes de petite taille, mais d'une agilité extrême, qui apparaissaient périodiquement sur la côte de Finlande.

Le Samland est resté le but commercial par excellence ; but et aussi étape, car les embarcations du Schleswig vont de là « jusqu'en Grèce ». Le pays, demeuré païen, est si bien commercialement colonisé, que les chrétiens y vont où ils veulent ; « tout nous est commun avec eux » déclare Adam de Brême. Les « Sembi », de leur côté, fréquentent la rade de Birca en Suède, où leurs vaisseaux se mêlent à ceux des Danois, des Norvégiens et des Slaves.

10. Russes et Polonais. — A l'époque où nous sommes parvenus, le continent slave n'a plus tout à fait cet aspect inorganique qui a longtemps caractérisé sa vie sociale. Des principautés sont nées dont l'influence commence à se faire sentir jusque sur les bords de la Baltique. Vers le milieu du IX^e siècle se sont formées, sous la direction des Varègues, les États de Novgorod, de Polock, de Turov et de Kiev. A la fin du siècle, Rjurik commence la réunion de ces divers territoires. Le tuteur de son fils Oleg achève son œuvre et prend pour capitale Kiev. Désormais, tous les peuples voisins devront compter avec les « grands princes » de Kiev. Leur histoire nous est assez bien connue, grâce à la chronique dite « de Nestor », sorte d'annales d'origine monastique.

Or l'annaliste russe connaît relativement bien les peuples de la Baltique. Il énumère les « Litva », les « Semigola », les « Kors », les « Letigola¹ », les « Lib' », les « Liakhove », les « Prusi ». Il a une expression générale pour désigner une partie au moins des peuples finnois, les « Čud'² ». « Les Čud' sont établis sur la mer des Varègues », précise-t-il. D'après lui, mais l'orgueil natio-

1. Prononcez : « Liétigola ».

2. Prononcez : « Tchoude ».

nal le rend ici suspect, parmi « les peuples étrangers qui payent tribut à la Russie » sont, entre autres : les « Čud' », les « Iam' », les « Litva », les « Semigola », les « Kors' » et les « Lib' ». Cependant la soumission de ces peuples ne remonterait pas au delà du xi^e siècle. A cette époque, sous le règne de Iaroslav, qui fut un prince assez puissant pour marier ses filles à des monarques occidentaux (l'une d'elles épousa le roi de France Henri I^{er}), la puissance russe aurait établi sa suzeraineté en Lituanie et surtout se serait établie à demeure en Estonie. Dans ce dernier pays, Iaroslav fonda la ville de Jurjev¹, que les Allemands appelleront Dorpat, et les Estoniens Tartu. Un évêque orthodoxe y fut même installé. D'après la chronique, Vladimir, fils de Iaroslav, aurait soumis les « Iam' », qui étaient probablement les habitants de la côte méridionale de Finlande. Mais ce premier empire russe était fragile. La chronique avoue la défaite de Vsévolod et de ses frères par les « Semigola » en 1106. A cette époque, une partie au moins des peuples énumérés se serait donc libérée de la suzeraineté russe. Celle-ci devait avoir un caractère aussi précaire et théorique que celle qu'exerçaient par ailleurs le Danemark et la Suède. Ces relations n'en avaient pas moins une grande importance. Située à proximité du golfe de Finlande, en rapports commerciaux avec les peuples de la Volga et sans doute aussi avec les Biarmiens de la mer Blanche, Novgorod devait jouer un rôle essentiel dans l'histoire finnoise. Considérable aussi fut, en pays letton, celui de Polock sur la Daugava. Kiev, maîtresse du Dniepr, après avoir longtemps menacé les peuples du Nemunas (Niemen), sera à son tour le but des conquêtes lituaniennes.

Sur le continent, était apparue une nouvelle puissance. Depuis la fin du x^e siècle, les princes de Pologne étaient

1. Prononcez : « Yourief ».

convertis. Boleslas le Vaillant, le premier roi, avait encouragé la mission de l'évêque Adalbert de Prague qui était allé trouver le martyr chez les Prussiens. Boleslas et ses successeurs cherchaient déjà à étendre leur domination sur les rivages poméranien. Polonais, allemands et russes allaient se heurter dès les premiers temps de la christianisation.

IV. — LES CIVILISATIONS BALTIQUES DE L'ÂGE DU FER

Si nous voulons savoir ce qu'était la vie des habitants des pays baltiques pendant les douze premiers siècles de notre ère, c'est encore à l'archéologie que nous devons avoir recours. Elle nous offre le spectacle curieux d'une civilisation préhistorique de « l'âge du fer », à une époque qui correspond à notre « moyen âge » occidental.

11. Les deux premières périodes. — Les archéologues divisent l'âge du fer dans les pays baltiques en trois périodes : la première du 1^{er} au 4^e siècle ; la seconde du 5^e au 8^e siècle ; la troisième du 9^e au 12^e siècle.

Dès la première période, apparaît ce caractère essentiel, qui restera vrai dans la suite : une incontestable parenté unit un assez grand nombre des types archéologiques de la Prusse Orientale à la Finlande et on a néanmoins l'impression, ici comme là, d'un mélange d'éléments divers.

On est frappé en particulier par le nombre et la variété des formes de sépulture, sans qu'on puisse d'ailleurs rapporter ces variantes à des groupes déterminés de population. Il est de même bien difficile de trouver dans l'usage de l'incinération ou de la simple inhumation une règle systématique. Cependant, dans le Sud de la Lettonie et en Lituanie, certains tombeaux présentent un aspect assez particulier. Ils sont constitués par des tertres de terre de forme arrondie, à l'intérieur desquels se trouvent de

grosses pierres disposées en cercle au niveau du sol. Beaucoup d'archéologues, et notamment Balodis, voient là un trait caractéristique des tribus letto-lituanienues.

A la même époque, les types de la plupart des objets de la Prusse Orientale et des régions baltes se retrouvent en Estonie et en Finlande. Mais dans ces deux derniers pays, le nomadisme tenait encore une grande place, peut-être la plus grande. Aux trouvailles des tombeaux s'opposent celles des silex de forme ovale que les chasseurs portaient attachés à leur ceinture. La carte en est fort instructive. En Estonie, elles sont groupées dans le voisinage du Pärnu (Pernau) et de ses affluents et sur les bords du lac Peïpsi (Peipus), c'est-à-dire là précisément où les vieilles civilisations néolithiques avaient leurs centres. Chasseurs et pêcheurs continuaient à y mener leur vie traditionnelle.

D'autre part, la Finlande, dont l'outillage courant était foncièrement balte, n'en subissait pas moins une influence scandinave, qui se marque par la présence d'objets de luxe, comme des anneaux et des bracelets d'or.

A la seconde période de l'âge du fer, cette influence scandinave s'accroît en Finlande. Elle prend alors nettement l'aspect d'une domination de forme guerrière. On retrouve des objets qui seront décrits dans la suite par les textes littéraires islandais, lorsqu'ils chercheront à évoquer la vie des anciens héros, comme par exemple des poignées d'épées ciselées représentant des animaux accroupis. Plus significative encore est la découverte d'un tombeau princier. Couché dans une barque, le mort est revêtu de son casque ; à ses côtés sont disposées des armes d'apparat ; le cheval de bataille a été sacrifié et repose près de son maître.

Inversement, l'archéologie estonienne présente alors un caractère de dépendance de plus en plus marqué vis-à-vis de celle des pays baltes. Les objets estoniens ont

presque tous leur prototype lituanien et prussien. Mais c'est surtout en territoire letton qu'on aperçoit le développement d'une civilisation propre aux tribus de langue balte. Les tombeaux à tertres disparaissent peu à peu. Désormais les morts, enfermés dans des cercueils de bois, sont enterrés dans des fosses creusées assez profondément dans le sol. Le caractère de l'activité quotidienne se marque par diverses trouvailles, notamment de faucilles. La présence de hoes dans les tombeaux féminins prouve qu'une partie des travaux agricoles était faite par les femmes, et indique une forme d'ameublement de la terre particulièrement soignée, véritable jardinage.

12. La troisième période de l'âge du fer. — C'est encore une impression d'unité et de parenté qui se dégage d'une étude d'ensemble de la troisième période. Ce ne sont pas seulement certains détails caractéristiques, comme la prépondérance prise par le type d'agrafe « en fer à cheval », ce sont des ensembles aussi importants ethnologiquement que le costume féminin, qui révèlent cette unité et cette parenté.

La métallurgie atteint alors un point de perfection remarquable. Partout les armes de fer trouvées en grand nombre attestent un travail d'une technique avancée. Sans doute la Suède en fournit une partie et certains modèles scandinaves sont reproduits par les ateliers baltiques. Mais ceux-ci peuvent désormais rivaliser avec leurs maîtres.

C'est aussi l'époque des lieux fortifiés (en allemand *burg*, en langue balte *pils*). Ceux-ci nous révèlent une organisation politique et militaire et confirment les renseignements fournis par les textes. Les archéologues lettons qui se sont particulièrement attachés à l'étude de ces « pils » ont identifié celui de Seeburg et celui d'Apulia, indiqués dans la vie de saint Anskar. Chacun de ces « pils » avait un « Kuningas », un chef local, comme l'avait raconté Wulfstan au roi Alfred. Certains ꝥcu-

vaient lever une véritable armée. A Apulia, le roi de Suède avait trouvé devant lui quinze mille guerriers baltes.

Industrie textile, industrie métallurgique, fortifications et même organisation politique, on remarquera que tous ces aspects de la civilisation ont été vraisemblablement à l'origine une importation. Mais à cette époque chacun d'eux a pris une teinte nouvelle. Une synthèse s'est faite qui a son originalité propre.

D'autre part, à côté de ces éléments fondamentaux identiques, l'archéologie nous révèle une grande variété de formes locales. Ainsi, on peut distinguer un domaine « este », un domaine « live », un domaine « courlandais » et un domaine « letton », pour ne citer que quelques exemples. Mais peut-on parler d'une ligne de partage des populations « finnoises » et des populations « baltes » ? Il serait vain de croire à une frontière archéologique et à une frontière linguistique se correspondant exactement. Allons même plus loin : la notion d'une frontière de ce genre n'a probablement aucun sens. Les groupements humains de cette époque étaient certainement beaucoup plus petits que nos cadres modernes. Au-dessous d'une large unité d'ensemble, les différences qu'on peut noter forment un enchevêtrement extrême.

Plus réelle sans doute restait l'opposition entre les modes de l'activité humaine. A cet égard, les derniers siècles de l'âge du fer sont marqués par un épanouissement de la vie rurale. Les collines à châteaux forts protégeaient les lieux de culture. En Lettonie on récoltait le seigle, l'avoine, l'orge, le froment, le lin et le chanvre. Une partie du travail se faisait à la houe, mais la charrue avait fait son apparition : « des socs de fer ont été trouvés dans la colline « Pérlukalns », près de Blomi, et se trouvent actuellement au musée de Riga » (Balodis). Les trouvailles d'os de cheval, de vache, de brebis et surtout de porc sont les indices d'un élevage déjà avancé.

L'agriculture estonienne présente un développement analogue et semble avoir été dès lors l'occupation principale des habitants. Mais en Finlande la vie nomade conservait sa place. La rareté des tombeaux suffirait à le prouver. En tout cas, ici comme là, les habitants étaient parvenus à un état de civilisation suffisamment développé pour avoir résisté, pendant des siècles, dans certains traits essentiels de sa structure, à la domination étrangère.

V. — *PAGANISME PRIMITIF
ET TRADITIONS POPULAIRES*

Mythologie balte et mythologie finnoise ont exercé une influence réciproque l'une sur l'autre et ont subi des influences étrangères. Toutes deux se sont d'ailleurs modifiées au cours des siècles. Mais des vestiges vivaces en sont demeurés dans la coutume populaire. Grâce aux chanteurs ruraux, une véritable littérature spontanée a conservé vivant le souvenir des anciennes légendes. Pourtant, si anciens que soient certains de ces récits, il est bien évident qu'ils ne représentent par rapport au paganisme primitif qu'une transposition et une amplification poétique.

13. Les divinités baltes. — Comparées à d'autres divinités indo-européennes, les divinités baltes avaient un caractère distinctif extrêmement net. Elles étaient l'expression immédiate, sensible encore dans leur dénomination même, d'une force de la nature ou d'un être naturel à l'état presque pur. L'anthropomorphisme n'avait presque pas altéré ce caractère primitif. « Zverine » était la chienne (cf. « zveris », l'animal) ; « Meveine » était la divinité de l'arbre (cf. « medis », l'arbre, la forêt) ; « Perkunas », le tonnerre ; « Deiwa » le ciel. D'autre part, par un trait qui rappelle l'ancienne religion romaine, les divinités baltes présentaient de multiples variantes formant une

foule de puissances spécialisées, à compétence limitée, semblables en cela aux vieux « indigitamenta » latins. Ces puissances avaient souvent leur doublet féminin. Mais plus fréquentes encore étaient les « mères », personnifications de forces actives des éléments de la nature. « Les divinités ainsi créées ne possèdent qu'une personnalité très vague, et elles représentent une idée abstraite, mais non pas une idée générale : on invoque la Mère de la forêt, la Mère du buisson, la Mère des fleurs, et il n'y a pas de déesse de la végétation » (Jonval).

Certaines avaient un pouvoir local attaché à tel arbre, à tel cours d'eau. De là le caractère sacré de certains lieux. D'après Adam de Brême, les Prussiens, extrêmement tolérants par ailleurs, interdisaient aux chrétiens l'accès des bois et des sources qu'ils auraient souillés par leur présence. Le respect de la forêt s'étendait même aux animaux sauvages qui y habitaient. D'après le chroniqueur polonais du x^v^e siècle Dlugosz, les Baltes seraient arrivés ainsi à les apprivoiser.

De tout cela résultait un animisme universel qui n'a son équivalent dans aucune mythologie classique. Pierre de Duisburg, en 1326, le constatait avec surprise :

« Ils honorent toutes les créatures comme Dieu, notamment le Soleil, la Lune, le ciel étoilé, le tonnerre, les oiseaux, les quadrupèdes jusqu'à la tortue ; ils ont aussi des bois, des champs et des cours d'eau sacrés, où ils n'oseraient pas ni abattre un arbre, ni labourer, ni pêcher. »

C'était primitivement la vie de la surface du sol, aquatique, végétale et animale, qui formait le fond de cet animisme, avec les aspects agricoles et pastoraux de la vie humaine qui s'y trouvaient associés.

Au xiii^e siècle, les commissaires pontificaux signalent qu'après les récoltes, les paysans fabriquent une idole nommée Kurke.

L'étude des noms de lieux de Prusse Orientale confirme le fait et permet de juger de son extension : Korken, Kurkelank, Kurksadel. On se rappelle que, d'après Tacite, les Aestii auraient utilisé comme sauvegarde l'image d'un sanglier. L'expression la « Mère des Dieux », employée par l'historien latin, évoque trop Cybèle et les religions méditerranéennes, pour ne pas nous mettre en défiance. Mais nous pouvons en retenir l'idée d'un culte agraire. D'un autre côté, il est possible que le sanglier ait été l'objet d'une vénération spéciale. En tout cas, le porc domestique était l'animal par excellence des sacrifices. Jusqu'au xvii^e siècle, les Lituanais portaient comme amulette une tête de serpent. D'après Hieronymus de Prague, chapelain du roi de Pologne Ladislas Jagellon, qui visita la Lituanie au début du xv^e siècle, chaque maître de maison y entretenait dans un coin, sur de la paille, un serpent auquel il faisait des offrandes de lait.

Cependant, avant même l'époque catholique, mais peut-être sous une influence chrétienne indirecte, une des divinités baltes avait pris une signification un peu plus étendue. Perkunas (en letton, Perkons), le tonnerre, se substituant à « Deivas », le dieu du ciel, tendit de plus en plus au rôle de dieu suprême. En Lituanie notamment, Perkunas, l'« ouranien », luttera longtemps et souvent victorieusement contre le Christ.

14. Culte et cérémonies. — Il n'y a aucun doute sur le tour d'esprit qu'apportait le fidèle balte dans la pratique de sa religion. Il était tout utilitaire. Les Prussiens accueillirent fort mal l'évêque Adalbert de Prague qui venait prêcher le Christianisme. Un dieu étranger ne pouvait qu'empêcher le sol de produire des récoltes, ainsi que les arbres de donner des fruits, et faire mourir le bétail au lieu de l'accroître.

Quant au culte qui pouvait permettre à l'homme de se concilier la divinité, il ne nous est qu'imparfaitement connu. L'élément essentiel semble en avoir été le sacrifice.

Les grandes fêtes annuelles étaient célébrées lors d'une nouvelle ou d'une pleine lune. A la fête du printemps on se livrait à

une libation. La fête de « Ligo », correspondant plus tard à la Saint-Jean, est restée très vivante jusqu'à nos jours chez les paysans. Comme dans nos campagnes il n'y a pas très longtemps, on allumait et on allume encore de grands feux. D'autre part, les gens s'ornaient de fleurs et ornaient les portes de leurs maisons de feuillages, comme ils le font encore aujourd'hui. Au moment de la moisson, on sacrifiait un chevreau. Son sang était recueilli dans un vase et les viandes livrées aux femmes qui les préparaient. Elles pétrissaient en même temps des gâteaux de farine que les hommes faisaient cuire. Le tout servait à un festin rituel. A l'automne, la grande préoccupation semble avoir été de contenter les esprits des morts, « veli ». Pendant un mois on leur servait à boire et à manger. Puis on balayait afin de les chasser.

Ces derniers traits sont à rapprocher de ce que nous savons des rites funéraires.

« On habillait, on chaussait le mort ; on le plaçait sur un siège, on mangeait autour de lui, on buvait... on faisait au mort des présents... on jetait de l'argent dans la fosse, on y déposait un pain et une cruche de bière... A quatre jours marqués, ses amis, ses parents célébraient sa mémoire par un repas : ils y invitaient son âme et jetaient sous la table, pour le mort, quelques morceaux de chaque plat. Après le repas, le prêtre se levait, balayait lui-même la chambre, jetait du sable en l'air pour chasser les âmes, et leur disait : « Vous avez bu, vous avez mangé, retirez-vous ». Cette description dont Levesque a emprunté les éléments au livre de Meletius paru en 1582, mérite d'être confrontée avec le récit de Wulfstan, le voyageur, qui nous permet de retrouver trace de croyances analogues, en remontant jusqu'au IX^e siècle. « La coutume est chez les Estes, raconte Wulfstan au roi Alfred, quand un homme est mort, qu'il demeure avant d'être brûlé un mois (parfois deux) au milieu de ses parents et de ses amis ; et les rois et les autres gens d'un haut rang demeurent plus longtemps et d'autant plus que leur rang est plus élevé et leurs richesses plus grandes, avant d'être brûlés, parfois une demi-année, et ils restent couchés sur la terre dans leur maison : et tout le temps que le corps demeure couché là, il convient de boire et de jouer jusqu'à ce qu'il soit brûlé. Puis au jour où ils le portent au bûcher, ils partagent son avoir, autant qu'il en reste après ce qu'on a bu et joué, en cinq ou six parties... Et ils placent la plus grosse part à un mille en dehors de la ville, puis à l'intérieur de cette distance la deuxième part et ainsi de

suite, la plus petite devant se trouver à proximité de l'endroit où se trouve le mort. Ceux qui possèdent les meilleurs chevaux dans le pays, sont rassemblés à une distance de cinq ou six milles. Puis ils courent tous vers les parts de bien ; de telle sorte que celui qui a le cheval le plus rapide atteint la première et la plus grosse part et ainsi de suite... Et lorsque l'héritage laissé par le mort est ainsi complètement détruit, alors ils le portent au bûcher et ils le brûlent avec ses vêtements et avec ses armes. »

On peut penser aux jeux funéraires de l'antiquité et évoquer ceux qu'Achille donne en l'honneur de Patrocle. Mais la même coutume existe chez les Indiens de l'Amérique du Nord. En réalité il semble bien que l'idée essentielle ait été de ne rien laisser subsister du patrimoine du mort. Rien surtout qu'il aurait pu venir réclamer. On l'associait à la destruction de son bien, puisqu'il était d'abord consommé dans sa maison, en sa présence. Puis on s'en remettait à un concours, où intervenait une sorte de jugement divin, du soin de partager le reste.

15. L'évolution historique des mythes baltes. — Ce système de croyances primitives se déforma peu à peu sous trois sortes d'influences. Tout d'abord, de très bonne heure, des emprunts furent faits aux mythologies orientales. D'autre part, le christianisme ne détruisit pas les légendes, mais il y infusa des notions étrangères. Enfin, en partie spontanément, en partie par contre-coup, celles-ci subirent une évolution interne.

Comme exemple d'emprunt mythologique, on peut citer l'histoire de Sovij : Sovij était un homme, il avait tué à la chasse un sanglier. Il donna les viscères du sanglier à ses neuf enfants pour les faire cuire. Mais ceux-ci les mangèrent. Sovij irrité descendit dans le monde infernal. Un de ses enfants alla le chercher et ramena son corps. Mais il fallut alors lui donner une demeure funéraire. Tout d'abord on l'enterra, mais il se plaignit des vers et des serpents. Le lendemain on le mit dans un cercueil de bois, mais les abeilles et les mouches l'empêchaient de dormir. Enfin ils le mirent dans le feu et le père s'endormit comme un enfant dans son berceau. Une influence orientale est ici évidente. « Il existe même une légende semblable au Tibet » (Brückner).

Une autre légende, empruntée aux Finnois, est rapportée par

Jérôme de Prague. Celui-ci trouva, au cœur de la Lituanie, une tribu qui adorait le soleil et qui tenait en grande vénération un marteau de fer d'une grandeur inusitée. Pour lui expliquer cette vénération on lui fit le récit suivant : il était arrivé une fois que le soleil n'avait pas paru, un mois durant ; c'est qu'il avait été enfermé dans une puissante forteresse ; mais les signes du Zodiaque étaient venus à son secours et l'avaient délivré, grâce à ce gigantesque marteau. « La légende fait songer fortement aux écrits finlandais : Ilmarinen forge les étoiles et les fixe au ciel ; Loubi, la souveraine de Pohjola, enlève du pays de Kalevala le soleil et la lune, et les cache dans les rochers » (Brückner). Du reste le dieu Kalwel, qui connaît une singulière fortune en pays finnois, existe dans le panthéon balte. C'est lui qui a forgé le soleil.

Plus graves sont les déformations que le christianisme a fait subir aux légendes, et peut-être encore moins à leur lettre qu'à leur esprit. Le Dieu chrétien se mêle désormais à presque tous les récits populaires et il n'est pas toujours possible de savoir à qui nous avons affaire, de lui ou de quelque divinité païenne. Il en est de même de la Vierge et des déesses. Mais, chose curieuse, l'un et l'autre se sont plus paganisés qu'ils n'ont christianisé le mythe. Ils se sont aussi curieusement humanisés. « Dieu est un petit homme à l'esprit sage. Il possède un mouchoir de soie verte... Pèrkons chante avec Dieu ou danse avec lui » (Jonval). Sous cette influence tous les dieux baltes ont pris un caractère anthropomorphique.

On est tenté de rapporter également à l'influence, au moins indirecte, du christianisme, d'autres transformations. C'est tout d'abord la place prise par les dieux du ciel. A côté de Perkunas et avant lui, Saule, la vierge-soleil, joue désormais un rôle prépondérant. C'est d'autre part l'apparition de notions abstraites, telles que celle de la destinée, Laïma, qui jouent un rôle de plus en plus considérable. C'est aussi le changement de signification de certaines coutumes antiques. Tel était sans doute déjà le cas pour le rite de l'incinération, au début du x^ve siècle, lorsque le voyageur français de Lannoy l'observait chez les Courlandais : « après leur mort, ils se font ardoir en lieu de sépulture, ves-

tus et aournez chascun de leurs meilleurs aornements, en ung leur plus prochain bois ou forest qu'ilz ont, en feu fait de purain bois de quesne. Et croyent se la fumièrre va droit au ciel, que l'âme est sauvée, mais s'elle va soufflant de costé que l'âme est périè. »

Enfin la mythologie balte a subi des transformations internes. La plus notable a été le pullulement des petits génies familiers. L'animisme a pris un caractère intime et il a prospéré à proximité du foyer paysan. « Tout dans la maison et dans la cour, dans la forêt et dans le champ avait son esprit protecteur ou sa déesse protectrice... même les croix au-dessus des tombeaux ; aussi bien le fait de cuire le pain que celui de tuer un animal, que celui de filer ou de semer... aussi bien les essaims d'abeilles, que les arbres fruitiers ou les herbes tinctoriales. » (Brückner).

De tout cela est résulté un curieux mélange qui, loin de nuire à la poésie, semble l'avoir fort bien servie. Les chansons mythologiques baltes, aussi bien lituanienues que lettones, si elles n'ont pas le plus souvent la grandeur épique de leurs sœurs finnoises, ont un charme incontestable dû, en particulier, à la « notation juste et savoureuse d'impressions quotidiennes » (Jonval).

16. Le paganisme finnois. — Deux considérations doivent être présentes à l'esprit lorsqu'on étudie le paganisme finnois. La première, c'est que nous n'avons sur lui que des renseignements très tardifs. La seconde, c'est l'importance et la variété des influences qu'il a subies. Un des rares textes relativement anciens qui nous fournisse des renseignements précis est le poème mis par l'évêque Agricola en préface à sa traduction finnoise des Psaumes, parue en l'an 1551. A cette époque, il est bien évident que le paganisme primitif n'était déjà plus intact.

Mais que faut-il entendre par paganisme primitif ? Pendant longtemps on a rattaché les religions finnoises au « chamanisme ». Le « chaman » est un sorcier sibé-

rien. Par divers moyens, dont des pratiques ascétiques, il peut entrer en communication avec le monde des esprits, dans une espèce d'extase. Le « chaman » est un médiateur entre le monde visible et le monde invisible. Il est incontestable que la magie, sous toutes ses formes, a toujours été très développée en pays finnois. Ce passage du naturel au surnaturel, grâce à des pratiques appropriées, est conforme à l'esprit des chants populaires. Mais les érudits contemporains ont cessé de voir là un trait caractéristique des peuples sibériens. Le chamanisme est, au sens large, un stade de développement intellectuel et moral par lequel tous les peuples ont passé. D'autre part, en ce qui concerne les peuples finnois, ceux-ci ont, de très bonne heure, élaboré une mythologie analogue à celle des peuples indo-européens, peut-être sous l'influence déterminante de la civilisation iranienne. Telle est du moins l'hypothèse à laquelle semblent aboutir les recherches les plus récentes sur la religion des peuples finnois de la Volga et de l'Oural.

Cependant, on remarque que ceux-ci ont un trésor de croyances et de pratiques beaucoup moins riche que celui des Finlandais. En Finlande même, il l'est beaucoup moins dans la partie orientale du pays restée longtemps illettrée que dans le reste, soumis de bonne heure à l'influence suédoise. C'est qu'en effet : « le charme magique finnois est, le plus souvent, une image reproduisant un modèle scandinave » (Kaarle Krohn). Le nom même par lequel sont désignés les chants populaires, « runo », est celui de l'incantation scandinave.

D'autre part, la plupart des rites finnois d'Estonie et de Finlande sont des rites agraires. Il en était déjà ainsi au temps d'Agri-cola. Les fêtes païennes qu'il nous décrit ont toutes ce caractère. La fête d'Ucko avait lieu après les semailles de printemps. On buvait en l'honneur du dieu. Celui-ci donnait ensuite un temps favorable à la récolte. La fête de Kekri avait lieu en automne, une

fois la moisson battue. C'étaient encore des beuveries et des festins. Kekri favorisait l'accroissement du bétail. Ce même caractère agraire se retrouve dans certaines coutumes paysannes qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours. La plus frappante est celle du sanglier de Noël, qu'on retrouve en Suède et en Danemark. En Estonie, la veille de Noël, on cuit un gâteau fait avec le premier seigle coupé à la moisson. Ce gâteau auquel on donne tantôt une forme allongée, tantôt une forme conique, est appelé le « sanglier ». Il demeure sur la table jusqu'au matin du premier janvier. Au lever du soleil, on en donne une partie aux animaux. Le reste est conservé jusqu'au printemps, pour leur être donné, le jour où on les conduit pour la première fois au pâturage. On notera qu'en Courlande, l'esprit du blé est incarné par un porc.

Tout ceci s'accorde assez mal avec la vie finnoise primitive, où l'agriculture ne jouait qu'un faible rôle. Mais nous sommes en présence d'influences baltes et germaniques incontestables. L'étude des démons des maladies conduit à des conclusions analogues. Beaucoup d'entre eux ont leur correspondant germanique. Mais cela est vrai surtout des maladies qui viennent de la terre et des démons de la terre. De même, les divinités finnoises des eaux ont un caractère nettement agraire.

Dans certains cas l'emprunt à la civilisation étrangère paraît même tout à fait direct. Tel est le cas de l'ordalie dont Henri le Letton nous a conservé le souvenir. Les Lives, pour décider de la vie ou de la mort d'un accusé, plaçaient une lance dans le champ de course d'un cheval. Selon que le pied du cheval qui frappait la lance était le droit ou le gauche, on mettait à mort l'accusé ou on le laissait en vie. Cette coutume est nettement germanique.

D'une manière générale, il semble que les peuples finnois, une fois parvenus à un stade de civilisation agricole, aient emprunté à leurs voisins indo-européens la plupart des éléments de leurs croyances.

On comprend, dans ces conditions, le caractère vague et indécis des principales divinités finnoises. Ucko est le « vieux » et le « tonnant », mais c'est plutôt un adjectif qu'un substantif. Il en est de même de « Jumala » le « divin ». Kaleva, Väinämöinen sont des héros d'épopée, plutôt que des dieux. On comprend aussi que l'élément le plus important de la vie religieuse ait été la magie. Les sorciers finlandais étaient célèbres dans toute l'Europe.

« Entre autres folies, qui étoient au paganisme, les Finniens souloyent vendre le vent aus marchans, et autres, que la tourmente de mer avoit jetés dedans leurs havres, et leur bailloyent trois neus faits par enchantement, de telle sorte que le premier neu défait, apportoit un dous vent et paisible, le second le vent fort et quelque peu violent. Quand on venait à deffaire le troisième, il se levoit une si grande tempête que les navigateurs n'osoient regarder dehors » (Olaus le Grand).

Cette science magique aurait pu se perdre dans des puérités et se dégrader à l'état de pratiques superstitieuses sans rien conserver de son caractère primitif, si la poésie n'étoit venue à son secours. Grâce aux « runoiat », aux aèdes finnois, qui se transmettaient de génération en génération la tradition, celle-ci, loin de périr, a fleuri en chants toujours nouveaux, dont le recueil, constitué au XIX^e siècle, a formé l'épopée du Kalevala.

17. Le Kalevala. — Les 22 800 vers du Kalevala sont la mise en ordre, bout à bout, par Lönnrot d'une collection de chants populaires, recueillis par lui, au cours de ses nombreux voyages, dans l'Est et le Nord-Est de la Finlande. Ces chants ou « runot » étaient chantés dans les villages par des spécialistes ou « runoiat », qui s'accompagnaient d'une sorte de harpe primitive, le « kantele ». Ces divers « runot » se rapportent tous, plus ou moins, aux mêmes héros et ont une unité, à vrai dire assez lâche, qui est plutôt celle d'un « cycle » épique, que celle d'une œuvre littéraire. On peut pourtant y discerner un sujet, ou plutôt un thème central : la lutte des héros, « fils de Kaleva », contre Louhi, la « mère de famille » de Pohjola.

Ces héros du « Kalevala » ont un caractère étrange. D'un côté ce sont des hommes, de l'autre des êtres surnaturels. Sans cesse, nous sommes en présence de petits tableaux réalistes qui nous les montrent sous le premier aspect. L'un d'eux va chercher des skis chez le fabricant :

« Le manche du bâton est prêt, la rondelle est déjà fixée ;

le bâton valait une loutre et la rondelle un renard rouge. Il enduisit ses skis de beurre, les oignit de graisse de renne... » (traduction J. L. Perret).

Mais ces mêmes hommes volent dans les airs et paraissent commander aux éléments. A vrai dire, leur pouvoir est d'origine magique, et surtout incantatoire. Il consiste en formules, dont il faut se souvenir :

« Le ferme et vieux Väinämöinen, le magicien éternel, taillait les planches d'une barque, se bâtissait un bateau neuf.... Après qu'il eut placé la quille, assemblé les joints du plat bord, il lui manqua soudain trois mots pour mettre en place les vibords pour pouvoir ériger la proue et pour pouvoir parachever l'arrière... Il se mit alors à penser : Où pourrait-il trouver les mots, puiser les paroles propices ? » (*Ibidem*).

Par contre quand ils sont en pleine possession de leurs charmes, tout leur devient facile. Et toute la nature est, pour ainsi dire, perméable à cette magie :

« Le vieux Väinämöinen chantait : le lac s'émut, le sol trembla.... Il enchantait Joukahainen... Il enchantait le traîneau d'or en tronc submergé dans un lac.... Du glaive à la garde dorée il fit un éclair dans les cieux, de l'arbalète au manche orné il fit un arc-en-ciel sur l'eau, de longues flèches empennées il fit des faucons au vol leste... » (*Ibidem*).

Le « kantele » lui aussi est un instrument magique. A ses accents toute la nature s'éveille :

« Alors le vieux Väinämöinen se mit à jouer avec art de l'instrument d'os de brochet, du kantele construit d'arêtes ; ses doigts se levaient souplement, le pouce se dressait en l'air.... La dent du brochet résonnait, la queue du poisson frémissait, les crins de l'étalon chantaient, les poils du cheval vibraient tous... Les écureuils firent des bonds de rameaux en rameaux feuillus, les élans coururent la lande, les lynx frémirent de plaisir.... » (*Ibidem*).

Parfois, la vie réelle et le monde imaginaire semblent fusionner en une seule vision d'une poésie incomparable :

« La belle vierge de Pohja, gloire du monde, honneur de l'onde, trônait sur le timon de l'air, resplendissait sur l'arc-en-ciel dans ses vêtements éclatants, toute habillée d'étoffes blanches ; elle tissait un voile d'or ; chamarrait un tissu d'argent avec une navette d'or, à l'aide d'un fuseau d'argent.... Le ferme et vieux Väinämöinen s'éloignait avec grand fracas du fond de l'obscur Pohjola, loin du sinistre Sariola ; ... il perçut le bruit du fuseau dans les cieux au-dessus de lui. Alors il redressa la tête, leva ses

regards vers les nues ; un bel arc s'ouvrait dans le ciel, sur l'arc se tenait une vierge, elle tissait un voile d'or, brodait une étoffe d'argent. » (*Ibidem*).

La puissance de cette imagination créatrice, aussi bien que son caractère spontané, permettent de comprendre quel rôle le « folklore » a pu jouer dans la tradition nationale des pays baltiques. A ce riche folklore et à ce folklore demeure vivant, correspondait un paganisme vivace. Et nous savons par ailleurs quel attachement les habitants montrèrent pendant des siècles à leurs anciennes croyances. Ils sont « chrétiens natiuz par force » nous dit Guillebert de Lannoy des Courlandais de son temps. Deux siècles plus tard, les Estoniens se révoltaient à la suite de mauvaises récoltes : ils attribuaient leur malheur au mécontentement de la rivière, dont on avait dérangé le cours en construisant un moulin.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA CONQUÊTE CHRÉTIENNE

Le XIII^e et le XIV^e siècle sont l'époque de la conquête des pays baltiques par le christianisme. Celui-ci ne fut vraiment partout « la religion établie », qu'au cours du XV^e siècle. C'est alors seulement que cessa le dernier culte officiel rendu aux dieux du paganisme. Mais nous savons déjà que ce dernier persista bien plus longtemps dans la conscience populaire.

Cette propagation de la foi a pris très vite l'aspect d'une série d'entreprises politiques et militaires. Ce furent à la fois des croisades et des expéditions coloniales. Non seulement on imposa de force la croyance chrétienne, ou tout au moins ses manifestations extérieures, aux populations baltiques, mais on n'y parvint qu'en occupant le pays et en y implantant une classe dirigeante d'origine étrangère.

Le christianisme apparut, pour la première fois, d'une manière durable, en pays balte, sur la côte du golfe de Riga. Or cette côte était habitée alors par les Lives, population de langue finnoise, à peu près disparue aujourd'hui. Le nom de « Livonie » fut, par la suite, étendu à l'arrière-pays, peuplé pourtant déjà par les tribus lettones et, plus au Nord, par les Estes et il resta en usage, jusqu'à l'époque contemporaine, pour désigner, avec les



CARTE DE LETTONIE

environs de Riga, toute la partie de la Lettonie située au nord de la Daugava et le Sud de l'Estonie. Il était même, dans un sens large, étendu parfois à toute cette dernière contrée.

I. — *LES MISSIONNAIRES ALLEMANDS ET LES PRINCIPAUTÉS ECCLÉSIASTIQUES*

L'histoire des premières missions allemandes nous est assez bien connue, grâce à la savoureuse chronique d'Henri « le Letton ».

18. *Ykescola*. — On était dans les dernières années du règne de l'empereur Frédéric Barberousse. Hartwig II occupait le siège archiepiscopal de Brême et de Hambourg. Déjà, grâce au duc Henri le Lion, les armes germaniques avaient soumis à la croix d'immenses territoires conquis sur les Slaves. Mais les pays baltiques restaient plongés « dans les ténèbres de l'idolâtrie ». Seuls, les marchands entretenaient des relations suivies avec les LIVES et débarquaient fréquemment à l'embouchure de la Daugava.

Or, en ce temps-là, vivait en Holstein, dans le couvent de Segeberg, le vénérable prêtre Meinhard de l'ordre de Saint-Augustin. Poussé par le désir de répandre la parole du Christ, il s'en vint, une année, en Livonie dans la compagnie des marchands. Avec l'audace que donne la foi, il commença son pieux apostolat et, tout en prêchant, il fonda une petite église dans l'humble village d'« Ykescola »¹.

L'hiver suivant, les Lettons dévastèrent le pays et emmenèrent de nombreux habitants en captivité. Évitant leur rage, le bon pasteur se réfugia avec ses ouailles dans les forêts voisines. Puis le danger passé, il remontra aux LIVES leur sottise, car ils n'avaient aucune forteresse où ils

1. Aujourd'hui, « Ikskile » (Uxküll), près de la Daugava.

pussent se défendre. Il leur fit promettre la construction d'un château fort et, en même temps, prêter serment de se laisser baptiser. Au début de l'été, des maîtres maçons vinrent de l'île de Gotland. Avant même que le château fût commencé, une partie des Lives reçut le baptême et tous les autres promirent de le recevoir dès que la construction serait achevée. Bientôt les murs surgirent de terre. Mais quand tout fut terminé, la patience du prêtre fut mise à l'épreuve. Ceux qui étaient déjà baptisés reniaient leurs engagements et les autres ne paraissaient pas disposés à abjurer leurs erreurs. Pourtant, sans se décourager, il redoubla d'ardeur.

Un peu plus tard, les habitants d'« Holma »¹, village voisin situé en aval sur la Daugava, promirent à leur tour d'accepter le baptême si on leur construisait une forteresse. Mais une fois la forteresse construite, ils ne se laissèrent plus faire.

Du moins le zèle du missionnaire recevait-il d'autres encouragements. Il avait été, entre temps, sacré évêque par le métropolitain de Brême. D'autre part, il pouvait compter sur le dévouement de ses collaborateurs. Parmi eux, frère Théodoric, de l'Ordre de Cîteaux, faisait merveille. Ce dernier avait eu d'abord de graves difficultés avec les Lives. Le croyant sorcier, ils le menaçaient de mort lorsque ses récoltes étaient plus belles que les leurs. Mais il advint un jour que l'un d'eux, ayant été blessé, s'adressa à lui. Le frère entoura la blessure de plantes dont il connaissait mal la vertu, mais l'aide de Dieu fit le reste et le païen guérit. « Son âme fut aussi guérie, car il reçut l'eau du baptême. » Pareillement, frère Théodoric, par la guérison qu'il fit d'un infirme, réussit sa conversion et aussi celle de sa femme, obstinée païenne, qui devint un sujet d'édification.

1. Aujourd'hui, « Salaspils » (Kirchholm).

Malgré ces quelques succès, l'évêque d'« Ykescola » était fatigué de besogner et las de l'obstination des païens. Ayant réuni clercs et réguliers, il leur fit la proposition de s'en retourner pour Pâques en Gotland, avec les navires des marchands qui étaient déjà prêts à prendre la mer. Le bruit de ce projet parvint jusqu'aux oreilles des Lîves. Ceux-ci se doutèrent bien qu'un tel départ présageait un prompt retour. Peut-être l'évêque ne reviendrait-il pas seul, mais accompagné d'une troupe armée dont ils pensaient n'avoir rien de bon à attendre. Aussi prirent-ils le parti de l'accabler de supplications et de promesses. Un pasteur pouvait-il abandonner son troupeau en danger ? Ils furent si pressants qu'il se décida à rester. Les marchands s'étaient d'ailleurs fait fort de ramener, si besoin était, une armée d'Allemands, de Danois et de Norvégiens. Mais leurs navires n'eurent pas plutôt disparu à l'horizon, que Meinhard regretta amèrement sa résolution. L'attitude des habitants avait brusquement changé une fois de plus. Ils lui demandaient ironiquement s'il savait le prix du sel et des étoffes en Gotland. Au jour fixé, pas un ne vint se faire chrétien. Ayant à nouveau pris conseil de ses collaborateurs, il pensa alors gagner l'Estonie, où demeuraient encore les marchands qui avaient hiverné. Il apprit à temps, étant déjà en chemin, qu'un guet-apens avait été préparé sur sa route. Il s'en revint perplexe à Ykescola, prisonnier dans son diocèse infidèle.

Enfin, grâce à une innocente supercherie, frère Théodoric parvint à s'évader. Revêtu de l'étole, portant l'eau bénite, il feignit d'aller visiter quelque infirme. Il put ainsi gagner à cheval, d'étapes en étapes, demandant sans cesse son chemin, un pays plus sûr. Il se hâta alors vers Rome. Rendu auprès du Saint-Père, il lui décrivit la situation. Célestin III, ayant ouï le nombre des baptisés, jugea qu'on ne pouvait laisser tant d'âmes à l'aban-

don, et « qu'il fallait au besoin les contraindre par la force à tenir les engagements qu'ils avaient pris en toute liberté ». En conséquence, il décréta que les mêmes indulgences, accordées d'ordinaire à ceux qui se vouaient à la libération du Saint-Sépulcre, seraient acquises à tous ceux qui prendraient la croix pour aller faire revivre le christianisme sur la côte livonienne.

L'évêque Meinhard, de son côté, étant parvenu à quitter le pays, n'était pas resté inactif. Il n'avait pas eu de peine à convaincre le duc de Suède et un certain nombre de chevaliers allemands et gotlandais d'entreprendre une expédition en pays baltique. On devait aborder en Courlande. Des vents contraires les conduisirent sur la côte d'Estonie. Déjà les habitants étaient sur le point de faire leur soumission. Mais le duc de Suède s'entendait mal avec les Allemands. Il préféra accepter un tribut des païens et leva la voile sans plus tarder.

Meinhard s'en revint mourir à Ykescola. Avant de rendre le dernier soupir, il fit promettre à la poignée de chrétiens réunis autour de lui de continuer son œuvre. L'inscription funéraire de sa tombe, confirmant le texte d'Henri le Letton, permet de fixer avec certitude la date de sa mort en l'an 1196.

Il ne fut pas facile aux chrétiens de Livonie de lui trouver un successeur. Ce n'est qu'après bien des hésitations que l'abbé Bertold quitta son couvent hanovrien pour prendre le « fardeau de la prédication ». Il trouva les populations en pleine révolte. Après maintes vicissitudes, une grande bataille s'engagea, dans laquelle il fut tué (24 juillet 1198). Profitant du désordre qui suivit, les païens prirent facilement le dessus. En avril 1199, leur assemblée décida que tout prêtre chrétien qui demeurerait au delà de Pâques serait mis à mort. La même mesure devait s'appliquer aux marchands, mais ceux-ci réussirent à s'entendre avec les chefs à prix d'argent.

19. L'évêque Albert. — L'église de Livonie ne se serait peut-être jamais relevée de ce coup fatal, s'il ne s'était trouvé alors un homme d'une énergie rare pour en prendre la direction matérielle et morale. Le choix même qui fut fait prouvait, de la part du métropolitain de Brême, le désir de tenter un effort décisif. Albert n'était pas seulement un chanoine de son église, mais son propre neveu. C'était un homme encore jeune, qui devait occuper près de trente ans le siège épiscopal de Livonie. C'était surtout un politique et un organisateur, sachant donner à l'évangélisation les moyens temporels dont elle avait besoin. Il joignait, au prestige de ses fonctions sacerdotales, la considération que lui valait, auprès du monde laïc, le fait d'appartenir à une grande famille féodale. Autant qu'en pays baltique, sa vie se passa à la cour des princes et des souverains, dont il sollicitait sans cesse l'appui, et dans les pays germaniques et scandinaves, où il levait les légions de pèlerins et de soldats qu'il dirigeait sans relâche vers la Livonie.

Il fut appuyé fortement dans sa tâche, non seulement par l'archevêché de Brême, mais par l'autorité du Saint-Siège, qui était grande à cette époque. Derrière l'activité débordante du jeune prélat allemand, on sent la direction attentive et la volonté vigilante d'Innocent III. Dès octobre 1199, une bulle pontificale appelait « tous les fidèles de Saxe et de Westphalie » à la défense de l'Église de Livonie. Le pape prenait sous sa protection spéciale, « *patrocinium* », tous ceux qui participeraient à cette nouvelle croisade.

Déjà, Albert avait levé cinq cents hommes en Gotland. Puis il était allé recueillir les dons du roi de Danemark et du duc de Schleswig. A la Noël, il était à Magdebourg, où il levait de nouveaux croisés. Comme on célébrait, dans cette ville, le mariage du roi de Germanie Philippe de Souabe, il en profita pour faire confirmer et préciser par

le souverain le privilège contenu dans la bulle d'Innocent III. Tous les biens des croisés de Livonie seraient, pendant la durée de leur absence, placés sous le même régime juridique et jouiraient de la même immunité que ceux des croisés de Terre Sainte. Ce n'est que la seconde année de son épiscopat, une fois toutes ces précautions prises, accompagné du comte Conrad de Dortmund et d'Habert d'Iburg, à la tête d'une flotte de 23 vaisseaux, que le nouvel évêque apparut pour la première fois dans son diocèse (avril 1200).

Son premier acte fut un coup de génie. Près de la petite rivière de Riga, à proximité de la mer, c'est-à-dire du commerce et des secours militaires, il choisit un emplacement. Peut-être existait-il déjà à cette époque, en cet endroit, un établissement live. Quoi qu'il en soit, l'évêque Albert fit de ce lieu une grande ville et un grand port. Il fit construire sans tarder la vaste enceinte susceptible d'enfermer la future cité. Il y fit bâtir un palais épiscopal et une cathédrale, primitivement en bois. Dès le printemps suivant, son demi-frère Engelbert d'Appeldern, moine du couvent de Neumünster en Holstein, apparut avec les futurs bourgeois. La plupart d'entre eux venaient de Brême et de Hambourg; les armes de la nouvelle ville combinèrent celles des deux villes mères : on y retrouve les tours de Hambourg et la clef de Brême.

Albert fit mieux. Il fit servir les foudres spirituelles à assurer l'avenir commercial de sa fondation. En jetant l'interdit sur les ports des Zemgali, il constitua un monopole en faveur de Riga.

Mais la situation de la colonie restait précaire, car la plupart des pèlerins ne venaient là que pour un an. Il en résultait une grande incertitude au seul point de vue de la défense militaire. Celle-ci, aussi bien que l'évangélisation, ne pourrait être assurée qu'en ayant un noyau stable de colons fixés dans le pays. Ce problème s'était déjà posé

en Terre Sainte. Il était tout naturel que la même solution se présentât aux esprits : la création d'un ordre de moines soldats, dont les ordres religieux et militaires d'Orient fournissaient l'exemple.

Cependant l'initiative ne vint pas de l'évêque mais de frère Théodoric. Celui-ci, dès 1200, avait été envoyé à nouveau en mission auprès du Saint-Siège et ce rôle diplomatique avait accru encore son importance. Inspiré peut-être par Rome, en l'automne 1202, il recruta et organisa les « *fratres militiae Christi* ». En 1204 le pape consacrait l'existence du nouvel ordre et lui donnait le statut des Templiers. Le costume des « *fratres* » se composait d'un manteau blanc avec une croix rouge sur les épaules et d'une épée, d'où le nom de « *chevaliers porte-glaives* » sous lequel ils sont restés célèbres. Comme dans le Temple, l'ordre avait à sa tête un Grand maître. Le premier fut Wenno (Vinno).

Le pays se peuplait du reste d'institutions ecclésiastiques. En 1205, était entreprise la construction du couvent de Daugavgriva (Dunamünde) dont frère Théodoric fut le premier abbé. En 1208, les moines, appartenant à l'ordre de Cîteaux, purent prendre possession de leur demeure. Albert, installé à Riga, donnait à son chapitre cathédral la règle de Prémontré.

Du côté des habitants, il avait obtenu dans ces premières années des résultats non moins remarquables. Frère Théodoric avait emmené avec lui à Rome un chef nommé Kaupo qui, frappé de tout ce qu'il avait vu et de l'accueil qui lui avait été fait, avait contribué à créer un courant d'opinion favorable aux chrétiens. En avril 1205, une expédition lituanienne s'était dirigée à travers le territoire letton contre l'Estonie. Au retour les Litua niens manifestèrent l'intention de faire une incursion dans le pays de la basse Daugava. On vit alors apparaître le chef des Zemgali, Westhard de Têrvete qui, non con-

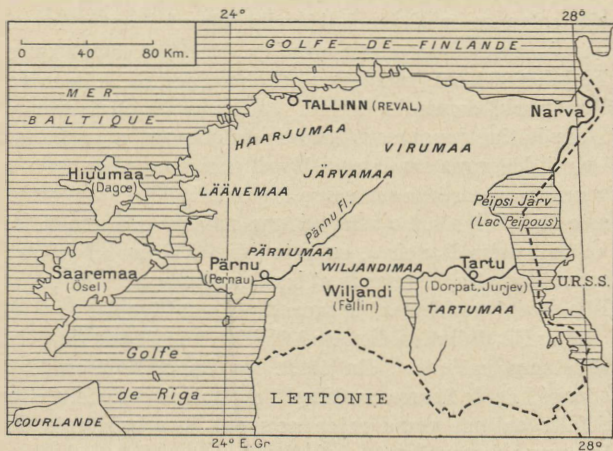
tent d'avertir les chrétiens du danger, leur fit des offres de service, se mettant, lui et sa tribu, à leur disposition. Cette alliance devait subsister une quinzaine d'années. Mais Westhard se refusa catégoriquement à se faire chrétien. Il en fut de même de la plupart de ses compatriotes. A la longue, l'entente politique, si utile fût-elle, semblait s'opposer aux progrès de l'évangélisation. On avait néanmoins nommé un évêque chez les Zemgali. Mais lorsque celui-ci mourut, en 1224, la situation que trouva son successeur fut vite critique. En 1228, la rupture était consommée. Les Zemgali, unis aux Kurši, brûlaient de fond en comble le couvent de Daugavgrīva.

A cette époque, les difficultés s'étaient multipliées. Les moindres n'étaient pas les mésententes entre chrétiens. L'évêque Albert avait vu consacrer à plusieurs reprises sa situation. En 1207, il avait reçu du roi de Germanie, Philippe de Souabe, la Livonie en fief et avait ainsi pris rang parmi les princes. Lui-même avait investi des vassaux laïcs. D'autre part il avait acquis le droit de nommer des évêques. Mais le titre d'archevêque ne lui fut pas donné et il ne faut pas s'exagérer la bienveillance du Saint-Siège à son égard. Il semble même que la cour de Rome se soit consciemment servie des « porte-glaives » comme d'un contrepoids à son autorité.

Or les difficultés étaient graves avec les chrétiens voisins. En Lituanie, le clergé polonais se heurtait aux Allemands. En Estonie, le Danemark revendiquait la priorité de l'évangélisation. Le primat suédois de Lund avait aussi des droits à faire valoir. En 1225, Guillaume de Modène était envoyé comme légat par le pape. Cette immixtion du Saint-Siège dans les affaires baltiques ne fut pas sans compliquer la tâche d'Albert. Elle devait être encore plus gênante pour ses successeurs. Lorsqu'il mourut en 1229, il n'en laissa pas moins une œuvre durable : germanisme et catholicisme avaient solidement pris pied en Livonie.

20. Les expéditions d'Estonie et le rôle des Danois. —

Les Allemands avaient été amenés de bonne heure à intervenir en Estonie. Les Estes de l'« Ungannia », c'est-à-dire du pays de Tartu et d'Otepää (Odenpe), étaient sans cesse en conflit avec les Lettons. Ce serait même, d'après le chroniqueur Henri, à la demande de ces derniers qu'au-



CARTE D'ESTONIE.

rait eu lieu la première intervention en 1208. Cette simple mesure de police conduisit peu à peu à la conquête. Dès 1211, Albert sacraît Théodoric évêque d'Estonie. Ce titre demeura assez théorique pendant une dizaine d'années. En « Ungannia », la progression était lente et se heurtait à une résistance acharnée. Les Estes étaient encouragés et soutenus à l'occasion par les princes russes voisins de Pskov et de Novgorod. D'autre part, les différentes tribus manifestèrent de bonne heure une solidarité remarquable. On dut bientôt faire face à des soulèvements de tout le

pays. Les habitants de l'île de Saaremaa (Esel), renommés comme corsaires, prirent dès lors la direction des mouvements de résistance. En 1215 ils attaquèrent Riga. Les Allemands leur tinrent tête victorieusement, mais ils étaient mal armés pour riposter et ils n'avaient guère les moyens d'organiser une grande expédition maritime.

On comprend, dans ces conditions, que l'évêque Albert ait, selon sa méthode habituelle, cherché un puissant appui auprès d'un prince chrétien. En 1218, il vint, avec Théodoric et ses principaux collaborateurs, à la cour de Danemark, demander au roi Voldemar II d'intervenir. L'expédition danoise eut lieu au printemps suivant (1219). Le roi débarqua sur la côte Nord, accompagné de 60 000 guerriers. Il installa son camp à proximité de la forteresse este de Lindanis. Ce camp donna naissance à une ville, « la ville des Danois », en estonien « Tallinn », qui fut appelée par les Allemands et les Scandinaves : « Reval ». Elle devint rapidement le second port de Livonie.

Mais l'installation danoise à Tallinn ne mit pas fin à la résistance nationale. En 1222, les Danois, qui avaient occupé l'île de Saaremaa (Esel), en étaient chassés. Cette défaite eut un grand retentissement. Les habitants de Saaremaa fomentèrent la révolte dans tout le pays.

« Ils encouragèrent les païens et les Estoniens dans toutes les provinces à rejeter de toutes leurs forces le joug des Danois et à faire disparaître de la terre le nom de chrétien sous lequel ils avaient été réduits en esclavage, pour recouvrer leur antique liberté. Ils se faisaient fort de prendre d'assaut la forteresse de Reval. Et ils leur enseignaient à monter des machines de guerre, catapultes et autres engins. » (Henri le Letton).

Cette propagande eut des effets immédiats. Le 29 janvier 1223 les chevaliers porte-glaives étaient massacrés à Wiljandi (Fellin). Plus au Nord, dans le district de Järva, un bailli danois, surpris par les rebelles, périsait dans d'atroces supplices. Les épées teintes du sang des vic-

times, envoyées à Tartu, y donnaient le signal d'un nouveau massacre. Le soulèvement devint alors général. Les Estoniens appelèrent à leur secours les Russes « tant de Novgorod que de Pskov ». Ils leur donnèrent la moitié du butin saisi sur les porte-glaives et sur les marchands allemands, et les répartirent entre les principales places du pays pour y tenir garnison. Celles-ci furent mises en état de défense et pourvues de machines de guerre. Les païens reprenaient les femmes qu'ils avaient dû renvoyer, déterraient leurs morts pour les incinérer et se purifiaient par des ablutions de la souillure du baptême. L'heure semblait propice. Le roi de Danemark était retourné dans son pays, où il était tenu en captivité par un vassal. Les princes russes appuyaient le mouvement.

Mais les Estoniens commirent la faute de prendre l'offensive en pays letton. Les Lettons se joignirent aux chevaliers porte-glaives et les Estoniens furent défaits sur la Seda dans la région du lac Burtnieks. A quelque temps de là, les Russes, après avoir assiégé vainement Tallinn durant quatre semaines, étaient forcés de se retirer. Au printemps 1224, les chrétiens purent reprendre l'offensive. Tous les efforts se concentrèrent autour de Tartu. La chute de la forteresse mit fin à la résistance. En 1227 l'île de Saaremaa à son tour était définitivement occupée.

Restait à partager le pays. Les vainqueurs ne parvinrent que difficilement à se mettre d'accord. Le légat Guillaume de Modène dut arbitrer une première fois leur conflit. Mais celui-ci reprit après son départ. Finalement les Danois gardèrent l'Estonie du Nord, c'est-à-dire les districts d'Harju et de Viru (Harjumaa, Virumaa) ; des évêques indépendants régnèrent au Sud-Est et à l'Ouest sur les districts de Tartu (Tartumaa) et de Lääne (Läänemaa), y compris une partie des îles de Saaremaa et de Hiiumaa (Dagoe). Entre les deux régions s'étendaient les possessions des porte-glaives, comprenant le bassin du

Pärnu et les districts de Järva et de Wiljandi (Pärnumaa, Järvamaa, Wiljandimaa). Du côté russe, une tentative des chevaliers pour s'infiltrer jusqu'au golfe de Finlande fut repoussée en 1242 par Alexandre Newski, après une bataille livrée sur la glace du lac Peipsi. Celui-ci marqua définitivement la frontière.

21. Volkwin. — C'est surtout vers le Sud que se portèrent désormais les efforts des chrétiens. Déjà avant la mort de l'évêque Albert, la guerre avait repris avec les Kurši et les Zemgali. Lorsque Albert eut disparu, le principal personnage de la colonie fut, pendant quelques années, le Grand maître des porte-glaives, Volkwin. Celui-ci semble avoir été plus courageux que diplomate. Une grande prudence eût pourtant été nécessaire. Derrière les Kurši et les Zemgali, apparaissait de plus en plus la puissance lituanienne.

En 1229, Volkwin dirigea une expédition, véritable « razzia », jusque dans la région du Nemunas. Les chrétiens se heurtèrent aux habitants en un sanglant combat. Ils eurent le dessus et revinrent avec une masse de butin, mais ils avaient semé la haine. En 1230 un traité était signé avec les Kurši. Il y était stipulé que ceux-ci « recevraient le baptême et se soumettraient à la loi chrétienne, étant assurés de la possession et de la propriété tant de leurs champs que de tous leurs autres biens, sans contradiction possible de personne ». C'était donc sur un pied d'égalité que se négociait la pacification. Cependant, dans les années suivantes, Lettons et Lituaniens devinrent menaçants. La nécessité d'une nouvelle croisade était envisagée par le pape dans sa correspondance avec le légat. Mais les chevaliers porte-glaives n'entendaient laisser à personne le soin et les bénéfices de la conquête.

En 1236, le Grand maître prenait la tête d'une nouvelle expédition. L'armée chrétienne, outre les chevaliers, comportait un grand nombre d'auxiliaires. Elle put pénétrer

en Lituanie sans trop de difficulté. Sur le chemin du retour, au Sud du pays letton, dans une région assez marécageuse près de Saule, elle rencontra les Zemgali. Surpris par cette attaque et gênés par la nature du terrain qui ne leur permettait pas d'utiliser leurs montures, les chevaliers périrent en grand nombre. Le Grand maître Volkwin resta parmi les morts.

Les conséquences de ce désastre furent graves. La première fut de décider le pape à annexer l'ordre des Porte-glaives à celui des Teutoniques. A partir de 1237, l'Ordre Teutonique étendit son autorité de la Vistule aux frontières danoises d'Estonie. Les moines guerriers de Livonie conservèrent du reste une organisation autonome et un Grand maître particulier.

22. Les Teutoniques. — L'ordre auquel le pape remettait ainsi le sort de la conquête venait de faire ses preuves en Prusse. Fondé tout d'abord pour la croisade en Terre Sainte, il avait été appelé en 1228 par le duc Conrad de Mazovie à la rescousse des Polonais dont les premières tentatives avaient abouti à de singuliers déboires. Les chevaliers au manteau blanc réussirent mieux. Les évêchés prussiens, fondés par eux, restèrent entre les mains de membres de leur ordre. La papauté, soucieuse de se constituer dans ces régions un domaine propre et ne relevant d'aucun souverain temporel, les encouragea et combla leur Grand maître de privilèges. On comprend donc que ce soit à eux qu'elle ait eu recours pour suppléer à la défaillance des Porte-glaives.

Cependant, avec le temps, ce système révéla ses faiblesses. L'État de l'Ordre Teutonique s'agrandit peu à peu. Au *xiv^e* siècle, les embarras financiers du roi de Danemark le conduisirent à aliéner sa part d'Estonie, qui s'ajouta au patrimoine monastique. Les soucis d'ambition n'étaient que trop visibles chez les Grands maîtres. Dans cet État trop étendu, voué de plus en plus à des œuvres

profanes, la discipline se relâcha vite. D'autre part, les conflits avec les évêques et notamment avec l'évêque de Riga furent incessants. En 1298, le château épiscopal de Riga était pris d'assaut par le commandeur Berthold.

Dans ces conditions, la conquête chrétienne progressa lentement. Ce n'est que vers 1250 qu'elle reprit au pays des Zemgali. Ceux-ci lui opposèrent une résistance acharnée dont la « chronique rimée » de l'Ordre Teutonique, de langue et d'inspiration pourtant allemandes, nous a conservé le souvenir. En 1259, les Zemgali, qui avaient été amenés à payer tribut, rejettent le joug. L'attaque allemande contre Tērvete échoue. De leur côté, les Kurši se révoltent et remportent la victoire de Durbe (Dorben). Toute la conquête est à reprendre. Alors, procédant plus méthodiquement, les chevaliers construisent le château de Jelgava (Mitau), puis ils s'emparent des principales places fortes des Zemgali : Tērvete et Mežotne. En 1272 un traité est signé. Mais, en 1279, une occasion se présente pour les habitants, occasion qu'ils mettent immédiatement à profit. Les Allemands, retour d'une expédition en Lituanie, sont suivis de près par l'armée ennemie. Au moment décisif, les Zemgali les lâchent. Puis, sous la direction de Nameisis, ils se soulèvent et se fortifient dans Tērvete. Après des combats furieux et dont l'issue reste incertaine, on traite de nouveau. Les Zemgali payent tribut, mais gardent Tērvete.

Ce ne pouvait être là qu'un armistice. En 1286, les Allemands bâtissent en face de Tērvete une contre-forteresse à Svētā-Kalnapils (Heiligenberg). Alors les Zemgali incendient eux-mêmes Tērvete et se replient dans la forteresse de Rakte. Enfin commence le dernier acte du drame. Les Zemgali l'emportent plus d'une fois sur les Allemands en rase campagne. Mais ceux-ci, sans attaquer, ravagent méthodiquement le pays, détruisant tout moyen de subsistance. Les Zemgali reculent peu à peu, et finis-

sent par abandonner leur dernier point d'appui, la forteresse de Sidrabene. Une partie se rend aux Allemands, une autre fuit en Lituanie (1290). Telle est, brièvement résumée, cette épopée qui dura quarante ans, et dont la fin marque aussi celle de la Lettonie indépendante.

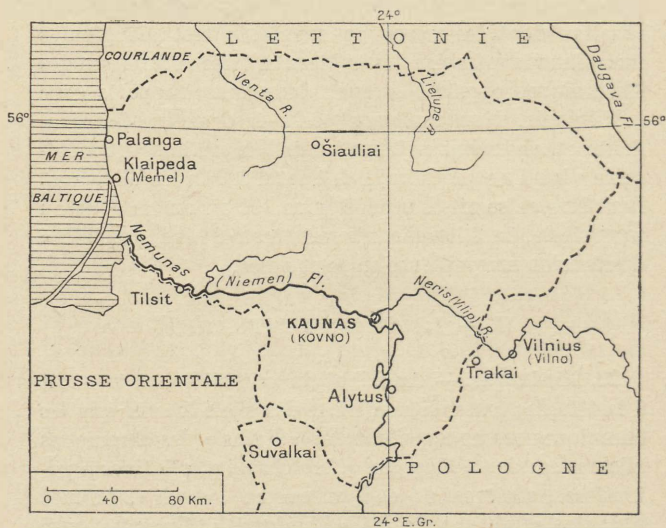
En Estonie, la soumission, acquise de bonne heure, était plus apparente que réelle. Le *xiv^e* siècle vit de grandes révoltes dont la répression sanglante resta longtemps fixée dans la mémoire des habitants. Mais la faiblesse des Teutoniques apparaît surtout dans leurs rapports avec la Lituanie. Non seulement celle-ci demeura indépendante et longtemps païenne, mais lorsque le heurt inévitable vint à se produire, il fut fatal à l'Ordre allemand. Peut-être se serait-il produit plus tôt si, au *xiii^e* et au *xiv^e* siècle, la Lituanie n'avait trouvé une possibilité d'extension merveilleuse en pays russe.

II. — LA GRANDE LITUANIE

23. Mindaugas. — Au début du *xiii^e* siècle, on trouvait à la tête des tribus lituaniennes des chefs locaux que les chroniques russes appellent des « Knias », les chroniques allemandes des « Kunigen », les chroniques latines « *potentiores, seniores, duces* » ou encore « *reguli* ». Le mot lituanien semble avoir été « Kuningas ». En 1220, onze de ces chefs négociaient une paix avec la Volynie. Parmi les noms qui se trouvent mentionnés ainsi, figure déjà celui de Mindaugas. Le pouvoir de ce dernier semble avoir grandi dès les années suivantes. Vers 1230, il est mentionné à nouveau comme un des cinq chefs les plus puissants de toute la Lituanie. Il devait vite devenir le plus puissant de tous. Comme beaucoup de rois francs, il semble que Mindaugas n'ait pas hésité à se débarrasser de ceux des membres de sa famille qui pouvaient le gêner.

Quoi qu'il en soit, vers 1240, il faisait déjà figure de

souverain ou tout au moins de chef suprême, « Kuniġaikš-tis ». Tout de suite, il s'attaqua à l'Ordre Teutonique. Le conflit avec celui-ci était inévitable. Maîtres de la Courlande et de la Prusse Orientale, les Allemands devaient chercher à rejoindre leurs possessions en occupant la



CARTE DE LITUANIE.

Lituanie maritime, c'est-à-dire la région de Klaipeda (Memel) et de Palanga. Aussi bien, est-ce en Courlande que le chef lituanien porta ses efforts. Il mit le siège devant la forteresse d'Embute (Amboten). S'il ne réussit pas dans son entreprise, il y affirma du moins son autorité et se posa en champion de la résistance balte. Mais Mindaugas semble avoir été un politique astucieux et capable de dissimulation. Avec un sens admirable de l'opportunité,

il désarma la croisade menaçante et enleva aux chevaliers tout prétexte d'intervention en se faisant baptiser (1251).

Ce baptême de Mindaugas eut pour la Lituanie des résultats comparables à celui de Clovis pour la Gaule franque. Par le prestige qu'il donna au chef devenu chrétien, par les appuis qu'il lui assura, il lui permit d'éclipser tous ses rivaux et de former une véritable monarchie réunissant sous son sceptre l'ensemble du pays. Les chevaliers se prêtèrent du reste volontiers à cet avènement, rêvant sans doute d'une sorte de protectorat. En 1252, au château de Varute où résidait habituellement Mindaugas, les chevaliers de l'Ordre Teutonique, accompagnés de l'évêque de Culm, apparurent en un brillant cortège. Ils étaient porteurs de la couronne dont le « grand-duc » de Lituanie fut ceint par leurs soins. L'année suivante était fondé un diocèse lituanien.

L'accord entre la Lituanie et l'Ordre Teutonique avait été facilité par la situation politique de l'Est. Les principautés russes, en butte aux attaques des Tartares, étaient très affaiblies. La chrétienté risquait d'être atteinte par une nouvelle invasion barbare. Le nouvel État pouvait servir utilement d'« État tampon ». Le chef lituanien, de son côté, avait une âme de conquérant. Dès 1239, il s'était emparé de Smolensk. Puis, après cette incursion passagère dans la Russie blanche, il avait solidement établi sa domination dans la haute vallée du Nemunas. Son fils, installé à Naugardukas, y faisait figure de vice-roi. Après son baptême, il fut plus audacieux encore. Pskov puis Novgorod, l'illustre ville, furent occupées par ses troupes. Il rêvait de chasser les Tartares. Du moins eut-il le courage de s'attaquer à eux. Mais il fut moins heureux et dut même subir leur invasion.

Cet insuccès explique peut-être que son activité se soit de nouveau portée vers le Nord-Ouest, où de graves événements devaient d'ailleurs solliciter son attention.

Après la défaite infligée par les Zemgali aux Allemands à Durbe, en 1260, un grand mouvement de réaction païenne se produisit dans toute la Lituanie. Il est difficile de dire quel fut le rôle exact de Mindaugas. Il semble que l'initiative de la guerre soit venue des Žemaičiai (habitants de la Samogitie), lituaniens voisins de la côte et plus directement menacés par la domination germanique. Sous leur impulsion, les païens, ayant pénétré au cœur de la Lettonie, infligèrent une nouvelle défaite aux Allemands à Lielvādre (Lenewarden) sur les bords de la Daugava (1261). On put croire un instant à une nouvelle révolte générale en Livonie. Les habitants de Saaremaa y virent une fois de plus l'occasion d'un soulèvement, d'ailleurs vite réprimé. Il semble bien que Mindaugas ait hésité avant de rompre ouvertement avec les chrétiens. Il ne s'y décida qu'en 1262, à la demande expresse des Žemaičiai. Il mourut peu de temps après, vraisemblablement assassiné.

Après sa mort, aucune figure de premier plan n'apparaît dans l'histoire lituanienne pendant près d'un demi-siècle. La situation politique du pays n'en est que plus nettement dominée par la lutte constante du christianisme et du paganisme, ce dernier incontestablement lié à l'instinct de résistance nationale. Avec le « Kuningas » Trainatis, la réaction païenne est déchaînée. Avec Vaisilkas, fils de Mindaugas, c'est à l'église orthodoxe de Byzance que semble dévolu l'avenir religieux du pays. Mais Traidenis ramène la Lituanie au paganisme. Ces diverses volte-face étaient, sans doute, autant politiques que religieuses. L'ensemble de la population restait profondément païenne. Cependant la Lituanie risquait de devenir peu à peu la proie de ses voisins. Déjà les Teutoniques occupaient Kaunas, lorsque parut Gediminas.

24. Gediminas. — En 1316, Gediminas devenait « Kuni-
gaikštis ». Dès 1320, il délivrait du joug allemand la

Lituanie envahie, par les victoires de Žeime et de Varniaï. Mais l'éclat même de son succès risquait de produire des conséquences redoutables. Contre la Lituanie victorieuse fut prêchée la croisade. A cette croisade, tout ce que l'Europe du xiv^e siècle contenait d'aventuriers en quête d'aventure s'offrit immédiatement. Allemands, Français, Espagnols, Tchèques, Danois étaient prêts à faire irruption en Lituanie. Gediminas, pour éviter l'invasion, eut recours au moyen traditionnel et se convertit au christianisme. Mais il ajouta à cette conversion une autre précaution politique, dont les suites devaient être considérables. Il maria sa fille Aldona à Daniel, fils du roi de Pologne Ladislas le Bref. C'était le point de départ de l'alliance polono-lituanienne.

Garanti ainsi contre toute invasion au Nord, Gediminas, dès 1321, s'avança vers le Sud-Est à travers la Podlachie, la Polésie et la Volynie. Il parvint jusqu'à Kiev. Il jetait ainsi les fondements de l'empire lituanien. Son prestige incontestable fit de lui la puissance prépondérante dans le monde russe. Novgorod et Pskov le choisirent comme arbitre. Il était en correspondance amicale avec l'archevêque de Riga, Frédéric Lobenstat, et, par son intermédiaire, avec le Saint-Siège. Peut-être fût-il devenu le champion du catholicisme en pays slave, si les Teutoniques n'avaient réussi à faire écartier ses avances, et si son propre intérêt politique ne l'avait conduit à ménager Byzance autant que Rome. Il n'est pas douteux, en tout cas, que son règne n'ait marqué une transformation profonde dans la civilisation lituanienne. En 1322, il avait sinon fondé, du moins reconstruit Vilnius qui devint dès lors la véritable capitale du pays. A la fin de son règne Gediminas dut de nouveau faire face aux Teutoniques. En 1341, les chevaliers assiégeaient Veliona sur le Nemunas. Le grand-duc fut tué en délivrant la place.

Après une période de troubles, les deux fils de Gedimi-

nas, Algirdas et Keiskutis, gouvernèrent de concert. Leur entente fit leur force. Tandis que son cadet Keiskutis régnait sur la Lituanie occidentale, résidant à Kaunas et à Trakai, Algirdas, ayant comme résidence Vilnius et Mednikai, reprenait la politique de conquête de son père. Les Tartares furent chassés de la Podolie et l'Ukraine fut définitivement conquise. Bientôt l'empire lituanien, ou plutôt la fédération des peuples groupés sous l'hégémonie lituanienne, s'étendit de la Baltique à la mer Noire.

25. Rapports avec Byzance. — La majorité de ces peuples était russe ou plus exactement « ruthène ». La langue ruthène devint la langue officielle de l'État, et la civilisation lituanienne fut fortement imprégnée d'éléments ruthènes. D'autre part ces Ruthènes avaient été convertis à l'orthodoxie grecque. De là l'importance des rapports lituano-byzantins à cette époque. Déjà sous Vaisilkas, la Lituanie avait failli passer à l'orthodoxie et les documents byzantins nous révèlent l'existence en 1300, au temps de l'empereur Andronic II, d'un métropolitain spécial « pour les Lituaniens ». Mais cette situation n'avait guère duré. Et quoiqu'on s'intéressât beaucoup, à Constantinople, aux Lituaniens, comme cela est visible dans l'œuvre de l'érudit Nicephore Grégoras, l'empereur Jean VI Cantacuzène n'en prit pas moins en 1354 une décision lourde de conséquences : celle de transférer de Kiev à Moscou le siège effectif du métropolitain de « toutes les Russies ». Les pays orthodoxes relevaient ainsi d'un chef religieux qui était pratiquement le ministre du prince de Moscou. Le grand-duc Algirdas dut négocier avec Byzance. Il finit par obtenir un métropolitain spécial pour la Lituanie. Mais les rapports avec la Russie compliquaient singulièrement sa tâche.

Ces difficultés expliquent que, si fortes qu'aient été les influences ruthènes à cette époque, elles n'aient jamais acquis la prépondérance que la proportion numérique de

l'élément ruthène dans la fédération lituanienne semblait devoir leur assurer. La Lituanie proprement dite restait à mi-chemin entre Rome et Byzance, entre l'Orient et l'Occident.

26. Jogaïla et Vytautas. — Une nouvelle période de troubles s'ouvrit après la disparition de Keiskutis et d'Algirdas. Le fils de Keiskutis, Jogaïla (Jagellon), régna tout d'abord en Lituanie. Son cousin Vytautas, fils d'Algirdas, dut se contenter des provinces occidentales. La jalousie était grande entre les deux princes. Pendant ce temps, les Teutoniques s'infiltraient dans le pays ; ils avaient réussi à tenir garnison dans plusieurs places et leurs représentants auprès des ducs semblaient être les résidents d'un protectorat.

Les circonstances sauvèrent l'indépendance nationale. La couronne de Pologne était tombée entre les mains de la jeune reine Hedwige, fille de Louis d'Anjou. En octobre 1384, elle arrivait à Cracovie. En mars 1386, elle épousait Jogaïla. Celui-ci reçut en même temps le baptême et le nom de Ladislas. C'était la première union personnelle entre les deux pays.

Elle exaspéra tout d'abord la jalousie de Vytautas, qui songea même à s'appuyer sur les Teutoniques. Mais bientôt, brouillé à mort avec eux, il se réconcilia avec son cousin qui eut le bon esprit de lui faire de larges concessions. Au traité de Vilnius, en 1401, Vytautas fut reconnu comme grand-duc régnant sur toute la Lituanie à titre viager. Les Polonais, au même moment, décidaient de maintenir à perpétuité l'union personnelle en choisissant leur roi à cet effet.

Vytautas reconstitua en quelques années l'empire de son père. Un gouverneur lituanien fut établi à demeure à Kiev. Les forteresses lituaniennes jalonnèrent le cours du Dniepr et celui du Boug, protégeant la route qui, à travers tout le continent, menait de Palanga à Odessa. En Tarta-

rie même, le grand-duc s'immisçait dans les élections des Khans. A Vilnius il faisait figure de grand souverain européen. Un jour viendra où il pourra réunir, dans son château de Luck, le roi de Pologne, l'empereur Sigismond, le roi Erik de Danemark, Vassili prince de Moscou, le légat du pape, le Grand maître de l'Ordre Teutonique, des envoyés de l'empereur grec et du Khan Tartare.

27. Tannenberg. — Cette puissance, jointe à la puissance polonaise, formait un système redoutable. Contre lui, se coalisèrent l'empereur Sigismond, voisin de la Pologne par ses possessions de Hongrie, et l'Ordre Teutonique. Les hostilités commencèrent en 1409, puis, interrompues par une trêve, elles reprirent au bout de quelques mois. Jogaïla et Vytautas avaient réuni une immense armée. Toute la Pologne et toute la fédération lituanienne avec ses vassaux slaves étaient sous les armes. Les deux princes prirent l'offensive en Prusse, marchant directement sur Malborg, capitale de l'Ordre Teutonique. Le 15 juillet 1410, entre Grünewald et Tannenberg, ils trouvèrent les Allemands devant eux. Le choc des deux masses humaines fut un des plus terribles de l'histoire du moyen âge. Les pertes furent énormes des deux côtés. Finalement, Polonais, Lituaniens et Russes restèrent maîtres d'un champ de bataille où gisaient, au milieu d'une centaine de mille hommes, le Grand maître de l'Ordre Teutonique et ses meilleurs chevaliers.

Jamais l'Ordre ne se releva de ce coup. A partir de 1410, son déclin commence. Le danger allemand était écarté pour longtemps de la Lituanie. Mais un autre danger plus difficile à éviter était celui de l'absorption par la Pologne. Au cours du xv^e siècle, l'union personnelle se fera de plus en plus étroite. Au xvi^e siècle, elle conduira à la fusion. A cet égard Vytautas, s'il fut le plus puissant, fut aussi le dernier des souverains de la Lituanie indépendante.

III. — *LES SUÉDOIS EN FINLANDE*

28. La conquête. — Vers 1156 ou 1157, le roi de Suède Erik Jedvarson entreprit une croisade en Finlande. Après avoir obtenu le baptême d'une partie des habitants, il revint mourir en Suède en 1160. Mais il laissait dans le pays l'évêque Henri d'Upsal. D'ailleurs les difficultés les plus graves, bien plus que des Finnois, devaient venir des Slaves voisins. D'après les annales russes, les chrétiens de Finlande auraient dès 1164 attaqué sans aucun résultat la ville de Ladoga. Mais, en 1186, ce furent les gens de Novgorod qui envahirent le pays. Constamment les païens d'Häme (Tavastland) et de Karjala (Carélie) étaient encouragés par les Russes dans leur résistance. En 1198, d'après la chronique épiscopale de Finlande, la ville de Turku, qui apparaît ici pour la première fois dans les textes sous le nom d'« Abo », aurait été brûlée par eux de fond en comble.

L'invasion tartare eut sur les rapports russo-finlandais la même action que sur les rapports lituano-russes. La chronique de Novgorod nous avertit qu'en 1240 les Suédois, aidés par les Norvégiens, les Finlandais « Suomi » et les gens du pays d'Häme, se seraient approchés de Novgorod. Ils auraient d'ailleurs été repoussés par les habitants de Novgorod et ceux de Ladoga qui avaient joint leurs forces sous le commandement du prince Alexandre.

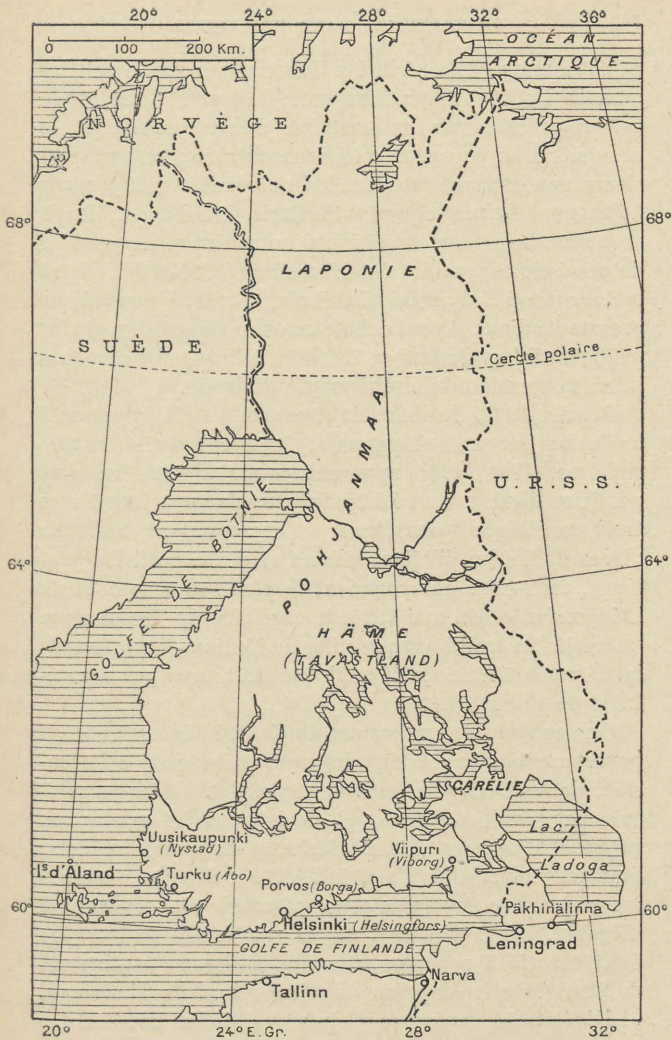
La conquête définitive de la Finlande à la domination suédoise et au christianisme romain fut l'œuvre de Birger Jarl et de ses descendants. En 1249 eut lieu la grande expédition au pays d'Häme et la fondation d'Hämeenlinna (Tavastehus). En 1293, ce fut l'expédition de Carélie qui aboutit à la fondation de Viipuri, en suédois « Wiborg ». L'année suivante, une attaque russe échouait

contre la nouvelle forteresse. Les Suédois vainqueurs poursuivaient leurs adversaires jusque dans la région du lac Ladoga et y fondaient Käkisalmi (Kexholm). Mais dès 1295 les Russes s'en emparèrent. Pendant une trentaine d'années encore, se multiplièrent les expéditions de destruction et de pillage. En 1318, les Novgorodiens s'attaquèrent par mer à la Finlande et ravagèrent toute la côte, brûlant notamment Turku et pillant la cathédrale.

29. La paix de Pähkinälinna. — Cette situation eût pu se prolonger encore longtemps, si elle n'avait pas nui aux intérêts des commerçants étrangers. Dès la fin du ^{xii}e siècle, les villes marchandes protestaient contre l'occupation suédoise en Carélie. Elles finirent par jouer le rôle de médiatrices. En 1323, s'engagèrent de véritables négociations de paix. Les plénipotentiaires des deux parties se réunirent à Pähkinälinna (Nöteborg-Schlüsselburg) au Sud du lac Ladoga. Le traité du 12 août 1323 fixa pour la première fois les frontières orientales de la Finlande.

Les marchands de Gotland avaient pris une part active à la conclusion de la paix. Leurs deux délégués avaient assisté à toute la négociation. Dans le traité, était spécifié que les négociants venus de toute l'Allemagne, de Lübeck et de Gotland aussi bien que de Suède, par terre ou par mer, devaient avoir en tout temps libre accès à Novgorod. Novgorodiens et Suédois s'engageaient même formellement chacun de leur côté à ne pas construire de nouvelles forteresses en Carélie.

30. La Finlande au ^{xiv}e siècle. — Le premier personnage de la Finlande au ^{xiv}e siècle était l'évêque. L'ensemble du pays ne formait qu'un seul diocèse, dont le chef résidait à Turku (Åbo). Maître de l'Administration spirituelle, celui-ci étendait son autorité à la plupart des questions temporelles. Il était élu par le chapitre cathédral, sauf ratification du pape. La Suède avait naturellement fourni les premiers pasteurs ; mais dès Magnus I^{er} (1291-



CARTE DE FINLANDE.

1308) commença la série des évêques nés sur le sol finlandais. Le trait le plus frappant de leur histoire fut la culture occidentale de certains d'entre eux. Dès le *xiv^e* siècle, évêques et même chanoines passaient plusieurs années dans les grandes universités européennes à Prague, à Leipzig et surtout à Paris. Grâce à eux, fleurit de bonne heure une tradition d'humanisme. Le premier de ces évêques érudits fut Hemming (1338-1366). Il fut recteur de l'Université de Paris, pendant son séjour comme étudiant. Ayant acheté au cours de ses voyages les meilleurs livres du temps, il fonda, à l'usage de son chapitre, la première bibliothèque de Finlande.

Depuis 1324, le pouvoir temporel était représenté à Turku par un « Lagman », juge et administrateur suprême. Mais cette apparente centralisation ne doit pas faire illusion. La réalité du pouvoir appartenait aux trois capitaines (« capitanei ») commandant les trois places de Turku, d'Hämeenlinna et de Viipuri. En pratique, ceux-ci se comportaient le plus souvent en chefs indépendants. En mai 1326, le capitaine de Turku signa un véritable traité avec la ville de Tallinn. En juillet de la même année, un traité analogue était signé par le capitaine de Viipuri.

Ces pouvoirs locaux avaient d'ailleurs l'allure d'un « self government ». Auprès du « lagman » siégeaient à l'occasion, dans la cour de justice, non seulement les propriétaires nobles (« frälsemän »), mais aussi les principaux paysans. D'ailleurs au *xiv^e* siècle, la monarchie suédoise était un pouvoir lointain et faible. Tout devait contribuer à établir entre la colonie et la métropole un certain pied d'égalité. Le 15 février 1362, le roi Hakon de Norvège était associé à son père, Magnus Eriksson, comme roi de Suède. Or le « lagman » de Finlande, Nils Thuresson, et l'évêque Hemming participèrent à l'élection. D'autre part, dans les années suivantes, à l'occasion des troubles

de Suède, on vit apparaître une sorte de dynastie nationale en Finlande. Bo Jonsson Grip était un des notables du pays, apparenté au « lagman » Nils Thuresson. Il acquit tout d'abord les capitaineries de Viipuri et d'Hämeenlinna, puis dans la suite celle de Turku. En 1378 il devint « lagman » de Finlande. Cumulant toutes ces propriétés et dignités, il fut en fait un véritable souverain. Lorsqu'il mourut laissant des enfants en bas âge, Jäppe Abrahamson Djekn occupa la même situation, en attendant leur majorité. On voit par ce dernier détail que ces fonctions, liées à des possessions patrimoniales, étaient de véritables fiefs héréditaires.

Mais il est bien certain que cette autonomie finlandaise vis-à-vis de la Suède était celle d'une oligarchie de fonctionnaires vassaux. Il est plus difficile de dire quels étaient les rapports des colons avec la population finnoise. Il n'est pas douteux pourtant que la conquête avait été ici beaucoup plus facile qu'en Livonie, et le heurt des races beaucoup moins rude.

IV. — *LE COMMERCE ET LES VILLES AUX XIII^e ET XIV^e SIÈCLES*

Que l'intérêt commercial ait été pour beaucoup dans la conquête de la Livonie, c'est ce qui apparaît clairement à plusieurs reprises dans le récit d'Henri le Letton. Nous venons de voir, d'autre part, l'importance attribuée à la route qui, du golfe de Finlande, menait à Novgorod, à travers le pays où s'élèvera plus tard la ville de Pierre le Grand. Aux yeux des commerçants, les pays baltiques ont été d'abord avant tout des étapes du commerce russe. Peu à peu, les villes baltes joueront à leur tour un rôle propre et qui ne se réduira plus au simple transit. Mais pendant les deux premiers siècles chrétiens, le caractère traditionnel de ce commerce persiste. Quelques mar-

chandises précieuses provenant des marchés slaves en sont le principal aliment.

Cependant il ne s'en constituera pas moins, en Livonie surtout, une bourgeoisie active et influente. D'origine allemande, son germanisme fut entretenu et fortifié par son association avec les bourgeoisies des villes hanséatiques.

31. Les marchandises. — La nature de ce commerce nous est révélée par celle des produits exportés et importés. Au premier rang des exportations se trouvaient la cire et les peaux. Le « livre des dettes » (Schuldbuch) de Riga contient mention des transactions commerciales les plus diverses. Plus d'un quart d'entre elles se rapportent à des ventes ou à des achats de cire. D'autre part, et c'est là l'indice d'un commerce très développé, les distinctions de qualité sont nombreuses et indiquées de la manière la plus précise. A une époque où le miel était dans la consommation l'équivalent de notre sucre, la cire, de son côté, constituait un produit indispensable à la vie noble et à la vie cléricale, servant à la fabrication des cierges, aussi bien qu'au scel des chartes. On en offrait des cadeaux à des princes. Celle-ci arrivait à jouer un véritable rôle monétaire, non seulement sous forme de paiements de redevances ou d'amendes, mais comme instrument d'échange. Mais une partie au moins de celle qu'exportait Riga venait des pays russes. Vers 1338, un règlement du Grand maître de l'Ordre et de la ville de Riga fixait les conditions de sa vente par les marchands allemands installés à Polock en pays slave.

Plus spécifiquement russe était le commerce des peaux. A cet égard, le marché de Novgorod jouait un rôle prépondérant. Les fourrures de l'hinterland s'y échangeaient aussi bien que celles des pays de la mer Blanche. Cependant, au Nord de la Finlande, la Compagnie suédoise des « Birkalar » exerçait à peu près seule ce commerce avec les Lapons.

Deux marchandises caractérisaient l'importation : le sel et le watmal. Le besoin de sel était grand dans des pays où la consommation de la viande formait le fond de l'alimentation et où elle prenait la forme de la salaison soit des produits de la chasse et de la pêche, soit du porc domestique. Or l'industrie du sel marin constituait un monopole des pays où les jours de soleil étaient suffisamment nombreux pour permettre la réussite des marais salants. Il semble bien que la totalité du sel consommé dans les pays baltiques soit venue du dehors. Le « watmal », c'était une étoffe de laine de qualité courante. Ici encore, il s'agissait d'un produit de première nécessité. Mais dans ce cas comme dans celui du sel, le débouché russe était plus important que celui des pays baltiques.

Il n'est pas douteux que ces marchandises ne fussent les mêmes que celles du commerce protohistorique. Cependant l'apparition des villes livoniennes et finlandaises, aussi bien que le développement de la vie urbaine en Russie, créa à la longue des besoins nouveaux. Tout d'abord les besoins de nourriture se développèrent en quantité et en qualité. On est frappé par l'importance de l'importation des harengs salés venus de Norvège et de Scanie. D'autre part, certaines institutions nouvelles favorisaient l'importation de produits nouveaux. Tel fut le cas du vin. Indispensable comme vin de messe, celui-ci joua vite un rôle important dans les cérémonies laïques. Les fêtes de boisson étaient une des traditions les plus certaines de l'époque païenne, conservées à l'époque du christianisme. A Riga, le corps municipal en célébrait quatre par an : au Mardi gras, à la Pentecôte, à la Saint-Martin et à la Noël. Le vin tendait de plus en plus à supplanter, dans ces circonstances, l'hydromel et même la bière. Les envoyés de l'évêque et du Grand maître, qu'hébergeaient les bourgeois de la ville, consommaient.

beaucoup de vin, si on en juge par ce compte où il figure pour 80 marks contre 5 marks et demi pour la bière et 31 pour les charcuteries et les épices de toute sorte. Ici encore, dans ce commerce plus important peut-être à Tallinn qu'à Riga, il est difficile de dire ce qui était retenu pour les besoins locaux et ce qui passait en Russie.

De tout temps, on avait importé des bijoux et aussi des matières d'or et d'argent. Mais l'apparition d'un monnayage baltique rendait plus importante cette importation. A plusieurs reprises, le maître de l'ordre livonien se plaignit auprès des villes du manque de matière d'argent. Les Russes de leur côté en absorbaient une partie. Cette disette était d'autant plus grave que la balance d'un tel commerce s'établissait dans des conditions défavorables, car les besoins de la colonie allaient croissant, sans que la nature des exportations changeât beaucoup. De là peut-être les mesures somptuaires prises par les autorités, comme l'interdiction des bijoux d'argent à l'exception des boutons de vêtement.

Ce n'est en effet que très lentement que les produits qui caractérisèrent le commerce baltique aux temps modernes firent leur apparition. Le lin est de plus en plus souvent cité dans les archives du xiv^e siècle, mais ce ne fut qu'au xv^e siècle qu'il devint une matière d'exportation caractéristique, au moment où la cire cessait de l'être. Il est à peine besoin de rappeler que cette évolution fut parallèle au développement de l'industrie textile et à l'usage de plus en plus répandu du linge de corps en Occident. Les céréales n'étaient exportées qu'occasionnellement. On trouve quelques exemples isolés au cours du xiv^e siècle, mais c'est seulement au xv^e siècle que ces exemples se multiplient, plutôt d'ailleurs en Estonie qu'en Lettonie. Au reste, les pays baltiques avaient le plus souvent besoin de grains pour leur propre consommation. Ils en tiraient une bonne partie des pays slaves.

Mais ceux-ci à leur tour en manquaient souvent. En 1298, l'évêque Jacob de Polock demandait à Riga des grains pour la ville russe. Inversement, par suite de la cherté des grains à Pskov, l'exportation en était interdite et Riga ripostait par des représailles commerciales.

32. Le crédit. — En l'absence de moyens monétaires suffisants on pratiquait parfois le troc. Mais cet échange direct de marchandises contre des marchandises équivalentes n'était généralement pas possible. De là une forme de crédit assez primitive mais très répandue : le crédit contre remboursement en marchandises (Borghandel). Dans les conditions commerciales de cette époque, le profit à tirer d'une telle transaction pouvait être considérable et aller jusqu'à 100 % en deux ans. D'autre part l'intérêt de l'argent était relativement faible : de 5 à 12 %. Ce dernier fait qui paraît en contradiction avec la pénurie de monnaie, s'explique précisément par le développement du crédit commercial sous la forme que nous venons d'indiquer. Mais ce système comportait aussi de gros risques et conduisait nécessairement à l'association des marchands et de leurs capitaux. On trouve dans les archives baltiques de nombreux exemples de contrats de société, notamment de « Wedderlegginge » ou « contrapositio », sorte de « commandite » qui repose sur un prêt d'argent sans intérêt contre participation aux bénéfices. De là une solidarité effective entre les négociants qui s'étendait de proche en proche. Mais de là aussi des difficultés graves en cas de faillite, conduisant à des endettements progressifs ou à des liquidations difficiles.

C'est peut-être à ces risques, autant qu'au sentiment d'une concurrence déloyale, que sont dus les nombreux règlements interdisant la vente à crédit en pays russe. Ces interdictions furent multipliées, ce qui suffirait à faire présumer qu'elles n'étaient guère observées. Au reste un des avantages spécifiés par les nombreux traités

de commerce conclus entre les villes baltiques et les villes russes était précisément cette vente à crédit. Elle était si bien entrée dans les mœurs que lorsqu'on exigeait un paiement comptant, on risquait fort de voir se rompre tout à fait les relations commerciales. Tel fut le cas, en 1401, de la ville de Riga avec le grand-duc de Lituanie Vytautas.

33. Les commerçants baltiques et la Hanse. — Les premiers commerçants des villes baltiques étaient originaires de Gotland. L'influence des Gotlandais resta grande pendant longtemps. Mais l'installation des évêques allemands favorisa le commerce des villes allemandes et notamment de Lübeck. Ce sont les privilèges accordés par ceux-ci qui fixèrent le statut des marchands étrangers : privilèges de l'archevêque de Livonie en 1253 et en 1256, privilèges de l'évêque de Courlande en 1254, de l'archevêque en 1275 et 1295, du même, de concert avec l'évêque de Saaremaa et le maître de l'ordre en Livonie, en 1277. Exemption de droits fiscaux, sécurité des biens et des personnes, avantages de juridiction, tel était le contenu de ces privilèges.

Les commerçants établis dans le pays avaient, de leur côté, obtenu leurs propres chartes qui avaient fondé les bourgeoisies. Entre les deux catégories de négociants, l'accord sembla prévaloir tout d'abord. Il prit à vrai dire la forme assez étroite d'une adhésion à la Hanse. On sait que vers le milieu du XIII^e siècle un certain nombre de villes allemandes, au premier rang desquelles étaient Lübeck et Hambourg, avaient formé une puissante association pour garantir la sécurité de leur commerce et surtout de leurs comptoirs à l'étranger. L'adhésion des villes baltiques fut d'autant plus naturelle que la plupart de leurs bourgeois provenaient des villes « hanséatiques ». Les privilèges qui y fondaient la commune évoquaient ceux des villes mères. Tels ceux de Tallinn qui se

réfèrent à ceux de Lübeck. Aussi, dès 1280, Riga faisait-elle partie de la Hanse. Vers la même époque, Tallinn, et par la suite Pärnu, Narva et Tartu y adhérèrent à leur tour. Cette association ne contribua pas seulement à lier les villes baltiques avec les villes germaniques, mais aussi à lier leurs intérêts et ceux des villes voisines. En 1363, Riga, Tallinn et Tartu possédaient une « concession » en commun à Novgorod. Dès 1347, Riga était associée de la même façon avec les Gotlandais et les commerçants allemands de Suède, dans le comptoir de Bruges.

Enfin, une classe de capitalistes, baltiques par leurs origines, germaniques par leur langue et leurs attaches familiales, cosmopolites par leur activité, fleurit à cette époque. Les archives anglaises de l'« Échiquier » nous en présentent un exemple curieux. Godekin de « Reval », associé à plusieurs autres marchands allemands, « pour le commerce d'Allemagne dans l'Est », se mêle aussi de l'importation des laines anglaises dans les Pays-Bas. Mais il y a mieux : lui et ses associés ont affermé l'impôt payé par la laine à Boston (comté de Lincoln), ou plus exactement celui-ci leur a été concédé, en garantie des dettes que le roi d'Angleterre a contractées vis-à-vis d'eux, dettes qui se multiplient aux environs de 1340, à l'heure où commence la guerre de Cent Ans.

Néanmoins, il était dans la nature de la politique urbaine à cette époque que ces associations d'intérêts fussent fragiles. L'entente des villes baltiques et hanséatiques ne persista guère. Dès la seconde moitié du xiv^e siècle, elle était compromise. La tendance au monopole conduisait de plus en plus chaque ville à vouloir entraver l'activité des commerçants étrangers, même amis. Déjà, en 1282, Tallinn obtenait du roi de Danemark l'interdiction pour n'importe quel marchand étranger de vendre au détail, « à l'aune », du lin, de la laine et du « watmal », et, « au denier et au boisseau » (« juxta

denariatas vel juxta mensuram »), du hareng, du sel et d'autres produits analogues. Au cours du xiv^e siècle, Riga pratiquera une politique plus étroite encore, essayant d'interdire tout commerce direct entre les étrangers et les Russes.

Les mêmes intérêts égoïstes mettaient aux prises les villes et les seigneurs territoriaux. Les conflits incessants entre Riga et l'Ordre Teutonique s'expliquent par les efforts de ce dernier pour conquérir l'embouchure de la Daugava essentielle à son commerce.

Ces conflits et les difficultés économiques qui en résultèrent préparèrent la révolution du xv^e et du xvi^e siècle. C'est l'agriculture baltique qui en subit le contre-coup. C'est d'elle en effet qu'on tira de plus en plus l'élément essentiel d'un commerce de caractère nouveau. Mais il en résulta, dans la structure sociale du pays, des transformations profondes.

CHAPITRE TROISIÈME

SERVITUDES ET DOMINATIONS ÉTRANGÈRES

La période qui s'étend du xv^e au xviii^e siècle se présente, pour les pays baltiques, comme un paradoxe historique. Au xv^e et au xvi^e siècle, à une époque d'émancipation pour la classe paysanne dans toute l'Europe occidentale, on voit apparaître pour la première fois, en Lituanie comme en Livonie, un système de servage qui, en s'aggravant, tendra à devenir un véritable esclavage. Vers la même époque, on peut observer, quoique à un moindre degré, un phénomène parallèle en Finlande. Au xvii^e siècle, en dépit des efforts de quelques souverains, cet état social ne fera que se consolider, en attendant que le régime russe vienne le renforcer.

Cependant les pays baltiques subissaient des événements religieux et politiques d'une extraordinaire complication aboutissant à des partages territoriaux et à des divisions morales au milieu desquelles il semble que toute notion ethnique et toute idée nationale eussent dû disparaître. En réalité, la crise religieuse devait au contraire assurer la pérennité des langues baltes et finnoises en les élevant à la dignité de langues littéraires. D'autre part, le régime suédois qui mit finalement de l'ordre dans ce chaos, par les regrets qu'il laissa chez l'élite des paysans et des bourgeois, rendit plus sensible l'oppression russe.

Si les pays baltiques ont été durant cette période le théâtre de transformations sociales aussi curieuses, s'ils ont été l'objet également d'âpres compétitions internationales, c'est aussi qu'ils ont joué dans le commerce européen un rôle remarquable. L'ambition politique qui s'est éveillée alors chez leurs voisins a été avivée par la convoitise économique.

I. — *LES ORIGINES DU SERVAGE
ET LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE*

34. L'état social des paysans au début du XV^e siècle.

— Il paraît bien établi aujourd'hui, en particulier après la mise au point très claire publiée en 1928 par l'historien letton A. Švābe (Schwabe), que pendant les deux premiers siècles chrétiens, le paysan de Livonie, de Courlande et de Zemgale était demeuré pleinement propriétaire, jouissant librement de sa terre, de ses biens et de sa personne. Sans doute, à la faveur de la conquête, une féodalité s'était établie au-dessus de lui, mais cette féodalité politique et administrative n'avait pour ainsi dire pas entamé ses droits civils et personnels. Dans les traités signés entre les Allemands et les habitants au cours du XIII^e siècle, les conquérants se réservaient le « dominium », les paysans conservaient la « proprietas ». Il n'est pas douteux qu'à cette époque, le terme de « dominium » n'ait servi à désigner un pouvoir d'administration politique comportant essentiellement l'exercice de la puissance publique. La « proprietas » c'était encore la propriété privée pleine et entière et elle restait intacte entre les mains des anciens habitants. Nous avons déjà eu l'occasion de citer le texte du traité de 1230 avec les Kurši. Celui de 1253 est plus explicite encore : « Les Kurši ne doivent être privés, en aucun cas, ni de leurs héritages en fait de champs ou de pêcheries, ni de leurs bois

sacrés et des arbres qui portent des ruches ». Le traité de 1272 avec les Zemgali spécifiait même que dans le cas où ils ne voudraient pas cultiver leurs terres, ils étaient libres de les affermer ou de les vendre.

En réalité, la seule charge dont était grevé le sol était la dîme, qui semble bien avoir été à l'origine, dans ce pays de principautés ecclésiastiques, l'impôt unique. Le « cens », qu'on voit apparaître assez souvent, ne s'ajoutait nullement à la dîme. Il était le résultat d'un privilège recherché par les tribus soumises et qu'on leur retirait lorsqu'elles se révoltaient. Il constituait un « abonnement » forfaitaire, versé également en nature mais fixe et beaucoup plus léger que le versement proportionnel du dixième des récoltes.

Les paysans devaient, en dehors de là, un certain service personnel. Mais, ici encore, on doit remarquer que ce service avait un caractère d'intérêt public. C'était, avant tout, au XIII^e siècle, un service militaire. En vertu du traité de 1229, les Kurši « devaient prendre part aux expéditions qui seraient entreprises contre les païens, aussi bien pour la protection du pays que pour la propagation de la foi ». Selon le même principe, les habitants devaient des « prestations » pour la construction d'églises, de châteaux forts ou de routes. Au reste, par une bulle de 1236, le pape Grégoire IX avait interdit de réclamer aucun service personnel qui ne fût pas en rapport avec « la participation aux expéditions militaires et à la défense du pays ».

On a pu résumer ainsi cette situation primitive : « Le seul propriétaire effectif du sol est le paysan : le village est la corporation autonome avec laquelle ont à compter les souverains du territoire et leurs vassaux qui font figure d'administrateurs et de juges, mais non pas de seigneurs fonciers » (Wipper). En effet, ces souverains et ces vassaux, évêques et moines guerriers, sont surtout des poli-

tiques et des militaires. Ils sont occupés par la guerre et ils ne dédaignent pas le butin, mais ils ne songent pas encore à une exploitation méthodique du pays.

Pourtant, dès le XIII^e siècle, la règle posée par Grégoire IX était violée. Dans les traités de 1267 avec les Kurši et de 1272 avec les Zemgali, des prestations personnelles de caractère économique étaient exigées. En 1272, comme en 1267, le nombre des jours de travail dus aux suzerains est de deux en hiver et de deux en été. En 1284, on trouve en Estonie des conditions analogues : trois jours de prestation dont un jour de labour et deux jours de moisson. Au cours du XIV^e siècle, le nombre de ces jours tendit à augmenter, passant de trois ou quatre à neuf.

D'autre part, une transformation s'opérait peu à peu dans les idées juridiques. On ne distinguait plus aussi nettement entre le « dominium » et la « proprietas ». On arrivait même à accoupler les deux termes « dominium et proprietas » pour désigner le droit du suzerain. Pour distinguer celui-ci de celui du vassal paysan, on avait recours à des expressions empruntées au langage féodal d'Occident. Le droit du suzerain devenait un « dominium directum », « directe » ou « droit éminent » et le droit du paysan ressemblait de plus en plus au « droit utile » d'un « censitaire ». La nature du « dominium » subissait en même temps une transformation inéluctable vis-à-vis du souverain : il achevait de devenir héréditaire. Il avait été à l'origine, comme tout « fief » à ses débuts, une dotation viagère, voire même révocable, ce qui s'accordait assez bien avec la délégation de puissance publique dont il s'accompagnait. Le mot d'« hereditas », employé précisément pour désigner la propriété paysanne, opposait la fixité de celle-ci à la précarité du fief soumis à « déshérence », voire même à « reprise » au moins théorique. Mais, comme cela s'était produit en

Occident sous les derniers Carolingiens et sous les premiers Capétiens, le souverain trop faible avait laissé chaque tenancier noble devenir propriétaire héréditaire de son fief. Ni les évêques, ni l'Ordre Teutonique n'étaient capables d'arrêter une telle évolution. A plus forte raison, n'étaient-ils pas capables d'empêcher l'usage plus ou moins abusif que pouvait faire le suzerain, transformé en seigneur, des pouvoirs de police primitivement conférés dans un intérêt public, et employés désormais dans son intérêt privé, intérêt qui se portait de plus en plus vers l'exploitation du sol, maintenant que la conquête achevée n'offrait plus de possibilités indéfinies de butin et d'acquisitions territoriales nouvelles.

35. La révolution du XV^e siècle. — On serait ainsi tenté d'expliquer par une évolution interne, inhérente à toute féodalité, la transformation profonde qui s'opéra à partir du xv^e siècle dans la condition sociale du paysan, si différents faits ne nous avertissaient que, sans être entièrement inexacte, cette explication resterait très insuffisante. Nous observons en effet, dans la seconde moitié du xv^e siècle, après l'évolution lente des deux siècles précédents, un changement rapide, très sensible en quelques décades, tel que le mot de révolution ne paraît pas trop fort pour le désigner. Non seulement les prestations se sont transformées en « corvées », mais le nombre des jours pendant lesquels le paysan est désormais employé au service du seigneur s'est considérablement accru. Vers 1500, il est de plusieurs semaines ; plus tard il atteindra cinq jours par semaine. En même temps le paysan a été « attaché à la glèbe », ce qui est le trait caractéristique du servage. S'il s'enfuit, le seigneur possède un droit de « suite » qui conduit à une véritable chasse à l'homme. A la fin du xv^e siècle, l'expression « Erbbauren » sert à désigner la classe sujette.

C'est en vain qu'on essaierait de nier qu'il s'agisse là

d'un fait nouveau. Non seulement à l'époque antérieure la situation du propriétaire indépendant était la règle, mais on ne trouvait rien qui ressemblât au servage. Il y avait des esclaves, captifs de guerre ou condamnés par justice : les « Drellen » ; mais la servitude de ceux-ci était toute personnelle. Elle n'entraînait nullement celle de leurs descendants. Elle n'avait aucun rapport avec l'exploitation agricole. Il n'était pas question de corvée, ni d'attachement à la glèbe. D'ailleurs après 1430, il n'est plus question de « Drellen ». Ces esclaves domestiques à la manière antique disparurent sans laisser de traces. Nous n'avons pas d'exemple qu'ils aient été installés sur une terre, et que l'esclave « chasé » se soit mué en serf.

L'explication donnée par la plupart des historiens de notre temps, au premier rang desquels il faut citer von Transche-Rosenek et Švābe, se fonde sur l'idée des bouleversements produits par les guerres, les famines et les épidémies. Ceux-ci font remarquer avec raison que la misère conduisait le paysan à abandonner sa terre. A plus forte raison, la mort du propriétaire pouvait la laisser en friche. Or le suzerain eut de très bonne heure le droit de faire cultiver et de s'approprier les biens laissés en cet état. Ce serait là l'origine d'un certain nombre de domaines seigneuriaux. D'autres furent constitués par des défrichements sur lesquels on installa le prolétariat rural déraciné.

Tout cela paraît exact et rend compte d'un certain nombre de cas. Mais nous pensons avec Wipper que cette explication doit être complétée et partiellement corrigée par une autre. Ni les guerres, ni les famines, ni les épidémies ne furent plus fréquentes ou plus cruelles dans la seconde moitié du xv^e siècle qu'à l'époque précédente ou à l'époque suivante. Le fait caractéristique de cette époque, celui qui a le plus de chances de fournir l'explication cherchée est d'une tout autre nature : c'est l'en-

dettement du paysan, que Švābe a de son côté parfaitement mis en lumière. Mais ces paysans débiteurs ne sont pas des paysans privés de terre, ni le prolétariat villa-geois, ce sont les paysans propriétaires qui, ayant un bien à hypothéquer, peuvent, si on ose dire, se payer le luxe d'avoir des dettes.

En face des débiteurs, il faut apercevoir les créanciers. Ceux-ci sont-ils purement et simplement les descendants des anciens suzerains laïcs et les successeurs des premiers seigneurs ecclésiastiques ? En réalité, comme le fait remarquer Wipper, il s'agit d'une nouvelle classe, dans laquelle l'élément issu du commerce des villes joue un rôle essentiel. Ce sont avant tout des prêteurs d'argent à taux souvent usuraire qui à l'origine ne s'occupent que de faire valoir leur créance. Ce sont des commanditaires qui se transforment en seigneurs. Ils acquièrent les droits de police et de justice en même temps qu'ils afferment la perception des dîmes. Ce ne sont à aucun degré des agriculteurs. « Ils ne possèdent ni mobilier agricole, ni attelages, ni bétail servant au travail de la terre » (Wipper). Ils cherchent à placer sous leur autorité les familles paysannes les plus actives, voire les plus aisées, et, d'autre part, ils pratiquent une concentration des terres en réunissant plusieurs domaines ruraux en un seul. Il est bien certain, au reste, que d'autres grands domaines ont été, conformément à l'hypothèse de Švābe, constitués avec une participation plus directe du seigneur à leur installation, défrichés ou remis en état à ses frais et peuplés de cultivateurs déracinés. Dans un cas comme dans l'autre, le servage devint la règle. Ne possédant pas de réserves monétaires, le tenancier ne pouvait s'acquitter qu'en produits du sol et, lorsque ceux-ci venaient à manquer, en journées de travail. L'exploitation dont il était l'objet explique qu'il ait souvent tenté de fuir. De là, à partir de la seconde moitié du xv^e siècle, toutes les stipu-

lations qui, en fondant le droit de suite, réalisèrent pratiquement l'attachement à la glèbe. Il fut en particulier posé en principe que tout paysan quittant sa terre était présumé débiteur du seigneur.

Resterait à comprendre le processus économique par lequel le paysan propriétaire s'est endetté. Le fait paraît d'autant plus paradoxal que les produits du sol commencent à être l'objet d'un commerce actif à cette époque. Nous avons déjà noté le développement de la culture du **lin** et de l'exportation des céréales. Mais c'est précisément **là qu'il faut** chercher la cause profonde de l'asservissement rural.

Le domaine rural primitif était **fondé** sur la culture des terres non pas les plus riches, mais les **plus aisées** à labourer. Ses faibles rendements suffisaient à assurer **la subsistance** des habitants, qui n'échangeaient avec le **dehors** que quelques produits comme la cire et le miel. Du jour où l'exploitation de la terre prit un caractère intensif, le besoin d'argent apparut, et avec lui l'endettement. Le phénomène essentiel serait donc une véritable colonisation capitaliste dans un cadre féodal, et l'apparition d'une noblesse bourgeoise. Dans cette noblesse se fondirent du reste quelques-uns des propriétaires indigènes, tous ceux qui furent assez puissants pour s'assimiler à la classe dirigeante. On trouve dans la noblesse allemande un certain nombre de ces familles baltes germanisées dont la particule n'arrive pas à masquer l'origine lointaine, tels ces « von Gayl » de Courlande qui ont fait souche jusqu'à nos jours.

36. L'évolution agraire de la Lituanie et de la Finlande.

— Peut-on étendre ces résultats, acquis pour la Lettonie et l'Estonie, à la Lituanie et à la Finlande ? L'histoire agraire de la Lituanie n'est pas faite et nous savons d'ailleurs bien peu de choses sur la situation économique et sociale de la Lituanie indépendante. Mais à partir du

xv^e siècle l'influence polonaise y devint prépondérante. Or la situation polonaise nous est un peu mieux connue. Nous y voyons se constituer une nouvelle noblesse terrienne assez analogue à celle dont on observe la formation en Livonie : la *szlachta*. Dès 1423, le statut de Warta la rendait maîtresse des tribunaux ruraux. Cependant ce n'est qu'au xvi^e siècle que le servage s'établit. En 1520, la corvée est fixée à un jour par semaine. En 1543, la loi consacre l'attachement à la glèbe. L'acquisition de l'embouchure de la Vistule, en 1466, semble avoir joué un rôle décisif. Ici encore, c'est l'exportation des céréales qui bouleverse les conditions sociales et qui explique le développement des réserves seigneuriales exploitées par corvées paysannes. « Les réserves se multiplièrent d'abord le long des fleuves navigables, dans des régions d'où l'on pouvait exporter facilement le blé ; vers le xv^e siècle, il en existe déjà, sur le cours supérieur de la Vistule, aux environs de Sandomicz, dans 80 % des villages ; par contre on n'en trouve à la même époque que dans 33 % des villages dans la région montagneuse de Sacz où la production du blé et son transport s'effectuent dans des conditions beaucoup moins favorables » (Jan Rutkowski). En Lituanie et dans les pays ruthènes, où cette *szlachta* polonaise trouvait de riches terres à mettre en culture, on observe le même phénomène mais avec un certain retard. Il est instructif à cet égard de comparer deux éditions du « statut de Lituanie », celle de 1525 et celle de 1588. Dans la première il n'est pas question de servage, dans la seconde tout un chapitre est consacré aux paysans fugitifs. Comme en Livonie, on trouve un alourdissement de la corvée. « D'après l'inventaire de 1594, dans le village de Vindun, appartenant au domaine Medniki dans le cercle de Vilnius, on peut voir que les paysans étaient obligés de fournir quatre jours de corvée par semaine, du mardi jusqu'au vendredi soir au soleil couchant. La cor-

vée était continuellement exigée été comme hiver. De plus, les femmes, au temps de la moisson, devaient également fournir trois jours par semaine. » (V. Pičeta). On observe en particulier une aggravation rapide de la condition des paysans dans les fermes où « la réserve seigneuriale était installée sur un grand pied et où la récolte de chaque année était destinée à l'exportation ».

En Finlande, le retard dans l'évolution est plus sensible encore, et d'ailleurs les faits ne se présentent pas avec la même netteté. Il s'agit plutôt d'abus administratifs que de transformations sociales et juridiques. C'est à la fin du *xvii^e* siècle que le problème agraire se posa dans toute son acuité. A ce moment, profitant des hypothèques dont étaient grevées les terres des paysans, la noblesse étendit sur eux sa sujétion. Profitant de la faiblesse du souverain, elle s'attribua exclusivement le droit de percevoir les impôts. Ici encore, c'était moins la grande noblesse qui était en cause qu'une classe nouvelle d'écuyers et de fonctionnaires locaux.

En 1596, éclata une véritable jacquerie, restée célèbre sous le nom de « Nuijasoda », la « guerre des gourdins ». Mais si les paysans se révoltèrent, ce fut après avoir adressé leurs doléances au duc Charles représentant l'autorité suédoise dans le pays, et parce que celui-ci dut confesser son impuissance. D'autre part, les nobles contre lesquels le mouvement était dirigé étaient finnois comme eux ; la révolte sociale se plaçait dans le cadre de l'État finlandais, et n'avait pas le caractère d'une lutte de races. D'ailleurs, le problème économique se posait en d'autres termes. D'immenses territoires restaient ouverts à l'exploitation forestière, à la chasse et à la pêche, fournissant des ressources difficilement susceptibles d'appropriation individuelle. Tels étaient les « erämaat », biens communaux d'une étendue quasi indéfinie.

37. Les domaines des souverains. — A côté des do-

maines seigneuriaux, les souverains conservaient, ici comme là, des biens propres d'une étendue considérable. La plupart furent, au cours du xvi^e et du xvii^e siècle, concédés ou engagés à des seigneurs. Le sort des paysans qui s'y trouvaient ne différait pas sensiblement de celui des serfs seigneuriaux. Mais un droit de reprise subsistait pour l'État concessionnaire. Les réformes entreprises par les souverains eurent avant tout pour but de régler l'administration de leurs propres domaines et d'en étendre l'étendue. Socialement utiles, elles étaient économiquement protectrices. Car, dans les domaines concédés temporairement, les seigneurs se livraient à une exploitation destructive, notamment en matière forestière.

II. — LES PAYS BALTIQUES ET LES PUISSANCES VOISINES DE 1410 A 1710

38. Pologne ou Russie. — Pendant tout le cours du xv^e siècle, la décadence de l'Ordre Teutonique s'accrut. Au xvi^e siècle il disparut, et ses derniers Grands maîtres, Albert de Brandebourg en Prusse et Kettler en Livonie, se firent, à leur profit, les liquidateurs de cette faillite. Durant la même période, la Hanse des marchands allemands était, elle aussi, en pleine décadence. La Réforme ébranla, quand elle ne la supprima pas complètement, l'autorité des évêques. Une vaste succession politique s'offrait au premier occupant. Qui allait la recueillir ? Les pays scandinaves étaient troublés par des divisions intestines et en particulier par des querelles dynastiques. Restaient les puissances continentales voisines : Pologne et Moscovie.

La Pologne avait remporté toute une série de victoires sur l'Ordre Teutonique. En 1466, elle avait acquis Elbing, Marienbourg, la Warmie, c'est-à-dire l'embouchure de la Vistule, et forcé l'Ordre à lui prêter hommage. En 1474,

le roi de Pologne était devenu roi de Bohême puis, quelque temps après, roi de Hongrie. Cette union ne dura du reste pas, mais le prestige de la couronne de Pologne était grand au xv^e et au xvi^e siècle. On vit les princes occidentaux la briguer avec autant d'âpreté que le titre impérial.

On sait comment, très vite, le pouvoir qui y était attaché fut réduit à peu de choses par une turbulente noblesse. Ce n'était pas la seule faiblesse de l'État polonais. L'union avec la Lituanie restait précaire. Celle-ci s'efforçait de conserver un souverain particulier. Lorsque l'union personnelle était réalisée, d'autres difficultés apparaissaient. Devant l'influence grandissante des Polonais, beaucoup de nobles lituaniens orthodoxes et de langue ruthène regardaient vers Moscou. Au xv^e siècle, les familles des territoires limitrophes de la principauté russe passaient sans cesse au service du tsar. En 1492, à un moment où la Lituanie avait un prince particulier, la Moscovie réussit à se faire reconnaître la possession de tous les territoires qui s'étaient ainsi donnés à elle ; et son souverain obtint le titre de « souverain de toute la Russie ». Au début du xvi^e siècle, les Russes s'emparaient de Smolensk.

La poussée russe s'était fait sentir au Nord sur la frontière de Livonie. En 1478, le tsar Ivan III annexait Novgorod. En mettant la main sur la place maîtresse du commerce russe avec l'Occident, il engageait son pays dans la voie d'une politique qui devait tendre tôt ou tard à la conquête des rives de la Baltique. Cependant, pendant près de quatre-vingts ans, les Allemands et les Russes restèrent sur leurs positions, mais au milieu d'un danger permanent et avec des conflits périodiques. En 1483, les Russes bâtissaient sur la rive orientale de la Narova, en face de la place estonienne de Narva, la forteresse d'Ivanogorod, concurrence et menace pour les intérêts allemands.

Cette politique baltique, que le tsar Ivan III n'avait fait

qu'esquisser, fut reprise au xvi^e siècle avec des moyens bien supérieurs par le tsar Ivan IV, le fameux « Ivan le Terrible ». La situation diplomatique que trouva celui-ci vers le milieu du xvi^e siècle lui était extrêmement favorable. Les grandes puissances européennes croyaient encore peu au danger russe. Les Scandinaves en particulier soutenaient volontiers le prince moscovite contre le polonais. Le pape et l'empereur le ménageaient. Il était un contrepoids utile contre le Turc, qui, en 1529, avait paru sous les murs de Vienne, et qui envahissait périodiquement la Hongrie. D'ailleurs, Ivan se montrait très poli avec les envoyés du Saint-Siège, regrettait les progrès de la Réforme en Livonie et semblait même témoigner de vagues sympathies pour le catholicisme. Mais surtout les concurrents commerciaux de la Hanse germanique flattaient le tsar dont ils attendaient des privilèges pour leur trafic. Anglais et Hollandais le ravitaillèrent abondamment et lui fournirent les munitions et les armes, voire les techniciens dont il avait besoin, pendant toute la guerre de Livonie.

39. La guerre de Livonie. — Celle-ci éclata en 1557. En vain une députation livonienne vint-elle demander un délai à Moscou. Elle ne fut même pas reçue. Une armée composée en grande partie de Tatars et de Tchérémisses pénétra dans le pays. Ce fut un massacre affreux et une véritable entreprise de destruction. La résistance avait été à peu près nulle. L'ancien tsar de Kazan Chah-Ali, qui commandait l'expédition, s'en revint gorgé de butin. Mais ce n'était là qu'un prélude. L'année suivante Ivan entreprit une véritable conquête. Les villes de Narva et de Tartu furent successivement enlevées d'assaut et pillées. Se sentant incapable d'assurer la défense, le Grand maître Fustenberg avait abandonné le commandement à son coadjuteur Gotthard Kettler. Celui-ci réussit assez péniblement à réunir une dizaine de mille hommes, avec

lesquels il prit l'offensive jusqu'à Pskov dont il brûla les faubourgs. En mai 1559, Ivan acceptait une trêve.

L'opinion publique commençait à s'émouvoir en Livonie et en Allemagne. Le poète Taube exprimait son indignation au sujet de la reddition de la forteresse d'Aluksne (Marienburg), livrée à l'ennemi sans avoir tiré un coup de fusil :

« Marienburg, das edle Schloss, »

« War uebergeben ohne Schoos. »

L'empereur Ferdinand I^{er} se fit envoyer de nombreux rapports et entretenit une abondante correspondance avec divers souverains au sujet des pays baltiques. C'était peu. Les villes auraient pu agir d'une manière plus efficace. Le Reichstag d'Augsbourg promit une subvention de 100 000 florins, le Deputationstag de Spire 400 000 florins et la mise en interdit du commerce russe. Mais en même temps, les Allemands prétendaient poser leurs conditions et interdire à la Livonie toute relation avec les puissances voisines et en particulier avec la Pologne.

Des négociations étaient en effet engagées avec cette dernière. Elles aboutirent aux deux traités du 31 août et du 15 septembre 1559. La Pologne obtenait la cession d'environ un sixième du territoire livonien, et promettait en revanche son appui contre les Russes. Le Danemark, de son côté, s'était souvenu soudain qu'il avait des droits sur le pays. Le roi Frédéric II désirait que son frère Magnus abandonnât son duché de Schlesvig-Holstein et lui cherchait une compensation ailleurs. L'évêque de Saaremaa (Oesel) vendit sans aucun scrupule son évêché qui servit de monnaie d'échange. En 1560, Magnus débarquait à Kuresaar (Arensburg) et prenait le titre de « roi de Livonie ». Cependant, la noblesse de Tallinn s'était adressée à la Suède. Par un traité signé en mai 1561, celle-ci put ainsi faire l'acquisition des anciens territoires danois

de l'Estonie du Nord : Harjumaa et Virumaa, agrandis du district de Järva (Järvamaa). Le 4 juin, la garnison polonaise de Tallinn capitulait devant les troupes d'Erik XIV. Ainsi l'appel au protectorat étranger aboutissait à un véritable imbroglio politique et à la guerre entre les protecteurs.

L'anarchie était à son comble. Débarrassé des Tatars, Ivan avait repris son attaque. Le 2 août 1560, à Wiljandi, il avait exterminé l'élite de la noblesse livonienne. Les prisonniers emmenés en Russie avaient péri dans d'atroces supplices. Kettler était réduit à la défense de quelques places fortes. Le dernier Grand maître de l'Ordre Teuto-nique remit alors son sort entre les mains de la Pologne. Le 21 novembre 1561, il reconnut la réunion de la Livonie à la Lituanie. Il conservait pour lui et ses descendants la Courlande et le pays des Zemgali avec le titre de duc, sous la suzeraineté polonaise. Mais dans les années suivantes, les Polonais éprouvèrent défaite sur défaite. En 1563, Ivan s'empara de Polock, clef du commerce de Riga, et occupa la Lituanie jusqu'à Vilnius.

40. L'Union de Lublin. — Devant le danger russe, et en prévision de la mort prochaine du roi Sigismond Auguste, Litvaniens et Polonais sentirent le besoin de rendre plus étroite leur union. Le 1^{er} juillet 1569, « assemblés en diète générale, le Sénat et les députés polonais d'un côté et de l'autre le Conseil et les députés lituaniens » décrétèrent l'union des deux États. « Dès aujourd'hui, le Royaume de Pologne et le grand-duché de Lituanie forment un même corps, indivisible et identique, une seule et commune République, dont les deux États et les deux peuples se sont confondus et fusionnés en une seule Nation et un seul État ». En vertu de ce principe liminaire, il devait y avoir un seul souverain, élu en commun, une seule diète commune, et une direction commune des affaires étrangères.

En réalité, Lituanie et Pologne ne traitaient qu'en apparence sur pied d'égalité. L'Union de Lublin était tout à l'avantage de la Pologne. Celle-ci obtenait la Podolie orientale, la Volhynie, la Podlachie et la région de Kiev. Ces pays furent envahis par les nobles polonais qui y obtinrent des terres. D'autre part, l'Union était évidemment l'œuvre d'une oligarchie de prélats et de seigneurs laïques. La masse du peuple lituanien y restait moralement étrangère.

41. Étienne Bathory. — Elle n'en avait pas moins une grande importance politique et sauva peut-être le pays, lorsque mourut le dernier des descendants de Jogaila, Sigismond Auguste (7 juillet 1572). Le choix de son successeur fut difficile et les compétiteurs ne manquèrent pas. Le tsar se mit sur les rangs. A son défaut, son fils Fédor aurait pu être élu. La szlachta lui était nettement favorable. Finalement Henri de Valois fut élu. Mais on sait que le futur Henri III préféra bientôt s'échapper pour aller régner en France. La nouvelle crise fut dénouée par l'élection, le 12 décembre 1575, du prince de Transylvanie Étienne Bathory.

Le nouveau roi de Pologne n'entendait pas être un monarque « en peinture » (*pictum aut fictum regem*). Il réussit à obtenir, lors de son élection, d'avoir les mains plus libres que ses prédécesseurs. Il procéda à une sérieuse réorganisation de l'armée. Il sut se montrer énergique, à l'occasion, contre les conspirateurs. Avec un pareil chef, les Polonais ne pouvaient manquer d'avoir vite le dessus. En 1579, il reprenait Polock, puis il occupait Velikie Luki, et mettait le siège devant Pskov.

Ivan chercha alors à traiter. Il y parvint grâce à l'entremise du pape et des jésuites. Le jésuite Possevino établi à Vilnius dirigea toute la négociation. Il figura comme signataire au traité qui fut conclu le 15 janvier 1582. La Pologne se voyait confirmée dans la possession de la

Livonie jusqu'à la Daugava. Elle réservait ses droits contre les Suédois.

En effet ceux-ci avaient profité des circonstances pour mettre la main sur toutes les côtes du golfe de Finlande et menaçaient Pärnu, Tartu et Wiljandi sous la direction du Languedocien Pontus de la Gardie, devenu, par suite des circonstances extraordinaires de sa vie, maréchal de Suède. La Russie, après la mort d'Ivan le Terrible en 1584, connut une longue période de troubles qui explique son inaction. Suédois et Polonais restaient seuls en présence sur la Baltique.

42. La prépondérance suédoise. — Il sembla que le conflit dût être évité par une solution inattendue. En 1586, le roi de Suède, Sigismond Vasa, était élu roi de Pologne. Mais les Polonais exigèrent bientôt que la Livonie tout entière leur fût rattachée. Or, dans la partie estonienne du pays, la noblesse leur était hostile. Le duc Charles de Sudermanie, bientôt reconnu comme roi de Suède, engagea la lutte. Le pays fut ravagé une fois de plus. Dans cette compétition interminable qui se prolongea à travers toute la première moitié du xvii^e siècle, les Suédois eurent nettement le dessus à partir de Gustave-Adolphe. En 1626, celui-ci assurait à la Suède la possession durable de l'Estonie et de la Lettonie du Nord jusqu'à la Daugava, y compris Riga occupé dès 1621. La paix d'Oliva en 1662 ne fit après de longues vicissitudes que confirmer ces conquêtes.

Pour la Suède, la Livonie ne constituait qu'un des éléments de cette chaîne de possessions côtières dont l'ensemble formait cet « imperium maris Baltici » cher aux politiques de cette époque. Cependant, à choisir entre plusieurs dominations étrangères, c'était un avantage incontestable pour la Livonie d'être rattachée à un État puissant représentant des principes d'ordre, d'autorité et de relative équité. L'année même où il devait tomber sur le

champ de bataille de Lützen, Gustave-Adolphe fondait l'Université de Tartu (Dorpat) dont le but était la défense de la foi luthérienne, mais dont le rôle intellectuel devait être infiniment plus large et tout à fait décisif dans l'histoire des pays baltiques. Il venait d'autre part de régler la justice seigneuriale dans un sens favorable aux paysans. L'ordonnance du 1^{er} février 1632 limitait la justice privée des seigneurs et, chose plus importante, donnait aux paysans les moyens de porter plainte contre les officiers seigneuriaux auprès des magistrats royaux.

43. La réaction nobiliaire. — Ces réformes furent sans lendemain immédiat. La minorité de la reine Christine (1632-1644), comme plus tard celle de Charles XI (1660-1675), furent des périodes de réaction nobiliaire. Aussi, considéré dans son ensemble, le xvii^e siècle vit une aggravation du servage. C'est en particulier à cette époque que le trafic des serfs fut inscrit dans les coutumes. A l'origine de ce trafic (*Zuschlagung*), on trouve les dettes contractées par le seigneur. La terre seigneuriale servait tout naturellement de gage à ces dettes. Mais parmi les revenus de la terre, comptaient de plus en plus les jours de corvées fournis par les paysans. L'habitude de payer en jour de corvées était une suite toute naturelle de cette situation. Mais elle conduisait à céder, momentanément au moins, les paysans détachés de leurs terres à d'autres domaines, voire même à des marchands et à des artisans pour des travaux qui n'avaient rien de commun avec les occupations habituelles de ces paysans. D'autre part, les créanciers avaient tout intérêt à exiger le maximum de labeur des serfs dont ils disposaient temporairement. Ce trafic fut réglé et reconnu en 1650 en Estonie et en 1653 en Lettonie. Une codification définitive fut faite en 1671.

44. Les réformes de Charles XI. — Ceci se passait au temps de la minorité du nouveau roi. Lorsque Charles XI

fut majeur (1675), la situation fut vite changée. De tous les souverains suédois, il fut celui qui lutta avec le plus de méthode et d'énergie contre les abus des seigneurs. Il s'attacha en particulier à régulariser et à contrôler l'emploi de la corvée. Un cadastre général fut dressé comportant des indications précises sur la valeur et le rendement des terres. Les redevances et les prestations des paysans furent fixées d'après ces données. Elles devaient être rigoureusement proportionnelles à la valeur et à l'étendue des tenures. Elles étaient inscrites dans des livres spéciaux, les « Wackenbücher », rédigés en double exemplaire, dont un restait en la possession du paysan.

Une autre réforme de Charles XI est restée célèbre sous le nom de « réduction des biens » (Güterreduktion). Elle eut un but fiscal et un but politique. Les monarques suédois avaient successivement concédé une grande partie des domaines de la couronne. D'autre part, tout fief pouvait être considéré originellement comme une concession précaire du souverain. En partant de ce principe, Charles XI exerça, sur une échelle unique dans l'histoire, son droit de reprise. Il exigea de tous les seigneurs la présentation de leurs titres de propriété. C'était pratiquement abolir la plupart des seigneuries. Dans la péninsule scandinave, près de la moitié des terres firent ainsi retour à la couronne. En Livonie, ce furent les cinq sixièmes. Les nobles ne furent pas en réalité chassés de leurs domaines, mais ils devinrent des fermiers du roi. Au-dessus d'eux, les fonctionnaires royaux exercèrent une véritable tutelle. Les droits du seigneur fermier (Arrendator) vis-à-vis des paysans furent strictement limités. Il ne put en particulier les installer sur d'autres parcelles. La noblesse devait ainsi se contenter de jouer son rôle dans la machine administrative. Grâce à cette réforme, menée à bien par l'énergie de Charles XI, la monarchie suédoise réduisit à l'obéissance, pour un temps, le corps des privi-

légiés et s'assura des ressources financières considérables. La dette publique fut réduite au quart, un grand nombre de taxes supprimées, l'armée augmentée, une puissante flotte de guerre reconstruite.

Il serait d'ailleurs injuste de méconnaître la très réelle sollicitude du roi pour les paysans. Elle se révéla dans plusieurs détails de son administration. En 1667, la noblesse, en réglementant la chasse, avait interdit aux paysans de recueillir la peau du loup, de l'ours ou de toute bête sauvage abattue. Dans le règlement de 1696, au contraire, les paysans furent invités à conserver les peaux, afin de favoriser la destruction des animaux nuisibles. Un autre règlement les invita à siéger dans les conseils de fabrique des paroisses rurales aux côtés des seigneurs. Dans le règlement de 1696, le titre de « noble » est soigneusement évité. Les serfs sont désignés par l'expression vague et particulièrement bienveillante de « gemeiner Mann » qui correspond à peu près au français « commun peuple » à la même époque.

45. Charles XII. — Cette œuvre fut ruinée par le mauvais génie du fils et successeur de Charles XI. Voltaire a admirablement analysé dans son « Histoire de Charles XII » les causes de son échec et de la décadence où il a entraîné la Suède. Mais ce qu'il n'a pas vu, c'est la lutte sociale qui se cachait derrière le conflit russo-suédois. Quels qu'aient été les talents de Pierre le Grand et les imprudences de son adversaire, il n'aurait pas mis la main sur la côte de la Baltique, s'il avait trouvé devant lui un pays unanimement résolu à lui résister. Ce sont en réalité les barons « baltes » qui ont livré la Livonie aux Russes.

La réaction nobiliaire avait trouvé un chef. Jean Reinhold de Patkul était le fils d'un officier suédois mis en prison pour avoir livré une place forte aux Polonais. Il appartenait à cette aristocratie où le sentiment de classe

tenait lieu de sentiment patriotique. Il avait fait de fortes études juridiques à l'étranger. Dans ses théories on sent l'influence de Puffendorf. Si paradoxal que cela paraisse, Patkul et ses amis étaient républicains et libéraux à leur manière. Ils invoquaient volontiers l'exemple de la pairie anglaise dont ils vantaient les privilèges. Mais il n'y avait guère de place dans leur système pour les droits des paysans. Patkul était un homme éloquent et instruit, sachant parfaitement le grec et le latin et s'exprimant avec facilité et élégance en français. Il fut le porte-parole de la noblesse et il se chargea d'exposer ses griefs en termes souvent fort vifs.

En 1692, menacé de poursuites, il se réfugia en Courlande puis il voyagea à travers l'Europe. Son exil acheva de faire de lui l'ennemi mortel de la Suède. C'est lui qui négocia la coalition qui unit contre elle la Pologne, le Danemark et la Russie. En 1701, il passait au service de Pierre le Grand qui l'accrédita comme ambassadeur auprès d'Auguste II. Il conclut le 12 octobre 1703 une alliance offensive et défensive entre les deux souverains dirigée contre Charles XII. On comprend la haine de ce dernier. Lorsque, dans sa folle randonnée, Charles XII parvint, en 1706, jusqu'en Saxe, il se fit livrer Patkul qui périt sur la roue après avoir été écartelé. L'horreur de ce supplice fit de la victime un martyr. Patkul disparu, ses idées allaient triompher.

Après le désastre de Poltava (juin 1709), Charles XII se trouva sans armée. Le tsar envahit la Livonie. Mais il fut aidé par la noblesse. Lorsqu'en 1710 Riga capitula, il fut stipulé dans cette capitulation que le tsar reconnaissait tous les privilèges traditionnels des seigneurs et consentait à l'abolition des réformes de Charles XI. C'en était fait de la domination suédoise, mais c'en était fait aussi de ce qui pouvait subsister de libertés aux paysans.

III. — HUMANISME, RÉFORME ET CONTRE-RÉFORME

En dépit des événements tragiques dont était marquée leur histoire, les pays baltiques avaient profondément subi le contre-coup des mouvements intellectuels et religieux d'Occident. S'il est vrai que la Finlande tient ici une place à part, à la fois par l'ancienneté et la valeur de sa culture humaniste, et aussi par la facilité avec laquelle fut acceptée et propagée la Réforme religieuse qui y eut vraiment un caractère national, il n'en est pas moins vrai que les autres pays baltiques eurent aussi leurs érudits et leurs théologiens et que leur évolution, du *xv^e* au *xviii^e* siècle, ne se réduit pas à une série de luttes politiques et sociales. Mais ces luttes, ainsi que les différences de races et de langues qui dominaient leur vie, expliquent que ces mouvements intellectuels et religieux aient produit des résultats assez complexes et parfois même inattendus.

46. La Réforme en Finlande. — Le premier réformateur religieux de la Finlande fut Pierre Särkilahti. Il avait entendu à l'Université de Wittenberg Luther et Melancton. Après avoir pris ses grades universitaires, il était revenu dans son pays. En 1525, il était pourvu d'un canonicat dans le chapitre cathédral de Turku. Son action fut limitée, mais féconde. Une petite élite connut grâce à lui, dès cette époque, certains aspects au moins des nouvelles doctrines. De son côté, le roi Gustave Vasa se souciait peu des conséquences intellectuelles et religieuses de la Réforme, mais il y trouvait des avantages politiques et financiers. Le 5 janvier 1528, était installé sur le siège épiscopal de Finlande Martin Skytte. Le pape n'avait même pas été sollicité de donner son agrément à cette désignation. Dans ses instructions du 2 juillet et du 8 octobre de la même année, le roi formulait les nouveaux principes dont il convenait de s'inspirer. La prédication

devait se ramener à l'enseignement pur et simple de l'évangile, et la nouvelle traduction de la Bible devait en être la base. Ce n'étaient là évidemment que des conseils généraux qui, dans la pratique, laissaient à l'évêque une grande liberté dans l'orientation qu'il pouvait donner à l'enseignement et dans la réglementation à laquelle il pouvait soumettre le culte. Martin Skytte en usa avec beaucoup de modération et de prudence. Il s'efforça d'apporter le moins de modifications possibles aux traditions catholiques, et il évita de s'engager trop ouvertement dans la voie du luthéranisme.

Son successeur Michel Agricola vit son diocèse réduit. La Carélie, le pays de Savo, la partie orientale du pays d'Uus (Nyland) et le pays de Häme formèrent un second évêché confié à Paul Juusten qui eut pour résidence Wiipuri. Cependant ce fut Michel Agricola qui fit définitivement de la Finlande un pays protestant. Fils d'un simple pêcheur finnois, il avait fait ses études à Wittenberg, puis dirigé l'école épiscopale de Turku. Son œuvre fondamentale, celle à laquelle il se consacra tout de suite et qu'il poursuivit durant toute sa vie, fut la création d'une littérature religieuse en langue finnoise. En 1543, il publiait un premier livre élémentaire et un catéchisme qui semble avoir été une traduction de celui de Luther. En 1544, c'était un livre de prières (*Rucouskirja*), où en même temps se trouvaient insérés des textes tirés des évangiles, un calendrier et quelques notions de savoir profane. Il avait commencé une traduction de la Bible dès son séjour à Wittenberg. Le Nouveau Testament parut en 1548 à Stockholm. En 1549, il publiait un livre pour le baptême (*Käsikirja castest*). En 1551, commençait à paraître sa traduction de l'Ancien Testament. Ce premier volume contenait les psaumes et les prophètes (*Veisut ja Ennostokset*). Un autre parut en 1552. Mais Agricola mourut en 1554. Son œuvre, inspirée par la piété,

eut des conséquences et une portée qu'il ne pouvait prévoir. Elle créa la littérature de langue finnoise aussi bien profane que sacrée, dont il peut être considéré comme le père. Par là, la réforme finlandaise, qui se fit sans heurts et sans à-coup, eut un caractère vraiment national. Elle fut la première éducatrice du peuple.

47. La Réforme en Livonie. — En Livonie, ce furent les villes qui eurent l'initiative. Les bourgeois comme les chevaliers s'efforçaient de conquérir une indépendance complète vis-à-vis des princes ecclésiastiques, archevêque et évêque, et vis-à-vis de l'Ordre Teutonique. Mais alors que pour les seigneurs ceux-ci n'étaient que des suzerains lointains, les bourgeois étaient en contact incessant avec eux. Il en résultait une opposition politique assez vive qui avait ses répercussions dans le domaine religieux et qui conduisait facilement à une certaine attitude d'hostilité à l'égard de l'Église catholique.

D'autre part, les villes étaient les centres de la vie intellectuelle ou plus exactement les seuls endroits où celle-ci était possible. On y trouvait des théologiens appartenant à cette école d'humanistes dont, au début du xvi^e siècle, Érasme, avec sa renommée européenne, semblait être le chef. Le représentant le plus caractéristique de cette tendance dans les pays baltiques fut, à Riga, Andreas Knopken (1467-1539). Chapelain de l'église Saint-Pierre, il était aussi le prêtre de la confrérie des porteurs de marchandises. Dès 1517, peu de temps après son arrivée à Riga, il était en correspondance avec Érasme, à qui il demandait dans ses lettres les moyens de parvenir à la véritable félicité. Ce ne fut là qu'une première étape dans sa carrière et dans sa formation intellectuelle. Nous le retrouvons un peu plus tard en Allemagne, où il étudia les écrits de Luther. Lorsqu'il revint reprendre ses fonctions à Riga, il était porteur d'une lettre de recommandation de Mélanchton.

En septembre 1522, Silvester Tegetmeier, maître en théologie de Rostock, était venu par hasard en Livonie pour une affaire d'héritage. Il resta à Riga, car il y trouva une situation comme prédicateur de l'église Saint-Jacob. Knopken et Tegetmeier furent les deux initiateurs de la prédication protestante. En réalité, la nomination de l'un comme de l'autre aux postes qu'ils occupaient avait déjà été, de la part du conseil de la ville, un acte de révolte contre l'autorité ecclésiastique, car elle avait été faite en dépit du veto opposé par l'archevêque et au mépris de ses droits les plus certains.

L'exemple donné par Riga fut suivi par la plupart des autres villes, si bien que dès 1524, les États généraux de Livonie réunis à Tallinn décidaient : « de s'en tenir à la parole de Dieu et à l'évangile, d'après le contenu du Nouveau et de l'Ancien Testament, dépouillé de tout commentaire ou de toute addition qui fût l'œuvre des hommes », déclaration nettement protestante.

Cependant ces progrès furent momentanément entravés par l'opposition des chevaliers, qui craignaient toute nouveauté, y voyant une source de troubles possibles, opposition qui s'affirma nettement dès 1525, à l'assemblée de Valmiera. Les villes restaient isolées. Aussi, à partir de 1530, éprouvèrent-elles le besoin de s'unir entre elles pour la défense de la nouvelle foi, et également de chercher des appuis au dehors. En 1539, Riga adhéra à l'Union conclue à Smalkalde entre les Réformés d'Allemagne. Tout en restant d'ordinaire fidèles au catholicisme, les chevaliers, de leur côté, cherchaient et parvenaient souvent à obtenir le droit de régler le culte dans leurs fiefs, ce qui conduisait, par le patronat privé, à la mise en vigueur de l'adage « *cujus regio, hujus religio* » qui faisait dépendre la religion des habitants de celle du seigneur.

Bien plus que les chevaliers, ce furent les prélats et les

souverains eux-mêmes qui, en donnant l'exemple des sécularisations, assurèrent d'importants succès à la Réforme.

Le dernier archevêque de Riga, Guillaume de Brandebourg (1539-1563), fit étudier, en mars 1546, un projet de réforme que, seule, l'opposition du chapitre et de l'Ordre Teutonique fit échouer. En 1554, le « Landrat » de Livonie, encouragé par les événements d'Allemagne, décida de garantir la liberté religieuse de chacun. Riga avait, dès 1525, obtenu un privilège pour la ville et sa banlieue qui avait permis aux communautés réformées de s'y développer. En 1555, le représentant du Grand maître de l'Ordre Teutonique en Livonie souscrivait à la paix d'Augsbourg. On sait que celle-ci reconnaissait officiellement dans tous les pays du Saint Empire romain germanique, à côté du catholicisme désigné sous le nom de l'« ancienne religion », le luthéranisme sous le nom de « religion de la confession d'Augsbourg ». Chaque seigneur était du reste libre d'imposer à ses vassaux et sujets la religion qui lui plaisait.

Cette Réforme livonienne eut un caractère surtout allemand. Néanmoins, à Riga, où ils formaient environ le tiers de la population, les Lettons y participèrent activement. Il y existait, dès 1524, une communauté évangélique lettonne, installée d'abord dans l'église Saint-Jacob puis, après 1582, dans l'église Saint-Jean. Niklas Ramme, le premier prédicateur de la communauté de Saint-Jacob, mit en honneur la langue lettonne. Il l'employa pour la célébration du service divin et, en 1530, dans une poésie religieuse sur le décalogue. Mais ce n'est que beaucoup plus tard, en 1587, que parut un livre de psaumes en letton. La plupart des pasteurs continuèrent à ignorer la langue des habitants ce qui, joint au caractère conservateur des paysans, fit que le passage du culte sous une autorité administrative réformée ne modifia

presque rien à la vie religieuse et morale des campagnes. Néanmoins, dans les villes, la vie intellectuelle fut enrichie par le mouvement d'idées suscité par la Réforme. Riga comptait à la fin du xvi^e siècle une nouvelle école d'humanistes. Sans doute l'inspiration de ceux-ci restait-elle celle des poètes du moyen âge. Ils écrivaient en latin, pastichaient les anciens, et leurs œuvres sont des exercices de rhétorique. Elles témoignaient du moins des progrès accomplis dans le domaine de la curiosité d'esprit et de la culture. Mais elles sont dépassées de beaucoup en importance par celles des écrivains du xvii^e siècle d'inspiration religieuse et de langue lettonne. Au premier rang de ces derniers figurent deux pasteurs protestants : Georges Mancelius et Christophor Füreker. Mancelius naquit à Mežmuiža (Grenzhof) en Zemgale, fut pasteur à Tartu, puis recteur de l'Université. En 1637, le duc de Courlande l'appela à sa cour comme prédicateur. Mancelius ne se contenta pas de donner de nouvelles éditions du catéchisme luthérien en letton. Il voulut que même les pasteurs qui ne connaissaient pas le letton pussent le lire à leurs ouailles. Cela l'amena à une étude approfondie des méthodes de transcription et de toute la langue lettonne. Mais Mancelius fut aussi le créateur de la prose lettonne. Sa traduction de plusieurs livres de l'Ancien Testament et notamment des proverbes de Salomon eut des répercussions lointaines et profondes. Füreker, lui, fut poète. Il composa 160 poésies lettonnes qui formèrent un recueil de chants religieux resté longtemps classique.

48. La crise religieuse en Lituanie. — On vit apparaître les idées luthériennes en Lituanie avec Abraham Culva qui fonda une école à Vilnius vers 1539. Mais ce premier courant réformateur ne toucha que la bourgeoisie allemande des villes. L'influence tchèque et l'influence suisse devaient être beaucoup plus profondes. Depuis le

temps d'Adalbert de Prague, les relations intellectuelles et religieuses n'avaient jamais cessé d'être étroites entre la Bohême et la Pologne. Or les réformateurs originaux et hardis ne manquaient pas en Bohême : franchement révolutionnaires comme ceux du Tabor, ou plus modérés comme les calixtins, ils avaient, dès le xv^e siècle, professé sur l'eucharistie des idées assez voisines de celles qu'enseignèrent plus tard Luther et Calvin. De Suisse vint un autre courant d'idées. Un certain nombre de théologiens italiens s'y étaient réfugiés. Les plus illustres furent les deux Sozzini : Lelio Sozzini et son neveu Fausto qui ont laissé leur nom au « socinianisme ». Le dogme que critiqua avec le plus d'insistance l'école italo-suisse fut celui de la Trinité. De là le nom d'antitrinitaires donné généralement à l'ensemble de ces penseurs et à leurs disciples, quoique des différences appréciables aient séparé la pensée de chacun d'entre eux de celles des autres et que leurs efforts ne se soient pas limités au problème de la Trinité. D'autre part, la doctrine suisse de Zwingle inspirait le réformateur polonais Jean Lasco.

Sans doute, la pénétration de toutes ces idées fut d'abord l'œuvre de quelques grands seigneurs, au premier rang desquels était Nicolas Radvila (Radziwill), converti en 1553. Mais leur propagation et leur succès s'expliquent par l'état social propre au xvi^e siècle. A l'inverse du luthéranisme, les mouvements religieux tchèques et suisses avaient un caractère nettement populaire, voire démocratique, qui devait assurer leur succès jusque dans les masses. Mais entre ces masses et l'élite, il fallait un intermédiaire : cet intermédiaire fut la szlachta. La szlachta, dont le triomphe était éclatant, ne trouvait devant elle pour contrarier ses désirs qu'une force effective : celle du clergé. Aussi, dès l'élection du nouveau roi Sigismond Auguste, en 1548, la question religieuse joua-t-elle un certain rôle, mais étroitement lié à d'autres

questions qui formaient le cahier de revendications de la noblesse. L'effort fait par le roi pour se rapprocher de l'Autriche, avec laquelle il conclut une alliance le 12 décembre 1549, acheva de jeter la szlachta dans les bras de la Réforme.

Ce fut une alliance politique. Beaucoup de chevaliers restèrent catholiques tout en favorisant les réformés. Vers 1560, sur 25 000 familles de la szlachta, on n'en comptait guère que 1 000 qui fussent formellement protestantes. Dans beaucoup de paroisses où le prêtre catholique avait disparu, aucun pasteur ne l'avait remplacé. Ces conditions mêmes étaient favorables au développement des prédications les plus aventureuses.

Elles l'étaient particulièrement en pays lituaniens et ruthènes. Une des premières familles de la noblesse, celle des Radvila (Radziwill), y protégeait le calvinisme, fondant des églises nouvelles et des écoles réformées. Au siècle suivant, ces calvinistes étaient encore assez riches et assez nombreux pour entreprendre une traduction de la Bible en langue lituanienne, dont l'impression commença à Londres en 1662. D'ailleurs, une grande partie de la population était réfractaire au catholicisme, pour des raisons dont toutes n'étaient pas religieuses. Beaucoup étaient restés fidèles à l'orthodoxie russe, mais celle-ci n'offrait pas une solidité à toute épreuve. D'autres superficiellement catholiques restaient profondément païens. C'était le cas d'une grande partie des paysans. Enfin, nulle part, la petite noblesse ne paraissait plus disposée aux nouveautés. Cependant l'Union de Lublin de 1569 apporta un élément singulièrement favorable à une réaction catholique. Aussi à partir de cette date commence la Contre-Réforme.

49. La Contre-Réforme. — L'intérêt de la monarchie polonaise se trouvait lié désormais à celui d'une reconquête catholique. Ici, comme en pays allemand, le rôle

essentiel fut joué par la Société de Jésus. De 1565 à 1575, cinq collèges furent fondés coup sur coup. Le plus important fut celui de Vilnius fondé en 1570 et érigé en Université en 1579 par Etienne Bathory. Les victoires de ce dernier permirent de fonder d'autres collèges à Polock, à Riga et à Tartu. La « province de Pologne » qui renfermait, en 1584, 300 sujets, en comptait en 1600 466, répartis en dix-sept maisons. En 1608, elle était divisée, et la Lituanie formait une province indépendante avec Vilnius comme chef-lieu.

Certains de ces jésuites, au premier rang desquels il faut citer le père Stanislas Grodziski, furent des hommes remarquables. Remarquables aussi furent les méthodes employées. Leurs efforts atteignirent, avec beaucoup plus de succès que ceux de leurs prédécesseurs, la masse de la population. Découvrant avec surprise que le paysan lituanien était resté païen, ils apprirent sa langue. Les prêtres formés par eux purent, non seulement reconquérir le pays à l'obédience catholique, mais faire pénétrer un véritable enseignement religieux dans les campagnes.

En Courlande et en Livonie, bénéficiant de l'appui polonais, les jésuites accomplirent une œuvre analogue qui laissa des traces importantes. L'Église catholique n'était pas à cet égard sans traditions. Dès le début du siècle, les dominicains avaient ouvert la voie à une nouvelle forme de prédication. Nous savons par l'un d'eux, Simon Grunau, que le « pater noster » avait été traduit de très bonne heure en letton, car il en cite le texte en 1526. Comme en Lituanie, les jésuites s'appliquèrent à apprendre la langue des habitants, à fonder des établissements d'enseignement. En 1589, le nombre des pénitents reçus à la confession à l'occasion des fêtes était à Riga de 976. En 1596, il était monté à 3 330, en 1607 à 5 859 et en 1613 à 6 500, dont la plupart étaient lettons.

Les Allemands restaient luthériens. Dans les campagnes, le catholicisme s'était adapté à la psychologie des habitants. On bénissait les champs, les prairies, les jardins, les maisons, le pain, les ruches, le bétail, les instruments aratoires, les engins de chasse et de pêche. Les exorcismes, les processions, les prières publiques de quarante heures donnaient d'excellents résultats. Le service divin célébré avec éclat attirait par sa pompe (sacro tenentur apparatu). Le centre spirituel de cette Contre-Réforme catholique en pays letton fut Daugavpils (Dunaburg), où avait été fondé un collège de Jésuites. Celui-ci fut illustré par Georges Elger (1585-1672), né à Cēsis, traducteur de chants catholiques en langue lettonne et auteur de livres de littérature religieuse. Si la Lettonie doit à la Contre-Réforme de compter aujourd'hui encore un tiers de catholiques, elle lui doit aussi un élément essentiel du réveil de sa vie nationale.

50. Les « dissidents » lituaniens. — Mais cette réaction catholique eut à la longue des conséquences graves pour l'État polonais. En 1596, lors du synode de Brest, l'église orthodoxe de Ruthénie s'était en partie soumise au pape, en conservant du reste son organisation particulière. Mais ces orthodoxes « unis » n'étaient pas traités sur pied d'égalité par les catholiques. Ainsi leurs évêques ne siégeaient pas dans les assemblées politiques, où brillaient les évêques latins. D'autre part, aussi bien en pays ruthène qu'en Lituanie, ni l'orthodoxie, ni l'antitrinitarisme n'avaient complètement disparu. Au début du xvii^e siècle, les actes d'intolérance se multiplièrent contre les « dissidents ». Tout naturellement, ces derniers firent appel au tsar. L'incursion que le second des Romanoff fit jusqu'à Vilnius, en 1654, fut sans lendemain. Dès 1660, les Russes reculaient. Ils ne gardèrent que Smolensk. Mais ce n'en était pas moins là un avertissement sérieux. Vers la même époque, l'attitude des Cosaques de la fron-

tière d'Ukraine, de plus en plus hostiles à la Pologne, avait des causes analogues.

IV. — *LE COMMERCE ET LES VILLES* *DU XV^e AU XVIII^e SIÈCLE*

51. Les Hollandais. — Dès la fin du xv^e siècle, la Hanse était en décadence. Les rois de Danemark, maîtres de l'entrée de la Baltique, avaient établi un droit de péage à Elseneur. La Hanse souffrit aussi de l'effort fait alors par tous les peuples, Norvégiens aussi bien que Suédois, Moscovites aussi bien que Polonais, pour assurer leur indépendance économique. Le dernier succès remporté par sa diplomatie commerciale fut le traité d'Odense, conclu en 1560 entre Lübeck, Hambourg, Rostock, Stralsund, Wismar et Lunebourg avec Frédéric II de Danemark, traité qui assurait le libre passage du Sund aux marchandises transportées par les navires de ces villes. Mais, du vivant même de Frédéric II, une grande partie de ces avantages furent annulés. A plus forte raison, en fut-il ainsi sous son successeur Christian IV.

En 1425, les Hollandais s'étaient séparés des Hanseates. Héritiers, dans les Pays-Bas, d'Anvers, qui avait hérité de Bruges, ils commencèrent dès la fin du xvi^e siècle à jouer un rôle prépondérant dans la plupart des mers du globe, mais tout particulièrement dans le commerce de la Baltique. Ce dernier présentait d'ailleurs pour eux un intérêt capital. Tout d'abord, l'alimentation de leur pays en dépendait. « Sans importation de blé, les Pays-Bas, déjà au moyen âge, ne pouvaient subsister ; et c'était le rôle dévolu aux villes maritimes néerlandaises, de se constituer une provision de céréales baltiques ; à partir de l'effort fait pour assurer la satisfaction de ce besoin particulier, se développa par voie de conséquence un commerce universel de céréales » (Baasch). Le centre le

plus florissant de ce commerce était Dantzig, débouché par la Vistule des blés de Pologne et de Lituanie. Mais la Courlande et la Livonie y tinrent aussi leur place. Les blés de ces derniers pays étaient particulièrement appréciés. En effet, comme l'écrivait d'Avaux en 1693 : « les bleds qui se tirent de Livonie surpassent tous les autres en bonté parce que estant séchez, comme ils sont d'ordinaire, dans des espaces de poeles, avant que d'estre bastus, ils se peuvent conserver 8 à 10 ans dans un besoin sans craindre d'estre gattez, et, au lieu que ceux de Pologne et de Prusse et autres lieux doivent au moins estre remuez chaque semaine de peur qu'ils ne s'échauffent ou que la vermine n'y vienne, ceux cy en les battant une ou deux fois l'année, après avoir esté mis en lieu sec, ne courent aucun risque.... en sorte que pour des magasins de réserve nuls grains au monde ne sont plus propres que ceux de Livonie. » D'après le baron Blomberg, qui écrivait vers la même date, les Hollandais en auraient même transporté « une grande partie dans les Indes Orientales ».

D'autre part, à ce peuple de navigateurs, les pays de la Baltique fournissaient aussi des matières premières pour les constructions navales et pour l'armement. C'était tout d'abord toute sorte de bois et sous les formes les plus diverses : du bois propre à faire des douves ou douvain, des planches, des mâts, des « matereaux », etc.... Mais c'était aussi du chanvre pour les cordages, c'était aussi le goudron tiré du bois, si important à cette époque, pour l'entretien des vaisseaux. La principale industrie locale, la seule qui ait donné lieu à une exportation assez considérable d'un produit fini, répondait aussi aux besoins de la navigation. Ce qui fit la renommée des « toiles de Riga », ce furent les voiles de navires auxquelles elles étaient particulièrement propres. Le lin lui-même était fort apprécié. Mais on en exportait surtout la semence.

A tous ces points de vue, les Hollandais n'étaient pas les seuls à dépendre des pays baltiques. Les pays d'Occident se fournissaient tous dans les mêmes lieux. Au milieu du xvi^e siècle, les marins français de Dieppe, de Rouen, de la Rochelle franchissaient déjà les détroits danois. L'envoyé du roi de France à la cour de Danemark, Danzay, connaissait tous les pays de la Baltique. Il rêvait d'organiser méthodiquement le commerce français dans ces régions. Cependant on passa de plus en plus par l'intermédiaire hollandais. On lit dans les « Instructions » de Colbert à son fils Seignelay : « Acheter tous les chanvres dans le royaume, au lieu qu'on les faisait venir cy devant de Riga ». Pourtant, ce même Colbert rêva, à son tour, d'instaurer des relations directes entre la France et la Baltique par l'établissement d'une Compagnie privilégiée. Nous n'avons pas ici à retracer cette histoire qui a été racontée par MM. Boissonnade et Charliat. La tentative de Colbert aboutit à un échec : en 1684, était mis en vente à la Rochelle le dernier navire de ce qui avait été la « Compagnie de Commerce du Nord ». Elle n'en prouvait pas moins l'importance attribuée à ce commerce, qu'elle contribua d'ailleurs dans une certaine mesure à développer.

Les Hollandais restèrent les souverains maîtres de la vie maritime en pays baltique. Ils avaient pour eux, outre l'importance de leur tonnage et la variété des débouchés qu'ils pouvaient atteindre, une longue pratique des lieux et des habitudes prises depuis longtemps. Pour le trafic de ces pays, ils avaient créé, comme l'expliquaient les Formont à Colbert, de nouveaux types de bâtiments « ronds et presque plats dessous et moins forts et pesans que ceux des ports où il y a marée », adaptés à la nature du commerce comme à la nature de la mer sur laquelle il se faisait. « Deux types dominaient... ; l'Oostvaerder... aménagé pour embarquer des barriques, des graines et

des farines.... le Noortsvaerder de forme presque rectangulaire, arrondi aux deux extrémités, était destiné à recevoir les bois et les mâts.... » (Boissonnade et Charliat).

D'autre part, les Hollandais bénéficiaient de la solidité de leur situation financière. Un système d'assurance maritime très développé les mettait à l'abri des risques assez nombreux que couraient les navires qui s'aventuraient au delà du Sund, et dont l'attaque à main armée n'était pas le moindre. Mais surtout ils payaient comptant, et cela seul leur aurait assuré un monopole dans des pays où l'argent était aussi rare que recherché.

A cette exportation en direction Ouest, correspondait du reste une importation en direction Est. De ce côté, le changement qualitatif était beaucoup moins grand depuis le moyen âge. Les mêmes produits essentiels obtenaient le même succès sur des marchés qui avaient beaucoup moins changé de nature que ceux d'Occident. Comme au moyen âge, le sel restait la grande marchandise d'échange de l'Occident. Il est curieux de comparer, comme l'a fait Baasch, les chiffres des sorties de céréales et ceux des entrées de sel au passage du Sund. Il y a entre ces chiffres un parallélisme saisissant, avec parfois un décalage d'une année qui ne fait que mieux mettre en lumière ce fait que « ce que les céréales étaient pour l'Ouest, le sel l'était pour l'Est ». Les deux marchandises constituaient l'une par rapport à l'autre des « frêts de retour ». A côté du sel, les principales importations étaient les vins, les épices, les tissus et le hareng. Si les vins du Rhin constituaient une spécialité du commerce hollandais, les vins de France tenaient une place peut-être encore plus grande. Traditionnellement associée au transport du sel de l'Atlantique, l'expansion de nos vins des Charentes, de la Loire et du Bordelais suivait les mêmes routes maritimes. A côté d'eux venaient les vins

espagnols et portugais. Les autres produits étaient plus spécifiquement hollandais : leurs colonies fournissaient le poivre, le riz, le sucre, l'indigo et le tabac ; leurs métiers tissaient les étoffes ; leurs pêches fournissaient le hareng.

L'âge d'or de ce commerce hollandais fut la première moitié du XVII^e siècle. On s'en rend compte si on considère ces chiffres, extraits par Georg Jensch de la publication des douanes du Sund par Nina Bang. De 1600 à 1609, sur 96 navires venus de Riga et signalés au passage du détroit danois, 85 étaient hollandais ; de 1610 à 1619, 104 sur 111 ; de 1620 à 1629, 51 sur 54 ; de 1630 à 1639, 205 sur 220 ; de 1640 à 1649, 252 sur 279 ; de 1650 à 1657, 221 sur 263.

52. Le grand-duché de Courlande. — Sous la dynastie des grands-ducs, fondée par Kettler, la Courlande connut un âge de prospérité qu'attestent tous les voyageurs, et qui, autant que par la fertilité du pays, s'explique par la tranquillité relative dans laquelle elle vécut. Nous avons déjà vu que les blés courlandais étaient cités à côté de ceux de la Livonie comme les meilleurs de tous. Si Riga servait de débouché à une partie du pays, la Courlande avait ses ports à elle : Liepaja (Libau) et Ventspils (Vindau). Dans ce dernier lieu, on doit signaler un effort remarquable pour développer l'industrie des constructions navales. Sans doute Duquesne trouvait-il médiocres certains bateaux courlandais, que le grand-duc s'efforçait vainement de vendre à l'étranger. Ce n'en était pas moins là une sorte d'industrie nationale, dans un domaine qui semblait le monopole de quelques pays. Il s'y ajoutait d'ailleurs diverses manufactures : des verreries, des tanneries, des fabriques de draps et de savons.

Les grands-ducs de Courlande eurent aussi de nombreux projets en matière commerciale. En 1643, était signé un traité de commerce avec la France. Les Courlandais rêvèrent même d'avoir un port à eux dans les

Charentes et négocièrent l'achat de Marennès, sans du reste aboutir. Ils possédaient du moins de véritables colonies : l'île de Saint-André sur la côte d'Afrique et Tabago aux Antilles.

53. Les villes de Livonie et l'arrière-pays. — Au point de vue commercial, la position centrale restait celle des villes de Livonie, débouchés des deux routes traditionnelles avec leurs divers embranchements : la route de Novgorod à Narva, et la route de Polock à Riga. La disparition du commerce allemand à Novgorod, les progrès économiques de l'État moscovite, rendirent de plus en plus importante la position de Narva. La compétition russo-suédoise pour la possession de l'« Ingrie », c'est-à-dire du fond du golfe de Finlande, mais aussi de l'Estonie, eut un caractère aussi bien économique que stratégique.

Par Polock, Riga était le débouché de la Russie blanche et d'une partie de la Lituanie. Cette dernière trouvait en effet en Königsberg un port voisin qui pouvait faire concurrence à la ville livonienne. Ces régions lituanienues et ruthènes étaient un vaste hinterland offert à l'activité des commerçants, mais dans des conditions assez particulières. La vie urbaine en Lituanie était stagnante. L'évolution sociale et religieuse y avait contribué. Moins fortement implantée qu'en Livonie, la bourgeoisie allemande s'était au xvi^e siècle repliée sur elle-même et séparée du « plat pays », essayant de mener une vie autonome à l'abri de ses franchises, de ce « droit de Magdebourg » qui constituait l'essentiel de ses revendications. La réaction catholique amena une émigration assez forte chez ces luthériens convaincus. Restait l'élément juif. Mais celui-ci, qui avait joui d'une très large tolérance au temps de la Lituanie indépendante, se trouvait lui-même dans une situation difficile. Le pays était pourtant riche à la fois dans sa partie cultivée et dans sa partie exploitée

d'une manière anarchique. Les voyageurs notaient tantôt l'un, tantôt l'autre de ces deux aspects. Mais l'impression dominante restait l'insécurité.

Après des notables lituaniens, les hommes d'affaires de Riga sont essentiellement des prêteurs d'argent. Les difficultés qu'ils ont à faire rentrer leurs créances expliquent les procédés souvent usuraires qu'ils emploient. Le commerce proprement dit se fait par apport direct à Riga des produits de l'arrière-pays. En hiver, quand les eaux sont prises, il est très actif sur les cours d'eau gelés qui servent de routes. En été, il se fait par de méchants bateaux qui sont généralement démolis à l'arrivée et dont le bois est vendu. Chaque commerçant a en principe ses fournisseurs paysans. Une réglementation très sévère force ces derniers à rester fidèles à leur clientèle. Ainsi, plutôt qu'un marché au sens ordinaire du mot, Riga est, par rapport à l'arrière-pays, une sorte de suzerain commercial collectif.

En dépit des inconvénients de ce système, Riga apparaît au xvi^e et au xvii^e siècle comme une cité fort riche. L'orgueil de ses marchands et la fierté de leurs épouses étonnent les voyageurs. Les poètes qui en font l'éloge ne manquent pas de grandiloquence. Plus exacte, non sans naïveté, la description de Brienne, qui y voyagea dans sa jeunesse, peut nous en donner une idée : « La ville est grande et belle, et, je la crois, pour le moins, d'aussi grande étendue qu'Arras ».

CHAPITRE QUATRIÈME

LE RÉGIME RUSSE

La bataille de Poltava fixa le sort des pays baltiques pour deux siècles. Dès 1710, l'Estonie et la Livonie (Estonie du Sud et Lettonie jusqu'à la Daugava) firent partie intégrante de l'empire des tsars. Cette annexion, ainsi que celle de l'Ingrie et d'une partie de la Carélie finlandaise (province de Viipuri), fut confirmée en 1721 au traité de Nystad (la ville finnoise d'« Uusikaupunki »). En 1743, la Suède devait céder un nouveau morceau du territoire finlandais. En 1772 et en 1793, lors des deux premiers partages des États polonais, le pays letton des « Letgali » et les territoires lituaniens de la Russie blanche furent annexés à leur tour. En 1795, au troisième partage, c'était la Lituanie proprement dite jusqu'au Nemunas. A cette même date de 1795, le grand-duché de « Courlande et de Semgalle » (pays letton des Zemgali) qui, depuis 1727, était pratiquement une sorte de protectorat russe, était placé par ses barons sous la domination directe de la tsarine Catherine II. En 1807, la fraction orientale de la Lituanie située au delà du Nemunas et acquise par la Prusse en 1795, était, en partie, cédée à la Russie et, en partie (région de Suvalkai), rattachée au grand-duché de Varsovie qui devint en 1815 le royaume de Pologne avec comme souverain Alexandre I^{er} de Russie. Enfin, en 1809,

l'annexion de la Finlande avait achevé d'installer sur la Baltique l'hégémonie russe.

Favorisée par les hobereaux, cette hégémonie fut marquée d'abord par une réaction sociale très nette. Cependant, à la fin du XVIII^e siècle, le mouvement général des idées fit sentir son influence ici comme ailleurs. Au XIX^e siècle, certaines réformes, longtemps attendues, souvent incomplètes, contrastant avec un régime d'arbitraire et d'absolutisme, sont néanmoins à inscrire au compte du gouvernement des tsars. D'ailleurs, à mesure qu'elle s'ingérait davantage dans la vie du pays, l'administration russe en vint peu à peu à heurter les intérêts des classes dirigeantes. De là un conflit qui s'aggrava singulièrement au temps d'Alexandre III, lorsque triompha la politique de « russification ». De ce conflit tardif entre l'aristocratie et l'autocratie, ce furent les classes paysannes et les nationalités baltiques qui furent en définitive les bénéficiaires. .

I. — LA RÉACTION SOCIALE EN LIVONIE

Les pertes éprouvées dans la guerre russo-suédoise et aggravées par une épidémie de peste bubonique avaient épuisé la Livonie et diminué dans des proportions considérables la masse de sa population. En l'année 1714, sur 3 800 parcelles de sol arable, 773 seulement furent mises en culture. On comprend que la noblesse ait cherché à tirer le meilleur parti possible de la main-d'œuvre qui lui restait. A ses prétentions, le conquérant n'était guère capable de mettre un frein, comprenant mal les données des problèmes difficiles que posait le régime juridique du pays conquis. Les « barons baltes », qu'il serait plus juste d'appeler les « barons allemands », avaient le prestige de la culture intellectuelle et l'avantage d'une connaissance précise du droit. Ils en usèrent largement auprès des gou-

verneurs russes, tout disposés à les écouter. « Le prince Golitzine publia en 1719 l'ordre de marquer au front par le fer rouge les déserteurs et les fuyards paysans ou de leur couper les oreilles et le nez » (Švābe).

Mais l'aristocratie allemande de Livonie trouva aussi de grandes facilités à s'entendre avec l'administration russe, par le fait que celle-ci était en grande partie d'origine étrangère et souvent germanique. C'est dans le « faubourg allemand » de Moscou que Pierre le Grand avait trouvé ses premiers amis et ses véritables instructeurs. Ceux-ci devinrent plus tard les principaux personnages de l'État. Mais ils appelèrent à leur tour en Russie de nouveaux étrangers. On sait que ce système aboutit, sous la tsarine Anna, à un véritable « joug allemand ». Mais, lors même qu'il eut pris fin, l'influence de l'élément germanique demeura grande dans l'administration russe. Cet élément fut d'ailleurs, à partir du XVIII^e siècle, représenté de plus en plus par des familles ayant des attaches en pays baltique.

54. Le traité de Nystad. — Le traité signé le 30 août 1721 à Uusikaupunki (Nystad) l'avait été au nom du tsar par Jacob Daniel Bruce et par Frédéric Ostermann. Le premier appartenait à une famille écossaise passée au service russe dès le temps du tsar Alexis. Ostermann était venu d'Allemagne où son père était pasteur luthérien. Ils n'oublièrent pas dans leur négociation les intérêts des « barons baltes », qui d'ailleurs avaient fait entendre leur voix à Saint-Pétersbourg. L'article XI du traité stipulait : « Quant à la réduction et liquidation qui se fit au temps de la Régence précédente du Roi de Suède... au grand préjudice des sujets et des habitants de ces pays là... S. M. Czarienne s'engage et promet de faire rendre justice à un chacun... qui a une juste prétention sur des terres... et la peut vérifier duement ». Sans doute, ne s'agissait-il que des terres dont les seigneurs pourraient

exhiber les titres et il semblait que le principe de la réforme de Charles XI fût respecté. Mais l'administration russe n'était pas l'administration suédoise et le fait d'insérer une clause de ce genre dans le traité de paix témoignait de son état d'esprit. Depuis 1720 fonctionnaient des « commissions de restitution », chargées de restituer une partie des domaines de l'État à leurs anciens propriétaires.

55. Enquêtes et codifications. — On peut dire que, à peu d'exceptions près, la Russie, dans la première moitié du XVIII^e siècle, intervint aussi peu que possible dans les rapports entre les paysans et les nobles. Cependant, de temps à autre, il fut procédé à des enquêtes sur ce sujet. Le résultat de ces curiosités fut plutôt fâcheux. Les barons fournirent les réponses les plus précises et les plus catégoriques, mais aussi les plus tendancieuses.

En 1739, le « collége juridique de l'État russe » demandait des renseignements sur les rapports entre les seigneurs et leurs tenanciers. Le baron Rosen, au nom de la noblesse de Livonie, rédigea une « Déclaration », demeurée fameuse. On y trouvait en effet les affirmations suivantes :

1^o Le « dominium » des seigneurs a été établi lors de la première conquête du pays. Depuis ce temps, les paysans sont toujours restés attachés à la propriété du domaine en tant qu'« homines proprii ». A ce titre, ils ont pu faire l'objet d'« héritages, d'actes d'aliénation et de cessions par contrat de vente ».

2^o Le dominium du seigneur ne se rapporte pas seulement à la personne du paysan, mais aussi à ses biens qui le suivent « en tant qu'accessoire ». Ce pouvoir de la noblesse sur les biens des paysans n'a jamais été restreint et les nobles peuvent disposer de ces biens comme de leur propriété.

3^o La noblesse a tout pouvoir d'augmenter ou de diminuer la part de biens détenue par chaque paysan.

4^o La noblesse a eu autrefois le droit de vie et de mort, le « jus vitæ ac necis » sur ses paysans ; mais la noblesse a renoncé de son plein gré à ce droit au profit de l'État, en ne conservant

qu'un droit de correction et un pouvoir disciplinaire comportant des peines corporelles, « les paysans eux-mêmes ayant demandé leur maintien ».

Un autre texte contemporain permet de se faire une idée des prétentions de la noblesse allemande. C'est le projet de code, dû au baron Gustav Budberg et à l'assesseur Johann Schrader, et voté, article par article, entre 1730 et 1737, par la diète de Livonie. Sans doute contient-il un rappel des lois de l'époque suédoise. Mais le statut suédois auquel il se réfère est celui de 1671, inspiré, on s'en souvient, par la réaction nobiliaire. De plus, lors même que les termes en paraissent voisins, une transformation de principe en change le sens et la portée, encore que, selon la remarque de M. Stepermanis, on puisse en trouver les origines dans les actes juridiques du xvii^e siècle, développant la coutume du trafic des serfs. C'est ainsi que le servage n'est pas fondé sur le droit public, mais est considéré comme un corollaire du droit privé de propriété. Le chapitre qui traite de la condition des paysans se trouve, à sa place logique, dans le même livre que celui qui traite des biens meubles et immeubles et placé immédiatement après lui. D'autre part, une confusion systématique est établie entre le servage proprement dit et la situation des anciens « drelli », qui étaient, comme nous l'avons dit, de véritables esclaves domestiques.

56. L'éveil de l'opinion. — La gravité d'une pareille situation et les sentiments qu'elle inspirait à ceux qui en étaient les victimes sont souvent traduits avec énergie dans les chansons populaires de l'époque. Telle est la célèbre chanson lettonne :

« Oh, mon Dieu ! où me sauverais-je ? Les forêts sont pleines de loups et d'ours : les champs sont pleins de seigneurs. Oh ! mon Dieu ! punis mon père, punis ma mère qui m'ont élevé dans ce pays asservi ! ».

Plus significative encore est cette chanson estonienne recueillie par Herder dans sa « Voix des Peuples » :

« Ma fille, je ne fais pas le travail,
 « Je ne fais pas les arbrisseaux couverts de baies,
 « Je ne fais pas le pays de Laan,
 « Je fais devant le méchant Allemand,
 « Devant le seigneur effroyablement méchant.
 « Les pauvres paysans, attachés au poteau,
 « Sont fouettés jusqu'au sang. »

Ce n'étaient là que plaintes populaires. La première critique systématique du régime apparut avec Eisen.

C'était un Allemand qui avait étudié à Iéna et à Weisenberg. En 1745, il avait été pourvu d'une charge de pasteur à Torma dans l'Estonie du Sud près du lac Peipsi, où il resta jusqu'en 1775, date à laquelle il fut chassé par le baron Manteufel qui était le « patron » de son église. Il fut dans la suite professeur d'économie politique à Jelgava (Mitau), capitale de la Courlande, mais il dut quitter son nouveau poste à la suite d'un conflit avec le duc.

L'œuvre d'Eisen est très abondante. Mais toutes ses idées essentielles se trouvent déjà formulées dans son Mémoire de 1751 sur le servage des paysans. Eisen s'attaque au cœur du problème, se plaçant directement en face de la triste réalité : « Le serf est entièrement et complètement un objet d'héritage et d'appropriation pour son seigneur : il ne conserve l'usage de rien pour lui-même... ainsi il n'est nullement exagéré de dire que le seigneur possède son serf comme il possède un cheval... Le serf est frappé dans son droit naturel qui lui a pourtant été départi ainsi qu'à tous les autres hommes. Cette situation est véritablement une damnation temporelle... ».

Eisen, c'est là son argument principal, insiste, pour combattre le servage, sur ses inconvénients économiques et s'efforce de montrer qu'il est aussi désavantageux pour les seigneurs que pour l'État. Le développement d'un État exige que les paysans y soient libres et possèdent en propre de la terre. Mais Eisen insiste également sur les conséquences du servage pour le paysan lui-même. Il est nécessairement pauvre. Il accomplit son travail à la manière d'une machine sans y mêler aucune pensée.

Il est par suite incapable de conscience. Il est par suite porté à la désobéissance et à la fraude.

Ces idées se retrouvent sans grand changement dans la suite des ouvrages d'Eisen : « Description du servage par un patriote livonien » (1767) et le « Philanthrope » (1777). Mais, si on veut connaître la pensée de l'auteur dans toute son ampleur, c'est à un travail manuscrit qu'il faut se reporter : « Notion des trois constitutions sociales diverses, fondées sur la propriété paysanne, le fermage et le servage ». On y lit que dans un État normal, il n'y a que deux classes également libres toutes les deux : celle des paysans qui produisent les matières premières et celle des citadins qui les échangent et les transforment. Les nobles ne sont qu'une fraction de la classe citadine, celle qui possède des talents administratifs. Elle est inutile à la campagne. Il ne doit y avoir de propriétaires fonciers que les paysans. A ceux qui tirent argument de l'ignorance du peuple pour lui refuser la liberté, Eisen répond que la liberté est la condition première de toute instruction : « Tout le monde crie : des écoles ! des écoles ! Oui, sans doute, des écoles ! Car qu'y a-t-il de plus nécessaire que des écoles ? Mais il conviendrait d'amener tout d'abord l'élève à une condition sociale telle qu'il puisse faire figure d'être humain. Ces écoles sont sans utilité pour lui, car il n'est pas à ses propres yeux un être humain. D'abord la liberté, et ensuite des écoles ! ».

La « Description du servage par un patriote livonien » avait paru à Saint-Pétersbourg et avait été publiée par les soins de l'Académie des sciences de Russie. Cet écrit fut remarqué par Catherine II qui donna personnellement audience à Eisen. Dans l'été qui suivit, la tsarine visita la Livonie. A la suite de ces événements, le gouverneur général Browne, obéissant à un ordre impérial, présenta le 24 janvier 1765, à la diète de Livonie, 11 propositions. Une partie au moins concernait directement la classe paysanne ; le gouvernement russe semblait pour la première fois sérieusement préoccupé d'améliorer son sort.

Le comte Browne proposait à la Diète : 1^o de reconnaître aux paysans le droit de propriété et de succession sur les biens immeubles acquis par eux-mêmes ; 2^o de fixer pour toujours

les quantités déterminées d'impôts et de corvées ; 3^o de réduire le droit de correction à domicile... La diète remit le 26 février sa réponse, dont les principes étaient les suivants : les paysans sont des serfs de leurs seigneurs, au sens romain du mot *servus*, qu'on peut vendre, céder et donner. Quoique les rois Stéphane et Charles XI aient voulu alléger le sort des paysans, la noblesse est arrivée à la conviction que ce n'est pas possible, car « le servage est basé sur le génie naturel de cette nation » (Svabe).

Cependant, à la suite d'une pression énergique du gouverneur, la diète adopta ses propositions. En réalité, il y eut bien peu de changement. Le paysan n'acquiesça le droit de propriété que déduction faite de tout ce qui était censé constituer le fonds primitif du domaine. Or la part du seigneur était déterminée par une simple déclaration dont aucune autorité ne contrôlait l'exactitude. D'autre part, la promesse de ne pas augmenter les corvées et les impôts était soumise à la restriction : « sauf les cas où le nombre d'habitants ou bien la terre du village s'accroissent », ce qui était le cas chaque année, tant en raison des naissances que des défrichements. Enfin, le droit donné au paysan de porter plainte contre les excès du seigneur était illusoire, car les juges étaient nommés par la diète et toute plainte injustifiée était punie de verges.

La question restait posée aux yeux du gouvernement russe. L'année 1765 avait été marquée par des mutineries paysannes. Elles se renouvelèrent en 1784 et le gouverneur écrivit alors à la tsarine : « le soulèvement est si général que je ne connais pas un seul endroit où il n'ait pas lieu ». Pour en venir à bout, il fallut employer la troupe. Quelques années avant la Révolution française, la Livonie était déjà en effervescence. Dans ces conditions, les événements d'Occident ne pouvaient manquer d'avoir leur répercussion sur l'élite des esprits. En fait, on vit apparaître une nouvelle génération d'écrivains qui prolongea et développa la critique esquissée par Eisen.

57. Herder et Merkel. — Tous ces écrivains étaient

allemands. Ils étaient même allemands de cœur, bien plus que les « barons baltes » dont l'égoïsme était cosmopolite. Ils étaient, si on peut dire, généreusement nationalistes. Un esprit comme Herder, qui fit tant pour l'idée de nation en Allemagne, n'a pas hésité à découvrir cette même idée chez d'autres peuples où elle semblait endormie. Le sens de la vie profonde et spontanée de chaque peuple, tout est là. Une érudition encyclopédique va la découvrir dans la langue, dans les mœurs, dans les traditions orales, et ce n'est pas par hasard que ce grand inventeur des « nations » a fait faire des progrès décisifs à la linguistique et aux études de folk-lore et de mythologie. Romantisme, libéralisme et nationalisme, tout le XIX^e siècle est déjà dans Herder. Renouveler l'art en le retrem-pant aux sources populaires, libérer les peuples en les délivrant du joug de la culture traditionnelle, tel est le programme. En Allemagne, il conduisait fatalement à une réaction contre l'influence française et Herder continuait Lessing. Mais son œuvre baltique prouve la loyauté et l'universalité de sa doctrine.

Herder était né en 1744 à Mohrungen en Prusse Orientale. Son père était un pauvre tisserand. Emmené par un chirurgien russe à l'Université de Königsberg, il y rencontra Hamann, esprit original et confus, qui avait déjà séjourné à Riga et en Courlande, en Hollande et en Angleterre, commis-voyageur philosophe, dont les curiosités s'étendaient du droit commercial et de l'économie politique à la théologie et à la littérature. Grâce à la recommandation de Hamann, Herder fut appelé à l'école épiscopale de Riga et y devint en même temps prédicateur. Il resta cinq ans en Livonie. Lorsqu'il quitta Riga en 1769, c'était avec l'espoir d'y revenir enrichi des résultats d'une vaste enquête, pour y fonder une école professionnelle. Il n'y revint jamais, mais il n'est pas interdit de compter ces cinq années pour les plus fécondes de sa

carrière. Herder a eu une idée très nette des nationalités baltiques et il a été un des premiers à découvrir les chansons populaires. Il a fait une large place à celles-ci dans son grand recueil « La Voix des Peuples ». Mais son action a été plus large et plus profonde. Plus que tout autre, il a associé les idées de langue et de nation. Quels qu'aient été les abus auxquels a pu se prêter cette théorie, dans l'Europe de l'Est elle a été libératrice.

L'œuvre de Herder n'avait fait qu'effleurer les problèmes sociaux qui se posaient en Livonie. Au contraire, Garlib Merkel y consacra tout son talent. Fils d'un pasteur allemand, il était venu à Riga en 1792. Il séjourna ensuite à Weimar où il se lia étroitement avec Herder. De 1799 à 1806, il demeura à Berlin. Il y déploya des dons redoutables de polémiste dans une publication hebdomadaire où il attaquait Napoléon. Lors de l'arrivée des Français, il se réfugia en Livonie. Ce patriote allemand des plus ardents, d'ailleurs nourri de Voltaire et de Rousseau, écrivit une série de brochures pathétiques sur la condition des paysans de Livonie. Merkel n'était pas un juriste ni un sociologue. Mais son influence de journaliste fut considérable. Il posa nettement le problème social des pays baltiques devant le public européen. Surtout il intéressa la cour de Russie. Alexandre I^{er} lui accorda une pension viagère. L'heure des réformes approchait.

II. — LES NOUVELLES ANNEXIONS : LITUANIE, COURLANDE ET FINLANDE

58. La Lituanie russe. — Ce n'est pas le lieu de raconter ici l'agonie de la Pologne. La Lituanie, dont le sort était soudé au sien, fut la première victime de l'anarchie de la célèbre « République ». L'intervention russe en Lituanie présenta de son côté des caractères propres à ce dernier pays. Aux yeux de l'opinion russe, la Lituanie était un

pays ruthène et un pays orthodoxe. Les persécutions catholiques contre les « dissidents » et l'état d'infériorité dans lequel était tenu le clergé uniate y favorisaient d'ailleurs incontestablement un courant russophile. On sait que la noblesse polonaise elle-même était très divisée dans l'attitude à tenir vis-à-vis de la Russie. La tolérance religieuse, la protection des « dissidents » fournissaient sans cesse prétexte à intervention. Par contre, la « polonisation » de toute l'élite de la population lituanienne, et la solidarité qui existait en fait vis-à-vis de la Russie entre les deux pays, eut pour conséquence que le problème national s'y posa tout d'abord en des termes assez différents de ceux qui étaient caractéristiques de la Livonie. C'est à la Pologne, à la langue polonaise, à la noblesse polonaise que les dirigeants russes s'en prirent dès l'origine. L'idée d'une nationalité « lituanienne » les troublait d'autant moins qu'ils l'ignoraient. Aussi jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la « question lituanienne » semblait-elle confondue avec la « question polonaise ».

Pourtant les partages eux-mêmes, quoique faits sans tenir aucun compte des vœux des habitants, contribuèrent à séparer pour un avenir plus ou moins lointain les orientations des deux pays. A la fin du XVIII^e siècle, la plus grande partie des pays considérés aujourd'hui comme polonais étaient situés à l'intérieur des frontières prussiennes et autrichiennes. Les pays annexés par les Russes étaient russe-blanc, ruthène ou lituanien.

Après sa victoire sur la Prusse (1806), Napoléon constitua le grand-duché de Varsovie, échu après le Congrès de Vienne, pour la plus grande partie, au tsar Alexandre. Cette « Pologne du Congrès », formant théoriquement un royaume indépendant, fut peu à peu absorbée par l'autocratie russe. Elle n'en a pas moins été le centre de cristallisation du nationalisme polonais à partir du XIX^e siècle.

Le sort des pays lituaniens brutalement incorporés à l'Empire était très différent. Certes, le « Statut lituanien », le vieux code du xvi^e siècle, était toujours en vigueur. Il le fut jusqu'en 1840. Mais la Lituanie, partagée entre les « gouvernements » russes du Nord-Ouest, n'apparaissait même plus comme un nom sur les cartes.

59. L'annexion de la Courlande. — Nulle part l'aristocratie allemande n'était aussi fortement implantée et n'était aussi complètement maîtresse du pays qu'en Courlande. Sous les grands-ducs descendants de Gotthardt Kettler, les États étaient tout-puissants. Mais dans ces États régnait souverainement la noblesse. Sur cette noblesse, les influences polonaises et russes se faisaient fortement sentir. Les cours de Varsovie et de Saint-Pétersbourg, plus brillantes que celle de Jelgava, et surtout la possibilité de trouver du service dans les armées et les administrations étrangères, concourraient à cet effet.

En 1726, le dernier grand-duc de la lignée des Kettler étant mort, les États élurent Maurice de Saxe. Mais la Pologne et la Russie se mirent d'accord pour s'opposer à ce choix. Les États n'offrirent pas de résistance sérieuse à ce veto et, pour complaire à Saint-Pétersbourg, élurent le célèbre Biren. Sous Biren, amant de la tsarine Anna, la Courlande devint pratiquement un protectorat russe. En 1769, Biren laissa la couronne à son fils Pierre. A vrai dire, il eût pu se passer en Courlande ce qui arriva en Pologne avec les Czartoryski. Les favoris russes, devenus souverains nationaux, montrèrent des velléités de régner pour eux-mêmes et pour leur pays. Mais, ici plus encore que là, l'aristocratie, opposée à toute réforme, trouva un appui bienveillant à Saint-Pétersbourg.

Rien n'est significatif de l'état de la Courlande, dans la seconde moitié du xviii^e siècle, comme la carrière de ses barons, passant du service polonais au service russe et se plaignant ouvertement de leur souverain aux auto-

rilés étrangères. Tel était ce Karl Heinrich Heyking qui écrivait au grand-duc, avec lequel il était en procès :

« Est-ce à vous, Monseigneur, qui n'avez ni conquis, ni acheté ma patrie et qui ne tenez la Courlande que de la magnanimité de l'immortelle Catherine, à prendre ce ton despotique, qu'un souverain absolu ou un conquérant pourrait tout au plus se permettre ? Mais qu'un duc vassal de la Pologne et *primus inter pares* en Courlande ne devait jamais employer envers un membre de cette même noblesse, à laquelle S. A. le duc votre père a demandé l'indigénat avec tant d'instances et qu'il n'a obtenu qu'avec tant de peines... ».

On conçoit difficilement un Louis XIV, voire un Charles XI, recevant d'un de ses sujets un pareil message. Aussi bien l'autorité du grand-duc n'était-elle plus qu'une ombre. En 1795, les États placèrent le pays sous la souveraineté directe de l'« immortelle Catherine », tsarine de toutes les Russies.

60. La Finlande au XVIII^e siècle. — La Finlande, en dépit des mutilations que subit son territoire après les défaites essuyées de la part des Russes, connut au xviii^e siècle une période de prospérité remarquable. La civilisation mixte, créée par l'union des deux peuples suédois et finnois, atteignit dès lors un développement d'autant plus frappant qu'au contact et sous la menace constante de l'étranger, la nation finlandaise prit conscience de son originalité. Originalité politique d'abord : avec ses deux partis empruntés à la Suède, les chapeaux et les bonnets, qui alternèrent au pouvoir, la Finlande possédait des institutions libérales et représentatives. Si le Suédois restait la langue officielle, connue d'une grande partie de la population, la connaissance du finnois était, dès 1739, reconnue comme un titre de préférence pour les fonctionnaires, et le code suédois était traduit à la même époque en finnois. Originalité dans le domaine des réalisations pratiques : la Finlande appartenait par l'es-

prit qui animait sa vie administrative et sa vie économique à l'Occident et au siècle des « lumières ». L'arpentage commença en 1747 et la triangulation en 1750. Le calendrier grégorien fut adopté en 1753. Pourvue d'une banque nationale et de manufactures subventionnées par l'État, elle aménageait ses voies fluviales, et construisait des magasins d'abondance pour les années de disette. Originalité enfin dans le domaine intellectuel. Elle avait une triple littérature : latine, suédoise et finnoise. Littérature d'imagination, littérature d'érudition et littérature scientifique, celle-ci abondait en talents dans les domaines les plus divers : mathématiques, astronomie, physique, histoire naturelle, économie politique, médecine, philosophie, histoire, linguistique, ethnographie finnoise, ethnographie laponne, aussi bien que la poésie ou la théologie. A partir de 1771, apparut une presse périodique en suédois, et à partir de 1776 en finnois. L'Université de Turku (Åbo) restait, comme par le passé, le centre de toute cette activité.

Le mal secret dont souffrait le pays était le conflit très net qui mettait aux prises en beaucoup d'endroits les corvéables et l'aristocratie. Il y eut de véritables révoltes à Flimä en 1773 et à Pelgjärvi, Ilomants et Tohmajärvi en 1778 et 1779. Dans tous ces cas, les paysans s'adressèrent d'abord à l'autorité royale avant d'avoir recours à la violence. A cette époque, le roi de Suède était Gustave III, qui, dès 1772, avait restauré son pouvoir dans toute sa plénitude par une sorte de coup d'État. Aussi, était-il de bon ton dans la noblesse et en particulier dans l'armée de se plaindre du « despotisme » royal. Une société politique : l'« Ordre du Walhalla », fut fondée dans cet esprit par un jeune officier et fut bientôt assez importante pour former une section particulière dans chacune des provinces. L'« Ordre du Walhalla » était plus réformateur que révolutionnaire et n'était pas par

lui-même très dangereux. D'autre part, il n'avait rien de spécifiquement finlandais, mais s'adressait aussi bien aux Suédois de Suède. Cependant, peu à peu, un groupe plus restreint à l'intérieur de l'« Ordre » manifesta des tendances séparatistes. Ce fut là l'œuvre de Göran Sprengporten, homme de valeur, ambitieux et disgracié, qui conçut le projet de détacher la Finlande de la Suède pour l'ériger en un État indépendant. Mais pour réaliser son projet, il n'hésitait pas à envisager le concours russe. C'était par avance accepter le protectorat.

Cette politique n'était pas sans précédent. Lors de la dernière guerre russo-suédoise, en 1742, la tsarine Élisabeth avait publié un manifeste adressé aux habitants du grand-duché de Finlande. Elle s'y défendait de vouloir annexer un seul pouce de territoire étranger, mais se proposait bien plutôt comme but de guerre d'aider la Finlande à se libérer et à se détacher de la puissance et de la juridiction de la Suède. Elle pourrait constituer entre les deux pays un État-tampon, « comme une barrière et une frontière », disait le manifeste.

Les intrigues de Sprengporten n'aboutirent pas. Mais l'accueil qu'on leur fit du côté russe détermina Gustave III à la guerre. Les circonstances paraissaient particulièrement favorables. Les forces finlandaises avaient été établies sur un pied très solide. La Russie venait de rompre avec la Turquie (août 1787). Le 12 juillet 1788, la cour de Suède adressait un ultimatum à Catherine II, réclamant la restitution de la Finlande annexée.

61. La conquête russe. — C'était là une grosse imprudence. Les opérations militaires traînèrent en longueur et furent assez rapidement interrompues. Un vent de révolte soufflait sur l'armée suédo-finlandaise. Sur le chemin de la retraite, un corps d'armée parvenu au village d'Anjala y prit des résolutions extrêmes. Les con-

jurés. de l'« Union d'Anjala » affichaient comme intention avouée la volonté d'imposer la paix avec la Russie. Dans la pensée des meneurs, celle-ci ne devait être qu'une étape vers l'indépendance totale du pays. Un des conjurés fut dépêché à la tsarine pour lui exposer ce programme. Mais il échoua piteusement dans sa mission. Il avait eu la naïveté de réclamer en faveur de la Finlande indépendante la restitution des territoires annexés en 1742 par la Russie. D'autre part, la trahison des officiers provoqua un mouvement d'indignation patriotique dans tout le pays, qui se traduisit par un renforcement du loyalisme envers le roi. Aussi, dans les dernières années de Gustave III, la puissance suédoise paraissait-elle consolidée. En réalité, les ambitions russes étaient éveillées et n'attendaient qu'une occasion pour se manifester.

Le roi Gustave IV se trouvait en Allemagne, aux eaux de Bade, en 1803, lorsque fut fusillé le duc d'Enghien. Cet événement frappa vivement son esprit, enclin à un certain mysticisme religieux et politique. Il vit en Napoléon une sorte de monstre apocalyptique contre lequel le devoir de tous les souverains était de s'unir. Il entra dans la coalition de 1805 et se trouva en assez mauvaise posture par la suite. A Tilsitt, Alexandre s'engagea à rompre avec l'Angleterre et à faire rentrer le Danemark et la Suède dans le système continental. Le tsar était disposé à interpréter à sa manière ces stipulations. En février 1808, il envahissait la Finlande. Au printemps de 1809, les Russes avaient pris nettement le dessus. Le 17 septembre, la paix consacrait leur victoire, en faisant passer la totalité du pays sous leur domination. L'article VI du traité promettait aux Finlandais le libre exercice de leur culte, et garantissait leurs propriétés et leurs privilèges, consacrant ainsi les promesses que le tsar avait déjà solennellement faites aux États.

III. — RÉFORMES ET ABSOLUTISME

62. Alexandre I^{er}. — C'était le 24 mars 1801, à la suite d'une tragédie de palais dont le metteur en scène avait été le ministre Pahlen, un « baron balte », qu'Alexandre I^{er} avait commencé son règne. Ce personnage étrange possédait « un idéalisme de surface sur un fond de politique qui s'ignore » ; c'était « l'homme qui devait porter le plus de charme dans la ruse et le plus de sensibilité dans le réalisme des affaires » (Albert Sorel).

L'opinion publique éprouva lors de cet avènement un enthousiasme qui n'était pas feint. Il semblait que le nouveau tsar dût inaugurer une ère de bonheur universel. Chez les nobles, l'anglomanie était teintée de libéralisme. Chez les bourgeois et même chez les paysans, on sentait l'influence de la Révolution française.

63. L'abolition du servage en Estonie et en Lettonie. — C'est dans cette atmosphère renouvelée, que se produisit un incident peu important en lui-même, mais très significatif : les révoltes paysannes de 1802 en Lettonie. Le signal des révoltes fut un oukase dont le sens fut mal compris. Le bruit courait que les paysans russes à Saint-Pétersbourg étaient libérés du servage. Les paysans soupçonnaient les barons de leur cacher la vérité. La sédition dont le centre était le village de Kaugurmuiža dura trois jours ; 2 à 3 000 paysans y participèrent.

Le gouverneur de Livonie notait à cette occasion dans son rapport au ministre de l'Intérieur des faits curieux :

« Le dit Johansons a déclaré pendant l'interrogatoire qu'il a lu deux fois les journaux par semaine et qu'il savait bien ce qui se passait en France... Il faut dire que les paysans lettons supportent avec répugnance le servage..... Si, en vérité, il était possible de leur donner la liberté ce ne serait pas encore suffisant pour eux et ils demanderaient même la terre et les fermes qui appartiennent aux nobles. Ces prétentions, les paysans les fondent sur leurs anciennes traditions... ».

Cependant, du côté des propriétaires fonciers sévissait une sérieuse crise économique. L'idée d'une réforme de la condition des paysans qui améliorerait le sort de toute l'agriculture gagnait des partisans même chez les barons. De là sortit un projet de loi adopté par la Diète de Livonie en 1803, et promulgué par le gouvernement russe en 1804.

La loi de 1804 maintenait le servage, mais en le définissant d'une façon précise. Elle supprimait le trafic des paysans. Ceux-ci ne pouvaient plus être mis en gage ou cédés sans terre. Les prestations étaient établies d'après le modèle de 1688 qui, on s'en souvient, proportionnait la corvée à la valeur des terres possédées par le tenancier. La charge du paysan était d'ailleurs beaucoup plus lourde qu'à l'époque suédoise.

Il y eut en 1805 de nouveaux troubles, cette fois en Estonie. Dès 1809, le gouvernement russe demanda à la noblesse une revision des corvées et des redevances. Les barons se rendaient compte qu'ils seraient acculés de concession en concession, pris qu'ils étaient entre les aspirations de la masse rurale et l'autorité du tsar. Ils crurent habile de proposer l'abolition du servage. Le tsar les prit au mot. En 1816, le servage était aboli en Estonie. En 1817, c'était le tour de la Courlande, et en 1819, de la Livonie.

Il peut paraître paradoxal, il est néanmoins rigoureusement exact, de dire que cette réforme tant attendue profita tout d'abord aux nobles et, souvent, aux dépens des paysans. Le servage était aboli. Le paysan était libre de ses mouvements, sous certaines restrictions (ce n'est qu'à partir de 1830 qu'il put prendre domicile à la ville). Il disposait désormais des biens qu'il pouvait acquérir. Mais, en attendant, il était dépouillé de toute terre. Les nobles obtenaient des droits complets de propriété sur la totalité du domaine, toute tenure paysanne étant supprimée. Les relations des paysans et des nobles

étaient réglées par les règles ordinaires du droit : de « libres contrats » liaient, seuls, des parties juridiquement égales. Mais cette égalité juridique était toute théorique et pratiquement illusoire, en présence d'une formidable inégalité économique. Les paysans étaient forcés d'accepter des contrats de fermage à courte échéance qui comportaient souvent des clauses plus rigoureuses que les anciens règlements. Enfin le droit de correction subsistait : par une singulière contradiction, le noble conservait son caractère de magistrat au moment où il cessait complètement d'en exercer les fonctions, car il n'était plus responsable du paiement des impôts par ses tenanciers.

64. Le libéralisme administratif. — En pays lituanien, l'avènement d'Alexandre avait amené une amélioration notable des rapports entre la population et les autorités. Les persécutions des Uniates avaient pris fin. Beaucoup de confiscations avaient été annulées. Le libéralisme du nouveau tsar se manifesta surtout en matière d'enseignement. L'Université de Vilnius reçut comme curateur Adam Czartoryski, dont le nom seul était une garantie pour la culture polono-lituanienne. En 1813, réorganisée, elle devint le centre de l'enseignement dans les huit gouvernements lituaniens et ruthènes. On créa un lycée modèle et de nombreuses écoles.

Cet esprit nouveau semblait particulièrement favorable au maintien de bonnes relations entre la Russie et la Finlande. Dès 1809, avant la fin de la guerre, le tsar avait réuni les États à Porvoo (Borga). Le 27 mars, Alexandre faisait lire un « acte d'assurance » de nature à calmer toute appréhension :

« Un hasard providentiel nous ayant amené à prendre possession du grand-duché de Finlande, nous avons voulu que par ce moyen la religion et les lois fondamentales du pays fussent fortifiées et affermies y compris les privilèges et les franchises dont ont joui jusqu'ici conformément à la constitution chaque

État en particulier et tous les habitants du grand-duché en général, aussi bien les plus humbles que les plus élevés en dignité, et nous promettons solennellement de maintenir fermement et sans changement dans toute leur vigueur tous ces privilèges et toutes ces lois. »

Les questions militaires, fiscales, monétaires et administratives étudiées par les États donnèrent lieu à des propositions qui, plus ou moins amendées, furent traduites en ordonnances et en règlements par le gouvernement russe. Dans l'ensemble, l'opinion finlandaise recevait satisfaction. Et le tsar savait trouver les mots qu'il fallait pour lui plaire, lors même qu'il n'attachait peut-être pas à ces mots la même portée que ceux qui les entendaient. Lors de la séance de clôture des États, il n'hésitait pas à évoquer ce « noble et loyal peuple » de Finlande « élevé dans l'avenir au rang des nations, sous la protection de ses lois ». La sincérité d'Alexandre à cette époque n'est guère douteuse. Sa pensée était de pratiquer loyalement avec la Finlande l'« union personnelle » comme avec la Pologne. L'administration du pays était confiée à un conseil de gouvernement pour le recrutement duquel les États de 1809 avaient présenté des candidats. Le 21 février 1816, ce conseil recevait le nom de « Sénat de Finlande », ce qui marquait fortement l'analogie de ce corps avec le Sénat de Russie, mais aussi avec le Sénat de la « Pologne du Congrès ». Empereur de Russie, Alexandre entendait être en même temps, mais d'une manière nettement distincte « roi de Pologne » et « grand-duc de Finlande ».

Cependant, même pendant cette période, qu'on peut appeler la période libérale du règne d'Alexandre, les esprits perspicaces pouvaient discerner les débuts des difficultés et les germes des malentendus qui devaient amener bientôt un changement d'attitude radical de la part du tsar. En dehors du « Sénat » composé presque

exclusivement de Finlandais et siégeant dans le pays, avait été créé un « comité des affaires finlandaises » dont les membres étaient des fonctionnaires russes et qui siégeait à Saint-Pétersbourg. Or, la tendance qui mena dans la seconde moitié du siècle à la « russification » était déjà sensible à cette époque chez beaucoup de hauts fonctionnaires. Une telle tendance soulevait une légitime inquiétude. Dès 1809, les représentants des paysans et du clergé aux États avaient émis des vœux pour le maintien du suédois comme langue officielle. L'exemple de la Finlande annexée (Carélie, région de Viipuri), dont la situation était loin d'être satisfaisante, donnait aussi à réfléchir. Un résultat décisif fut obtenu à cet égard en 1812, date à laquelle elle fut réunie au grand-duché. Mais le transfert du siège du gouvernement de Turku à Helsinki, qui fut en partie la conséquence de cette réunion, la vieille ville finnoise étant vraiment trop éloignée de la Carélie, montrait aussi le désir des Russes de donner à la vie du pays un aspect nouveau et leur hardiesse à rompre avec des traditions vénérables. Lorsque, dans l'été de 1819, Alexandre visita la Finlande, il recueillit les témoignages de sympathie les plus sincères. A la même époque, les hommes politiques finlandais envisageaient la convocation des États qui n'avaient pas été réunis depuis 1809. Le tsar, qui ne faisait pas d'objection de principe à cette convocation, ne se décida pourtant pas à l'ordonner.

En Lituanie, il s'était dérobé de bonne heure. Il avait toujours refusé de rattacher au Royaume de Pologne (la « Pologne du Congrès »), les pays lituaniens et ruthènes annexés au XVIII^e siècle. Et si cette attitude eut peut-être indirectement pour l'avenir de ces pays des conséquences heureuses en évitant l'absorption totale de leur nationalité par l'élément polonais, il ne faut y voir, du côté russe, qu'un désir d'assimilation complète au reste de l'Empire. Quant à l'octroi d'un régime cons-

titutionnel, sans refuser positivement d'envisager la question, le tsar l'ajourna indéfiniment. Lorsque le Royaume de Pologne eut obtenu sa charte, les Lituaniens et les Ruthènes envoyèrent à Saint-Pétersbourg une délégation qui reçut en réponse : « J'ai besoin de confiance, ne me compromettez pas devant les miens. Ne touchez pas à une corde trop sensible ». Ce besoin de ménager l'opinion russe peut paraître surprenant, il était pourtant réel, mais il servait aussi à masquer un refus.

65. Les débuts de la réaction. — Si on examine de près la politique d'Alexandre pendant les années précédentes, et tenu compte de son caractère à la fois fuyant et influençable, le revirement psychologique qui sembla se produire chez lui entre 1819 et 1822 n'a rien de miraculeux. Inventeur de la Sainte-Alliance, il subit de plus en plus l'influence de ses partenaires prussiens et autrichiens, d'esprit étroitement conservateur. Or, vers 1820, le réveil des tendances nationales et libérales dans l'ensemble de l'Europe était de nature à les inquiéter. En Finlande, le mouvement littéraire prenait une teinte patriotique assez curieuse. Le mot de « Fennomanie » commençait à avoir une valeur politique. Le docteur Adwirdson, de l'Université de Turku, était l'homme qui exprimait le mieux ces tendances. Dès 1820, il publiait dans un journal de Stockholm des articles sur la Finlande, qui attiraient sur lui la suspicion du vice-chancelier de l'Université Aminoff. A quelque temps de là, le journal qu'il publiait à Turku était interdit. En 1822, à la suite d'un article satirique publié dans la revue *Mnemosyne*, il fut chassé à perpétuité de l'Université par un simple rescrit impérial. Deux professeurs furent chassés, à la même époque, de leur chaire, pour raison politique : Afzalius qui enseignait le Droit et J. Bonsdorff qui enseignait le grec et les langues orientales.

Mais plus décisives encore pour la nouvelle orienta-

tion de la politique russe furent les manifestations du nationalisme polonais. On trouvait à l'Université de Vilnius plusieurs associations d'étudiants, littéraires en principe, mais qui s'occupaient aussi de politique, s'inspirant de l'exemple des associations d'étudiants allemands : c'étaient les « Rayonnants », les « Philomates », les « Philarètes ». Peu importantes en elles-mêmes, ces associations étaient d'autant plus suspectes que le gouvernement russe sentait une opposition de plus en plus nette se réveiller dans le Royaume de Pologne. La diète polonaise, réunie pour la première fois en 1820, avait surtout fait entendre des plaintes et des réclamations. Alexandre mécontent voulut tout de suite revenir sur les libertés qu'il avait accordées. L'intervention de l'ambassadeur d'Angleterre et de Pozzo di Borgo l'en empêcha momentanément. Cependant, tout un réseau de sociétés secrètes se répandit dans le pays, aussi bien en Lituanie et en Volhynie, que dans le Royaume et en Galicie. La principale fut la « Société nationale patriotique », fondée à Varsovie en 1821 par Valérien Lukasinski. La police ayant découvert en 1824 ladite société, Lukasinski fut envoyé au bagne. Entre temps, la persécution s'était abattue sur l'Université de Vilnius. Le 3 mai 1824 était le jour anniversaire de la Constitution de 1791. Ce jour-là, le jeune Michel Plater, élève au gymnase, âgé de 14 ans, écrivit sur un tableau noir quelques vers en l'honneur de cette constitution. Le principal du gymnase et le recteur furent arrêtés. Plater fut enregistré de force. On s'en prit aussi aux étudiants. On arrêta le chef des « Philarètes », Thomas Zaw, et beaucoup d'autres, dont l'illustre Mickiewicz. La plupart furent déportés en Sibérie ou incorporés dans l'armée. Le 24 août, un oukase destituait plusieurs professeurs. A partir de ce moment, une véritable terreur policière régna partout. On surveillait les enfants en classe, à l'église, en ville,

chez eux. Les autorités universitaires furent changées : on nomma un nouveau recteur et Czartoryski fut remplacé dans ses fonctions de curateur par Novosiltov, l'âme damnée de la réaction.

66. Nicolas I^{er}. — En décembre 1825, après la mort d'Alexandre, son second frère Nicolas lui succéda, non sans avoir dû réprimer l'insurrection des « décabristes ». Le souvenir de cette insurrection le hantera durant tout son règne. Mais il n'avait pas besoin de cet événement pour être conservateur. Élevé sous une direction allemande, marié à une princesse prussienne, toutes ses sympathies allaient à la cour de Berlin dont il admirait la discipline. Il se complaisait avant tout au spectacle des parades militaires qui formaient, au témoignage d'un de ses intimes, « ses seules et véritables joies ». Il se faisait une conception étroite et très terre à terre de la morale réduite à l'obéissance, de la religion réduite au maintien de cette obéissance, et de la politique réduite à l'autocratie. Si Alexandre avait été l'homme des nuances équivoques, son successeur était d'une simplicité rigide.

Dès 1826, s'était reconstituée une société secrète à Varsovie, l'« Union des enseignes ». La révolution française de 1830 donna une nouvelle impulsion au mouvement, qui aboutit en novembre à la révolte ouverte. Lorsque la Diète eut proclamé la déchéance de Nicolas, l'insurrection s'étendit à la Lituanie comme à la Volhynie et à la Podolie. Le 5 mai 1831, la Diète vota une loi rétablissant la Pologne dans ses anciennes frontières.

Du point de vue de la masse de la population lituanienne, ces événements n'avaient pas du tout la portée qu'on serait tenté de leur attribuer. La révolte avait été le fait d'une classe sociale très limitée, cette couche superficielle de l'aristocratie, de la bourgeoisie et du clergé qui, « polonisée », se sentait polonaise. Le mouvement avait été tout politique. La diète de Varsovie s'était contentée

de permettre aux tenanciers des domaines de la couronne de se racheter de la corvée par une redevance. C'était trop peu pour entraîner le paysan.

La réaction qui suivit fut impitoyable, et laissa en Lituanie des traces durables. Elle s'attaqua à l'enseignement, à l'Église catholique et à la noblesse. Or, tout en rendant le régime russe odieux à tous, elle contribua indirectement et involontairement, mais d'une manière certaine, à libérer la Lituanie de l'influence polonaise. En faisant table rase, elle permit à la renaissance lituanienne de grandir peu à peu dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

En 1832, l'Université de Vilnius fut fermée. Son enseignement fut transféré à Kiev. Puis ce fut le tour de l'enseignement secondaire et primaire. Le russe y devint la langue obligatoire. Le nombre des écoles tomba de 394 à 92. L'enseignement religieux orthodoxe donné par l'instituteur y fut seul toléré. Les familles de paysans aisés qui voulaient y échapper, ou qui trouvaient les établissements publics trop éloignés, en furent réduites à se cotiser pour avoir à domicile des maîtres privés. Les plus pauvres demeurèrent dans la plus profonde ignorance. Cependant, cette persécution atteignait surtout la langue et l'enseignement polonais. Ramené dans les familles, l'enseignement y prit un caractère beaucoup plus lituanien.

La persécution religieuse souleva des résistances plus vives encore, mais ne fut pas non plus sans résultat. Elle s'attaqua surtout, conformément à la tradition et aux préjugés russes, à l'Église uniate. Elle trouva l'appui d'un renégat dans la personne de Siemaszko, évêque de Brest-Litovsk. On persécuta particulièrement les prêtres pour les amener à défection. On tenait d'autant plus à ce résultat que c'était le clergé qui, avec la noblesse, avait dirigé le mouvement de 1831. Du reste, les Russes sa-

vaient mêler à la violence les séductions corruptrices. Plus d'un prélat se laissa tenter et montra une singulière complaisance envers la politique du tsar. De 1830 à 1835, trois millions et demi de catholiques devinrent orthodoxes. En 1839, le gouvernement russe crut pouvoir frapper un coup décisif. Il supprima purement et simplement l'Église uniate. Les biens des paroisses et des couvents furent distribués aux églises orthodoxes. On procéda à des conversions forcées. Il y eut des excès. Si certains ont été exagérés par la légende, comme ceux qu'auraient subis les Basiliennes de Minsk, d'autres ne sont que trop prouvés. Cependant, au bout de quelque temps une accalmie survint. En 1847, un concordat était conclu avec le Saint-Siège.

La troisième victime de Nicolas I^{er} fut la szlachta. Ses membres furent déportés en masse. En novembre 1831, 5 000 familles de Podolie furent envoyées au Caucase. En avril 1832, 45 000 familles appartenant à divers gouvernements furent envoyées les unes dans la Russie du Sud, les autres dans les régions de la Volga. En même temps, on procédait à une confiscation en masse des biens. Le tsar n'abattit pas toute opposition, mais il réussit ainsi dans une large mesure à « dépoloniser » le pays. Sans le savoir, il contribuait au triomphe final des nationalités. L'hostilité de Nicolas contre la noblesse polonaise le conduisit même à favoriser contre elle les paysans. Après 1840, les règles dites « d'inventaire » furent édictées, non seulement dans les pays ukrainiens, mais aussi en Russie Blanche et en Lituanie. Elles tendaient à réglementer les redevances sur la base d'une évaluation des tenures. Elles prirent un caractère de plus en plus favorable aux tenanciers.

En contraste avec l'autocratie qu'il montrait dans les pays polono-lituanien, le tsar fit preuve d'une étonnante modération en Finlande. Dans l'ensemble, les promesses

d'Alexandre I^{er} furent tenues. La diète ne fut pas convoquée, et la Finlande n'eut pas de vie constitutionnelle. Mais les droits traditionnels et l'autonomie du pays furent respectés. Les gouverneurs russes se contentèrent de surveiller de près tout ce qui pouvait s'écrire ou s'imprimer. Ils crurent habile, pour combattre l'influence suédoise, de favoriser les écrivains et les érudits qui s'efforçaient de mettre en honneur le finnois. Ici encore, ils travaillèrent, sans s'en douter, pour la liberté.

En Estonie et en Lettonie, c'est-à-dire dans le vieux pays des barons « baltes », aucun conflit n'était à craindre entre l'aristocratie et l'autorité sous un tsar dont la formation première était allemande et dont les sympathies allemandes et conservatrices n'étaient pas douteuses. A la suite d'une série de mauvaises récoltes, il y eut en 1841 de très graves troubles paysans. La répression en fut impitoyable. Mais la noblesse et le gouvernement se trouvèrent d'accord pour tenter une nouvelle réforme. La loi de 1849, véritable Constitution agraire qui resta en vigueur jusqu'en 1920, présentait un système très compliqué, dont le but avoué était de favoriser la création d'une classe de petits propriétaires par rachat de la part des fermiers. Ce droit resta du reste longtemps théorique. En 1861, 209 fermiers seulement en avaient fait usage, c'est-à-dire 0,5 % de la masse des fermiers « à bail », masse qui ne représentait pas 30 % de la population paysanne. Le reste, véritable prolétariat de journaliers agricoles, continuait à mener une vie très voisine de celle des anciens corvéables.

67. Alexandre II. — La guerre de Crimée et la mort de Nicolas I^{er} survenue pendant la guerre, à la fin de l'hiver 1855, marque ce qu'on est convenu d'appeler un tournant de l'histoire russe. Il y a, entre la destinée du successeur de Nicolas et celle de son homonyme Alexandre I^{er}, des analogies curieuses. Tous les deux ont inauguré leur règne par

une période de libéralisme. Tous deux l'ont fini en pleine réaction. On peut sans exagération trouver là une preuve des tares congénitales du régime russe.

L'œuvre essentielle d'Alexandre II fut l'abolition, en 1861, du servage sur tout le territoire de l'Empire. De même que les réformes d'Estonie et de Lettonie, faites au début du siècle, cette dernière n'améliora le sort du paysan qu'à la longue. Le problème était toujours de lui donner de la terre. Cependant la question avait fait déjà de grands progrès en 1861. La loi prévoyait des prêts consentis par l'État qui, par l'intermédiaire des communautés rurales, permettraient aux paysans d'acquérir des parcelles qui devaient leur être obligatoirement cédées. Cette mesure eut une influence heureuse, même en Livonie, où la réforme n'avait pas d'application, puisque le servage y était déjà théoriquement aboli. Les nobles craignant que la législation nouvelle n'y fût étendue, préférèrent vendre spontanément. De 1865 à 1875 on compte qu'ils se débarrassèrent ainsi de 12 000 fermes qui passèrent entre les mains de leurs tenanciers. Dans la suite, les progrès faits dans ce sens furent assez lents, mais continus.

Alexandre II dut réprimer l'insurrection polonaise et lituanienne de 1863. Mais pas plus que les révolutionnaires de 1831, ceux de 1863 ne surent soulever les masses paysannes, notamment en Lituanie. On eut beau voter des réformes à Varsovie, réformes qui parurent singulièrement timides à côté de la réforme russe, le paysan ruthène ou lituanien ne vit dans les affaires de Pologne qu'une question polonaise. Seule la région de Kaunas manifesta quelque ardeur, encore était-ce surtout, semble-t-il, par ferveur catholique. Une fois de plus, la réaction s'attaqua au polonisme, c'est-à-dire au clergé polonais, à la noblesse polonaise et à la langue polonaise. Cependant Muraviev, « le pendeur », entre autres mesures

de répression édicta l'interdiction d'imprimer aucun livre lituanien en caractères latins, ce qui atteignait également dans ses efforts naissants le mouvement national spécifiquement lituanien.

IV. — LE MOUVEMENT ÉMANCIPATEUR ET LA POLITIQUE DE RUSSIFICATION

68. Le conflit idéologique. — La seconde moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e verront se heurter deux forces antagonistes. L'une vient du réveil des nationalités, l'autre du désir de centralisation et d'unification de toutes les parties de l'Empire manifesté par l'opinion russe. L'une et l'autre, avant d'être des réalités politiques, ont eu vie dans les milieux intellectuels et ont été, dans toute la force du terme, des idéologies. La pensée d'Herder, qui liait la vie spirituelle de chaque peuple à l'idée d'une communauté nationale définie par sa langue et son folk-lore, trouva toute sa signification à une époque de renaissance des sciences historiques, qui fut aussi celle du développement des sciences d'érudition linguistiques aussi bien qu'archéologiques. Mais si cette idée pouvait conduire à libérer les nationalités de l'Empire du joug tsariste, elle pouvait tout aussi bien conduire à désirer le triomphe en tout lieu de la langue russe, de l'esprit russe, de la coutume russe, bref à une politique de « russification ».

69. La renaissance finnoise. — Nous avons déjà eu l'occasion de signaler la « Fennomanie ». Celle-ci ne pouvait que gagner du terrain à mesure que le passé de la Finlande était mieux connu et que la vie intellectuelle pénétrait jusque dans les masses populaires. A la fin du siècle, si beaucoup de Finlandais étaient bilingues, il en restait plus de 2 000 000 dont la langue maternelle était le finnois, contre 3 à 400 000 parlant normalement

le suédois. La langue suédoise était la langue de la bourgeoisie libérale. De son côté, la langue finnoise n'était pas seulement celle de la masse des paysans et des habitants de la forêt, elle avait l'appui du clergé et de l'aristocratie foncière qui y voyait un élément de traditionalisme social et religieux. Mais pour en arriver là, il avait fallu passer par bien des étapes.

Suivant les traces du grand érudit Porthan qui, dès le XVIII^e siècle, avait mis à la mode l'étude des antiquités finnoises, une nouvelle génération multiplia les efforts dans ce sens. En 1826, Gustave Renvall publiait un dictionnaire finnois-latin. En 1831, était fondée la « Société de littérature finnoise » (Finska Litteraturfällskap) qui devint le centre de toutes les recherches dans cet ordre d'idées. Le secrétaire en fut l'illustre Lönnrot. Tout jeune encore (il était né en 1802), celui-ci était professionnellement destiné à la médecine. Mais on sait qu'il se passionna pour une autre œuvre : recueillir les chants populaires. Le « Kalevala », qui sortit de là, fut publié par la Société de littérature finnoise. A une séance anniversaire de la mort de Porthan, le 16 mars 1842, Gabriel Rein définissait ainsi les buts de la Société :

« Puisse chacun, par sa parole, par son action et par ses écrits travailler pour atteindre le but commun, notamment pour la propagation et les progrès de la culture nationale, puisse chacun consacrer sa force au peuple, des rangs duquel il est sorti, alors viendra le jour pour une nouvelle génération, où le parler finnois prendra place parmi les langues de civilisation du monde. »

Ce programme était singulièrement dépassé par celui de Johan Wilhelm Snellmann (1806-1881). Disciple de Hegel, il l'était aussi de Fichte. Pour Snellmann, la nation, unité et entité spirituelle, possédait dans sa langue le moyen d'expression naturel de la communauté de sentiment et de tradition qui devait exister

entre tous ses membres. Dans ces conditions, l'existence de deux langues de civilisation au sein d'une même nation était une absurdité. Logiquement Snellmann était conduit à proscrire le suédois, dont il était pourtant forcé de se servir pour faire connaître ses idées.

A la même époque, un grand effort était fait pour donner un contenu concret à ces théories. La Société de littérature finnoise essayait de créer une littérature moderne. Un certain nombre d'œuvres étrangères furent traduites en finnois. Ahlquist, professeur de langues et littérature à l'Université d'Helsinki, commençait à se faire connaître par ses poésies finnoises. En même temps naissaient plusieurs journaux finnois : le « Maamiehen ystävä » (l'Ami du cultivateur) fondé par Snellmann, le « Suomalainen » (le Finnois), le « Suometar » qui trouva vite une large diffusion dans la masse campagnarde. En dépit des interdictions de la censure, ce mouvement ne devait plus s'arrêter.

70. La renaissance estonienne. — Quoique la renaissance littéraire estonienne ait été dans l'ensemble beaucoup plus tardive que celle de la littérature finnoise, dès la première moitié du siècle elle donnait des œuvres originales, utilisant le travail accompli par les grammairiens du XVIII^e siècle, Thor Helle et Hupel, qui avaient fixé les grandes lignes de la langue. Dans les « Beiträge » consacrés par l'Allemand Rosenpläter au peuple estonien, Peterson publiait des pièces de vers. Masing écrivait des livres populaires. Le pendant de la Société de littérature finnoise fut la « Gelehrte ehstnische Gesellschaft ». En 1857 était fondé par Jansen le premier journal « Perno Postimees » (le Postillon de Pärnu). Mais son importance fut de beaucoup dépassée par le « Sakala » de Jakobson. Celui-ci y attaquait les privilèges des « barons baltes ». Cette polémique eut un immense retentissement. Le fondateur du « Postimees », Jansen, était aussi l'or-

ganisateur des chorales populaires, dont les réunions, comme celle de Tartu en 1869, constituaient d'importantes manifestations et contribuaient à la formation d'un sentiment national estonien.

71. La renaissance lettone. — Ce que Helle et Hupel avaient été pour l'Estonie du XVIII^e siècle, les deux Stender, père et fils, le furent à la même époque pour la Lettonie. Mais ils ne se contentèrent pas de donner à la langue lettone une grammaire et un dictionnaire, et de traduire en letton des œuvres didactiques, ils firent une certaine place à la littérature d'imagination. Stender le père écrivit des poésies, les premières poésies lettones de caractère profane, le fils traduisit du danois et fit représenter une comédie, et ce fut la première représentation théâtrale en langue lettone. La première moitié du XIX^e siècle fut marquée par une grande activité où, à côté de quelques œuvres originales, on trouve surtout d'assez nombreuses traductions d'œuvres étrangères. Mais c'est vers le milieu du siècle seulement que les premiers résultats décisifs furent obtenus et que le mouvement littéraire prit un caractère national sous l'impulsion de Krišjānis Valdemars (1825-1891), d'Atis Kronvalds (1837-1875) et de Juris Allunans (1832-1864).

Valdemars, dès 1855, étant étudiant à Tartu, exhortait ses camarades lettons à se séparer des Allemands. Fondateur du journal *Peterburgas Avīzes* (*Les Avis de Saint-Petersbourg*), il y attaqua les barons baltes et défendit l'idée d'une renaissance lettone. Il trouva du reste un appui assez complaisant de la part des autorités russes. C'est sous son inspiration que Krišjanis Barons rassembla environ 35 000 « dainas » (chansons lettones), qui formèrent un recueil de huit volumes imprimés par l'Académie des Sciences de Saint-Petersbourg. Atis Kronvalds, instituteur et publiciste, défendait des idées analogues sur un plan plus strictement intellectuel : plutôt que de

viser à des réformes économiques, il s'agissait de libérer le peuple par la diffusion de l'instruction. Juris Allunans fut surtout un traducteur et un créateur en matière de langue. A l'occasion de ses traductions d'Horace, de Schiller, de Goëthe, de Pouchkine, il enrichit le vocabulaire d'un grand nombre de mots nouveaux dont beaucoup restèrent dans le langage courant. Enfin, un écrivain mort à quarante ans, Juris Maters (1845-1885), faisait en quelque sorte la synthèse de toutes ces tendances et de tous ces efforts en essayant de leur donner une valeur pratique et une signification politique. Il essaya d'atteindre les campagnes. Il créa un journal qui, sous les apparences d'un périodique agricole, le « Baltijas Zemkopis » (L'Agriculteur balte), fut un organe d'opposition. Il traduisait le Code civil de Courlande et de Livonie en letton. A Riga, se fondait la « Société lettone » qui, avec ses diverses commissions, formait un véritable Institut national.

72. La renaissance lituanienne. — Avant 1860, étudier la langue lituanienne et l'écrire étaient le fait de quelques curieux. Le seul auteur né en Lituanie qui jouit alors d'une renommée européenne, Mickiewicz, écrivait en polonais. Les seuls périodiques lituaniens existants étaient des feuilles de propagande protestante, imprimées en Prusse.

L'abolition du servage ouvrit les portes des Universités russes aux Lituaniens. Il s'y forma des associations d'étudiants qui furent des foyers actifs de nationalisme. D'autre part, une assez forte émigration amena la formation à l'étranger de colonies importantes qui, libres de se livrer à la manifestation de leurs idées, eurent les moyens financiers nécessaires pour leur assurer une large publicité.

Les années 1879-1885 furent décisives. En 1879, fut fondé à Kœnigsberg le premier journal vraiment natio-

nal, le « Keleivis » de Frederic Kurschatt. La même année naissait la « Litauische litterarische Gesellschaft », société scientifique qui avait à vrai dire un caractère assez allemand. Une autre société « Birute » fut fondée en 1885.

Entre temps, le grand patriote Basanavičius avait commencé son apostolat. Il avait fait ses études de médecine à l'Université de Moscou. Les étudiants lituaniens s'y passaient sous le manteau un périodique patriotique : l'« Aušra » (l'aurore), qu'ils éditaient par le procédé rudimentaire de l'« hectographie ». Réfugié à Tilsitt, Basanavičius y reprit ce même titre qu'il donna à une revue mensuelle.

« L'« Aušra » ouvrit une ère nouvelle dans l'histoire du mouvement lituanien... C'était comme un appel de clairon à l'âme prisonnière de la Lituanie sonnait le rassemblement des meilleures forces de la nation en vue de la bataille. » (Harrison).

L'exemple donné par Basanavičius fut imité par toute une série d'émules. En quelques années naissaient 7 almanachs et 25 périodiques en langue lituanienne. Ces écrits étaient distribués dans des centres spéciaux, le long de la frontière germano-russe. Des « colporteurs de livres », souvent de simples paysans, se chargeaient de les introduire en Russie, au risque d'être déportés en Sibérie.

Dès 1879, avait paru à New-York la « Gazieta Lietuviška » (Gazette lituanienne). A partir de 1885, se multiplièrent aux États-Unis les journaux lituaniens. En Angleterre parut à partir de 1899 le « Vaidelyte ».

En Lituanie russe, de simples prêtres osèrent prêcher en lituanien. Les évêques de Vilnius furent jusqu'en 1890 des polonophiles avérés. Sous l'évêque Zwieronicz, fut dressée la liste des « litwomany », c'est-à-dire des prêtres qui parlaient en chaire la langue de leurs ouailles. Ils furent l'objet de brimades. La cause du nationalisme

lituanien apparaissait comme de plus en plus distincte de celle du nationalisme polonais.

73. Le germanisme : Dorpat. — La culture allemande brilla, au cours du XIX^e siècle, d'un vif éclat en pays baltique. Le centre en fut incontestablement l'Université de Tartu, connue alors sous son nom germanique de Dorpat. Le tsar Alexandre I^{er} avait rouvert l'Université, qui fut plus spécialement destinée aux provinces d'Estonie, de Livonie et de Courlande. La langue employée dans l'enseignement était l'allemand et les professeurs étaient soit des Allemands des provinces baltiques, soit des Allemands venus d'Allemagne. En 1863, un statut nouveau fut édicté pour toutes les Universités russes. Mais l'Université de Tartu s'efforça de conserver le sien, de façon à maintenir son caractère germanique. La situation de l'Université n'en fut pas moins très prospère et son développement fit d'elle une force sociale.

« En 1850, la Faculté de philosophie fut dédoublée en Faculté d'histoire et de philologie et en Faculté de physique et de mathématique... En 1840-1842 fut fondée la clinique de gynécologie, en 1867 celle d'ophtalmologie, en 1874-1875 celle de chirurgie, en 1880 celle des maladies mentales, en 1887-1888 l'institut de physiologie et de pathologie. Quant à ses professeurs, certains acquirent une grande renommée, tels les théologiens A. K. v. Oettingen, M. v. Engelhard, le physiologue A. Schmidt, le chirurgien E. v. Bergmann, le psychiatre E. Kraepelin, le pharmacien J. G. Dragendorf, les astronomes Fr. v. G. W. Struve et J. H. Mädler, le chimiste Charles Schmidt, le botaniste K. Fr. Ch. Ledebour, etc... Le nombre des étudiants, qui en 1802 n'était que de 46, s'élevait en 1821 à 309, en 1865 à 594 et au commencement de la période de russification à 1 812. » (Villicourt).

74. La russification. — Les origines de la politique de russification sont à chercher chez un groupe d'écrivains qu'on appelait en Russie vers le milieu du XIX^e siècle les « slavophiles ». C'est aux environs de l'année 1830, à Moscou, que se formèrent les éléments de la doctrine.

Pour les slavophiles, la vie religieuse est l'élément essentiel de la vie des peuples. La Russie, convertie au christianisme par Byzance, est profondément différente de l'Europe Occidentale. Cette différence, loin d'être une marque d'infériorité est, au contraire, non seulement une preuve d'originalité, mais l'indice d'une plus réelle valeur spirituelle : elle correspond à une jeunesse et à une puissance de renouvellement que l'Occident, enfermé dans un christianisme tout formel et victime d'un rationalisme étroit, ne peut plus posséder. A cette époque, les slavophiles pouvaient passer pour libéraux. En effet, ils admettaient que, dans le passé, le peuple russe avait joui d'une grande indépendance d'opinion. Cependant, par son mysticisme national autant que par son fanatisme orthodoxe, leur doctrine se prêtait à devenir la base d'une politique conservatrice et centralisatrice.

Jusqu'en 1881, ces idées n'influencèrent les milieux gouvernementaux que d'une manière épisodique. Encore cette influence ne fut-elle sensible que dans l'administration des pays lituaniens et polonais. La persécution du clergé uniate aussi bien que l'interdiction d'imprimer en caractères latins n'étaient pas des faits étrangers à l'état d'esprit « slavophile ». Mais le gouvernement russe n'avait pas encore cherché à mettre partout et systématiquement en application la formule : un tsar, une église, une langue. En Lettonie et en Estonie, elle devait, du reste, se heurter à la résistance des germano-baltes et ceux-ci étaient puissants à Saint-Pétersbourg. Combien de généraux et de diplomates ne fournissaient-ils pas à l'Empire, depuis Barclay de Tolly jusqu'à Totleben, d'Oestermann à Nesselrod ! Mais il en fut tout autrement à partir de l'avènement d'Alexandre III.

Commençant son règne après avoir vu son père tomber victime d'un attentat révolutionnaire, le nouveau

tsar ne fut pas seulement voué à la réaction, mais il incarna un type de réaction spécifiquement russe. Derrière lui se trouvait du reste un inspireur qui fut l'âme de toute la politique de russification. L'homme dont la figure domina cette époque, et dont le rôle fut encore considérable pendant les premières années du règne de Nicolas II, s'appelait Constantin Petrovič Pobedonoscev¹. Précepteur d'Alexandre III, non seulement il forma sa pensée, mais il conserva dans la suite une autorité considérable sur son ancien élève. Procureur général du Saint-Synode, il ne se contenta pas d'être le maître de l'Église, il intervint dans la plupart des affaires intérieures de l'Empire. C'était un pur russe et un homme profondément dévoué à l'orthodoxie. Fils de pope, il contrastait autant par sa naissance que par ses idées avec le plus grand nombre des fonctionnaires russes du type traditionnel.

Vis-à-vis des populations allogènes de l'Empire, Pobedonoscev ne concevait pas d'autre but à atteindre que de les amener à l'unité russe sous sa triple forme administrative, linguistique et religieuse. Cependant parmi celles-ci une distinction s'imposait. Il était évident que jamais un Tartar ou un Kalmouk ne deviendrait russe. La Russie n'avait qu'à exercer vis-à-vis d'eux avec énergie sa domination. On pouvait leur laisser leurs particularités nationales et leurs coutumes religieuses. Leur état de civilisation rendait chimérique la crainte de les voir exercer une influence dissolvante sur les Russes qui se trouvaient dans leur voisinage. Mais il en allait tout autrement avec les peuples situés aux frontières occidentales, c'est-à-dire avec les Allemands, les Polonais, les Suédois, les Finnois, les Estes, les Lettons et les Lituanais. Il était indispensable de les assimiler. Or seul un élément culturel supérieur peut permettre à un peuple d'en assimiler un autre. Quel élément culturel supérieur la Russie possédait-elle, qui pût permettre l'assimilation ? La réponse pour Pobedonoscev n'était pas douteuse : c'était l'orthodoxie.

1. Prononcez : Pobiédonotsef.

La russification était ainsi placée sur un terrain politico-religieux où, finalement, l'élément religieux jouait le principal rôle. En pays lituanien comme en pays polonais, elle prenait la forme d'une lutte contre le catholicisme.

La même étroitesse de vues explique le caractère pris par la russification en Lettonie et en Estonie. Ici elle s'attaquait aux Allemands. Elle correspondait du reste à une phase de la politique du tsar qui éloignait la Russie de l'Allemagne pour la rapprocher de la France. Mais ce que Pobedonoscev reprochait aux barons baltes, c'était d'être les protecteurs des pasteurs luthériens. La conséquence de cet état d'esprit n'en fut pas moins une lutte de plus en plus vive contre le germanisme. L'acte essentiel de cette lutte fut la russification de l'Université de Dorpat. La ville de Dorpat dut prendre, non pas son nom estonien de Tartu, mais le vieux nom russe de Jurjev, et son Université le nom d'Université de Jurjev. Les « libertés académiques » furent supprimées. L'Université perdit le droit d'élire ses professeurs, ses doyens et son recteur. Le russe devint la seule langue d'enseignement autorisée (1889-1893).

75. La question finlandaise. — La russification aboutit en Finlande à une véritable crise constitutionnelle, d'autant plus grave que le régime russe s'y était montré plus tolérant dans la période précédente. La diète de Finlande avait été en effet réunie à nouveau en 1863 par Alexandre II. Le 18 septembre, en ouvrant la session par un discours qui rappelait celui qu'avait tenu, cinquante-quatre ans auparavant, dans des circonstances analogues, son oncle Alexandre I^{er}, le grand tsar libéral avait témoigné des dispositions les meilleures et de l'esprit le plus large en énonçant les principes dont il entendait s'inspirer vis-à-vis de la Finlande. Ces principes furent consacrés par les articles de la « loi organique » de la Diète promulgués en 1869 :

« 1° Le Grand-duché de Finlande est indissolublement lié à la Russie.

« 2° Le Grand-duché est gouverné d'après sa propre forme de gouvernement et selon ses propres lois.

« 3° L'Empereur est Grand-duc de Finlande. En ce qui concerne la succession au trône... ce qui sera valable pour la Russie, le sera pour la Finlande.

« 4° Les relations extérieures dépendent de l'Empire.

« 5° L'administration suprême est confiée à un Sénat..... dont les membres, d'origine finlandaise, sont nommés par l'Empereur.

« 6° Le pouvoir judiciaire est exercé par des Finlandais inamovibles... nommés par l'Empereur.

« 7° Les affaires qui demandent à être décidées par l'Empereur se transmettent par un secrétaire d'État, qui doit être d'origine finlandaise.

« 8° Les fonctionnaires sont responsables devant l'Empereur de l'exercice de leurs fonctions.

« 9° Les États ont le droit de se réunir en Diète.

« 10° C'est la Diète qui décide des emprunts, excepté en cas de guerre ou de calamité imprévue.

« 11° Le droit de voter les impôts sera étendu aux impôts extraordinaires. La législation de l'alcool sera soumise à l'Empereur et aux États de même que l'impôt douanier. L'Empereur se réserve le droit exclusif de fixer le montant des droits de douane.

« 12° Le droit d'initiative sera restitué aux États sauf en matière de lois fondamentales où il reste réservé à l'Empereur.

« 13° Liberté religieuse est assurée à tout chrétien quelle que soit sa confession avec admission à tous les emplois... ».

Ces institutions furent scrupuleusement respectées pendant tout le règne d'Alexandre II. La diète se réunissait tous les cinq ans au moins (elle a siégé parfois tous les trois ans). La Finlande avait tous les caractères d'un pays autonome. Mais dès 1881 une campagne s'ébaucha, qui s'accrut de 1885 à 1890 et dont le premier résultat, modeste, mais significatif, fut la suppression des postes finlandaises. En 1891, on alla beaucoup plus loin. Le « Comité des affaires finlandaises » fut supprimé à Saint-Pétersbourg et la langue russe fut obligatoire dans la cor-

respondance officielle. En même temps, la censure s'exerçait de plus en plus sévèrement contre tous les écrits.

Cependant Alexandre III respecta les grandes lignes de la Constitution finlandaise. Ce fut seulement en 1899, sous Nicolas II, que celle-ci subit une grave atteinte. Le prétexte en fut la réorganisation de l'armée russe. D'après le manifeste du 15 février 1899, l'armée finlandaise perdait toute autonomie. Les officiers pouvaient être aussi bien russes que finlandais ; les soldats finlandais pouvaient être transportés, même en temps de paix, hors de Finlande ; le temps du service actif se trouvait porté de trois à cinq ans ; le tsar se réservait le droit de fixer les effectifs ; les dépenses militaires étaient payées sur le budget du pays, sans qu'on sût si la Diète serait appelée à en délibérer. Mais le manifeste ne se bornait pas là. Il affirmait que les droits de la Finlande à régler ses propres affaires étaient strictement limités aux affaires purement intérieures. Il imposait le russe comme seule langue administrative et pratiquement faisait du grand-duché un gouvernement russe.

Le gouverneur de Finlande Bobrikof, qui était en partie l'inspirateur du manifeste, se heurta à de sérieuses difficultés quand il voulut l'appliquer. Dès la première heure, une pétition de protestation avait recueilli 525 000 signatures. Une adresse internationale avait même été envoyée au tsar. Parmi les Français qui l'avaient signée, on relevait les noms les plus illustres, mais les plus divers : le duc de Broglie, Trarieux, Anatole France, etc... Le gouvernement russe resta sourd à ces protestations. Bobrikof se conduisit comme en pays conquis. Les journaux furent supprimés, les écoles furent fermées, les professeurs furent expulsés, les administrations furent russifiées et surtout les finances furent dilapidées. Les dépenses pour l'administration du pays

passèrent de 1 455 000 marks pour la période 1898-1900, à 3 235 000 marks pour la période 1901-1904.

Le 16 juin 1904, un jeune homme, Eugène Schaumann, fils d'un général sénateur de Finlande, petit-fils d'un évêque luthérien, attendit Bobrikov à la porte du Sénat et le blessa mortellement de trois coups de revolver, puis il se tira deux balles dans le cœur. On trouva dans sa poche une lettre pour le tsar : « Majesté ! Je sacrifie ma vie de ma propre main pour démontrer à nouveau à Votre Majesté, que de grands abus règnent dans le grand-duché de Finlande, comme en Pologne, comme dans les provinces baltiques, voire même dans tout l'Empire russe. J'ai pris ma résolution seul, après mûre réflexion. »

76. Le développement économique. — On comprendrait mal l'histoire des pays baltiques au XIX^e siècle, si on négligeait son aspect économique. Ici encore, comme dans le domaine de la lutte idéologique, on constate un paradoxe. De même que le développement du principe des nationalités aboutissait à deux résultats contraires en exaltant à la fois le nationalisme des populations baltiques et le nationalisme russe, de même le développement du capitalisme a, à la fois, soudé plus fortement l'économie baltique à celle de l'Empire, et créé des forces neuves qui lui permirent de s'en détacher.

En Estonie et en Lettonie, le XIX^e siècle vit se développer une grande industrie. Ces entreprises étaient essentiellement russes. Les matières premières venaient de Russie et le marché intérieur russe absorbait également la quasi-totalité de leur production. Sur le territoire estonien, elles occupaient avant la guerre 40 000 ouvriers (17 000 dans l'industrie métallurgique, 2 200 dans l'industrie du papier, 22 000 dans l'industrie textile). Le développement industriel letton était plus remarquable encore. Riga comptait, avant la guerre, 372 usines avec plus de 85 000 ouvriers. Les ports de la Lettonie, reliés

par voies ferrées aux centres commerciaux et industriels de la Russie, faisaient près du quart du commerce extérieur russe. Ils recevaient le blé du Centre de l'Empire, et le beurre de Sibérie. Pendant les mois de juillet et d'août, il arrivait à Riga cinq convois de beurre par semaine, destinés à l'exportation. Il y avait là un élément de solidarité incontestable entre la Russie et les provinces baltiques, et plus d'un Russe pouvait penser que ce lien économique serait indestructible.

Cependant, à un autre point de vue, ce même développement industriel avait eu une conséquence trop souvent négligée : il avait nationalisé les villes. Tant que le serf était resté attaché à la glèbe, les villes étaient restées profondément allemandes. Du jour où le paysan, libre de se déplacer, fut appelé au service du capitalisme industriel, il devint, quelle que fût sa condition, petit-bourgeois ou ouvrier, un citoyen. On se rendra compte de l'importance de cette transformation et de sa portée politique par l'exemple de Riga. En 1867, on y comptait 43 000 Allemands et 24 000 Lettons ; en 1881, 66 000 Allemands et 49 000 Lettons ; en 1897, 65 000 Allemands et 106 000 Lettons ; en 1913, 69 000 Allemands et 218 000 Lettons. A la force centripète que représentait incontestablement l'évolution économique, il convient donc d'opposer la poussée démocratique, résultat inéluctable du mouvement démographique produit par cette même évolution et qui rendait plus aigus les problèmes d'autonomie administrative et linguistique.

En Finlande, le développement économique lui-même avait un caractère centrifuge. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, alors que la Russie était un pays purement agricole et que la Finlande dont le commerce était déjà très actif ne produisait pas de quoi nourrir ses habitants, celle-ci avait été un admirable débouché pour les céréales russes, et inversement elle fournissait à la

Russie quantité de produits en grande partie importés de l'étranger. Mais la situation se renversa avec le temps. Le développement de l'agriculture finlandaise restreignit l'importation des blés russes, tandis que le développement industriel russe faisait naître le désir, à Saint-Pétersbourg, de protéger l'activité nationale naissante contre la concurrence étrangère, et, fatalement, aux dépens du commerce finlandais. Dès Alexandre II, les tsars tenaient essentiellement à être maîtres des douanes de Finlande. Au conflit politique, venant de la russification, s'ajoutait un conflit économique, qui n'était pas négligeable.

D'autre part, le niveau atteint par leur pays ne pouvait pas ne pas donner aux Finlandais une légitime fierté. Alors que la flotte russe de la Baltique, abstraction faite de la Finlande, ne comptait au 1^{er} janvier 1902 que 938 unités dont 151 vapeurs, la Finlande à elle seule possédait 298 vapeurs et 2 291 voiliers. Dans ce pays où l'industrie hydraulique était la première du monde, où le mouvement coopératif avait atteint un développement exceptionnel, où la mortalité humaine était plus faible qu'en France, en Allemagne et en Angleterre, le tsarisme apparaissait de plus en plus comme un régime anachronique.

CHAPITRE CINQUIÈME

LES ÉTATS BALTIQUES CONTEMPORAINS

1. — *LA CRISE POLITIQUE ET SOCIALE DE 1904-1905*

77. La révolution russe de 1905. — Le 9 février 1904, la flotte russe était surprise par les torpilleurs japonais dans la rade de Port-Arthur. La guerre qui suivit mit à une rude épreuve les forces matérielles et morales de l'Empire. En juin, le gouverneur de Finlande était tué. En juillet, c'était le tour du Ministre de l'Intérieur de Russie, Pleve.

En décembre, les journaux publièrent une déclaration rédigée en conclusion d'une conférence tenue à Paris par les représentants de huit organisations : les constitutionnalistes finlandais, russes et polonais, les socialistes révolutionnaires russes, le parti polonais socialiste, le parti révolutionnaire socialiste et fédéraliste géorgien, la fédération révolutionnaire arménienne et le parti social démocrate letton. Tous s'étaient mis d'accord sur les principes suivants :

« 1^o L'abolition de l'autocratie et la révocation de toutes les mesures restreignant les droits constitutionnels de la Finlande.

« 2^o Le remplacement de l'autocratie par un régime démocratique, basé sur le suffrage universel.

« 3^o Le droit d'autonomie pour toutes les nationalités. »

On remarquera que deux de ces principes sur trois étaient relatifs aux droits des nationalités. A vrai dire, sur huit groupements représentés, deux seulement se déclaraient russes, les six autres se proclamaient fièrement finlandais, polonais, géorgien, arménien ou letton.

Le 22 janvier 1905, à Saint-Pétersbourg, un cortège d'ouvriers mêlé de femmes et d'enfants était fusillé à bout portant par la troupe. Ce « dimanche rouge » déclencha toute une année d'agitations et de violences, dont les pays baltiques subirent naturellement les contre-coups.

78. Le mouvement finlandais. — On vit se dessiner en Finlande une double tendance, socialiste et constitutionnelle. Les socialistes réclamaient l'institution immédiate du suffrage universel qui devait remplacer le système archaïque et oligarchique qui servait encore à l'élection de la diète. Cette revendication était d'ailleurs appuyée par des éléments plus violents, nommés « activistes », par les féministes et par les « tempérants », groupe d'antialcooliques qui avait fini par prendre une teinte politique. Les constitutionalistes ne s'opposaient pas ouvertement à la réforme. Ils demandaient simplement qu'elle fût décidée dans les formes légales, c'est-à-dire par une Diète convoquée à la manière habituelle.

En réalité, les événements débordaient les théories. Le 31 octobre, l'émeute s'emparait d'Helsinki. Mais, pendant qu'essayait vainement de se constituer un gouvernement provisoire, les constitutionalistes obtenaient du tsar un manifeste qui rétablissait les libertés essentielles et promettait le suffrage universel. Le 6 novembre 1906, le tsar promulguait le nouveau règlement qui consacrait la victoire des révolutionnaires. On se consolait, à Saint-Péters-

bourg, en pensant que la réforme affaiblissait le parti suédois dans lequel on s'obstinait à voir un ennemi. Le suffrage universel achevait en effet de donner un caractère « finnois » à la vie du pays. Mais il renforçait aussi le nationalisme finlandais.

79. Le mouvement estonien et letton. — En Estonie et en Lettonie, les événements de 1905 prirent, à l'état spontané, la forme d'une véritable jacquerie. Les récoltes furent incendiées, les machines agricoles démolies, les bâtiments d'exploitation saccagés. Des actes d'anticléricisme agressif s'expliquent par les mêmes motifs d'ordre social. C'était moins à la religion qu'on en voulait qu'au pasteur luthérien possesseur d'un grand domaine. La répression fut sévère. Trois mille Lettons furent condamnés par les conseils de guerre, dont 1 650 à la peine capitale, et les Estoniens ne furent pas plus ménagés.

En Lettonie, le mouvement social des campagnes s'était doublé d'un mouvement politique dans les villes. Deux organisations apparurent au premier plan. La première était le parti social-démocrate letton. La seconde, qui répondait au nom de « Savieniba », était une association révolutionnaire à tendance nationaliste.

Ces deux organisations n'étaient que l'avant-garde d'une masse beaucoup plus considérable de gens qui demandaient simplement des réformes libérales. Une pétition adressée au gouvernement russe les énumérait : suffrage universel, liberté individuelle, liberté de parole, de presse, d'association, de réunion, suppression de la censure. Il s'y ajoutait des revendications ayant un caractère plus spécifiquement national, dont la principale était le droit d'enseigner en letton.

Mais le 28 novembre 1905, au moment où la révolution russe atteignait son point culminant, un Congrès letton se réunissait et posait le principe d'une « Répu-

blique de Lettonie » (Latvijas Republika). En décembre, l'armée russe rétablissait l'ordre avec sa brutalité coutumière.

Néanmoins, le mouvement de 1905 ne fut pas sans résultat. Les quelques libertés qui furent alors accordées favorisèrent les progrès de l'élément estonien et de l'élément letton, surtout dans les villes. Pourtant, entre la Russie et les populations allogènes, s'était creusé un fossé infranchissable. On put s'en rendre compte lorsque fut repris le projet d'un crédit foncier commun à tout l'Empire, réforme désirée avant 1905, et que tous les partis politiques lettons furent unanimes à rejeter. D'autre part, la noblesse balte, directement menacée en 1905, tira sa propre leçon des événements. Elle rêva d'une germanisation profonde du pays et chercha à y implanter des colons allemands. En Courlande, les Manteufel, les von Brödrich et d'autres achetèrent des terres pour les partager. De 1908 à 1913, 15 000 cultivateurs venus d'Allemagne furent ainsi établis sur des parcelles résultant du morcellement d'anciens grands domaines.

80. Le mouvement lituanien. — Dès le début de l'année 1904, le gouvernement russe avait fait d'importantes concessions aux Lituanais : la permission d'imprimer en caractères latins et la suppression des restrictions apportées à la liberté religieuse. Des publications de toutes sortes voyaient le jour. L'ingénieur Vileišis créa à Vilnius un quotidien nationaliste, le « Vilniaus Zinios ». A cette agitation d'ordre intellectuel succéda, dans le cours de l'année suivante, une période de manifestations plus violentes.

Un jeune homme de 25 ans, Gabrys, joua alors un rôle de premier plan. Il avait créé une « Union des instituteurs », dont le but était d'imposer dans les écoles l'enseignement en lituanien. A la tête de bandes armées, il

allait jusque dans les établissements ruraux forcer la résistance des maîtres récalcitrants. Cependant Gabrys était également soucieux du maintien de l'ordre social. L'« Union des paysans », fondée également par lui, groupait des petits propriétaires, des fermiers et des ouvriers agricoles : elle avait un caractère à la fois démocrate et conservateur.

Les chefs des partis politiques, utilisant l'intermédiaire du « Vilniaus Zinios », avaient convoqué toutes les associations lituaniennes pour les 4 et 5 décembre 1905, en un congrès à Vilnius. L'assemblée plénière de l'« Union des paysans » fut convoquée pour la même date, au même lieu. Près de 2 000 délégués prirent part au Congrès qui élut comme président le Dr. Basanavičius. De son côté, l'« Union des paysans » décidait : « 1° de ne plus payer les impôts... ; 2° de destituer les maires des communes qui se solidarisent avec les sbires du tsar... ; 3° de chasser les instituteurs russes... ; 4° de supprimer les tribunaux comunaux et de les remplacer par des tribunaux lituaniens... ; 5° de ne pas donner des chevaux pour le transport des sbires du tsar..., etc..., etc. ». L'intérêt de cette résolution était de contenir un plan d'action pratique. Ceux qui l'avaient votée avaient eux-mêmes les moyens de la mettre à exécution. Dans la soirée, le Congrès vota à son tour une résolution beaucoup plus théorique. Elle réclamait la constitution d'une Lituanie autonome comprenant « la Lituanie ethnographique actuelle comme noyau, ainsi que les régions adjacentes..., dont les populations désireront en faire partie ».

Ces résolutions furent imprimées dans la nuit par les presses du « Vilniaus Zinios ». Chaque délégué de l'« Union des paysans » en emporta avec lui un paquet. Ces délégués, auxquels le Congrès avait laissé le soin de mettre à exécution les articles votés, furent accueillis dans leurs villages avec le plus grand respect, et oléis sans diffi-

culté. Quinze jours après la réunion de Vilnius, les autorités locales étaient partout destituées.

L'inévitable réaction se produisit alors avec tous ses excès. Les Russes canonèrent les villages où le nationalisme avait été le plus vif. Ils déportèrent 7 à 8 000 personnes en Sibérie. Ils maintinrent pourtant un grand nombre de réformes : le droit d'enseigner en lituanien dans les écoles primaires, le droit de fonder des sociétés scientifiques, économiques et professionnelles, la liberté de la presse, la liberté d'enseignement privé et la liberté religieuse.

II. — LA FORMATION DES ÉTATS BALTIQUES

81. La guerre et l'occupation allemande. — Au printemps de 1915, les Allemands pénétraient en Courlande. Les événements qui suivirent et notamment la Révolution russe leur permirent d'étendre leur occupation. A la fin de février 1918, leurs troupes, maîtresses de toute la Lettonie et de toute l'Estonie, comme elles l'étaient déjà depuis 1915 de la Lituanie, tenaient le front de Pskov et du lac Peipsi.

A ce moment, la Finlande était en pleine guerre civile. Les socialistes soutenus par les bolchevistes s'étaient emparés par la force d'Helsinki. Le gouvernement régulier, appuyé sur la diète dont la majorité était conservatrice ou modérée, avait fait appel à l'Allemagne qui intervint aussitôt. Néanmoins, lorsque le général von der Goltz débarqua le 3 avril, l'armée finlandaise avait déjà rejeté les rouges vers le Sud. L'appoint allemand ne lui fut pourtant pas inutile. Helsinki et Viipuri furent repris dès le mois d'avril. En mai, tout était terminé. Mais l'Allemagne entendait bien profiter de cette intervention pour faire triompher ses vues politiques.

En mars, par les articles 3 et 6 du traité de Brest-

Litowsk, les Russes avaient abandonné les pays baltiques. Qu'allaient faire les vainqueurs de leur conquête ? Le 31 décembre précédent, Gustave Stresemann, dans une réunion de la « Philharmonie » à Berlin, semblait avoir répondu d'avance à la question :

« Il faut que nous insistions sur l'annexion des provinces baltiques. Lorsqu'on objecte que la majorité de la population n'est pas allemande, je répons : ce n'est pas un alphabet qui détermine le caractère d'un pays, mais ce sont ceux qui incarnent sa culture. »

Plus objectif et plus raisonnable, était sans doute le rédacteur du « Berliner Tageblatt », Hans Vorst, qui écrivait, le 2 janvier, sur le même sujet :

« Le recensement de la population de 1897 enregistra pour les trois provinces (Courlande, Livonie, Estonie) un nombre d'Allemands qui ne s'élevait pas tout à fait à 166 000, soit à peu près 7 % de la population totale... Comme les Allemands représentent dans le pays la couche sociale supérieure... l'opposition nationale entre eux et les autochtones lettons et estoniens se trouve singulièrement renforcée par des motifs sociaux. »

Une opposition d'idées analogue existait entre l'État-major et le monde parlementaire. Erzberger reprochait aux autorités militaires de persécuter le clergé lituanien. Ludendorff lui refusait un passeport pour se rendre dans l'Est. Les Lettons et les Estoniens étaient sympathiques aux socialistes. Les meilleurs spécialistes des questions baltiques, comme Rohrbach, souhaitaient que l'Allemagne liât « le libre développement des peuples de l'Est, grands et petits, au sien propre ».

Les militaires eux-mêmes désiraient éviter l'apparence d'annexions brutales. Mais ils envisageaient la création d'États vassaux sous la souveraineté de princes allemands. On s'efforcerait par ailleurs de germaniser le pays en y implantant des colons.

82. Les méthodes allemandes. — Pour réussir, ce plan eût demandé une certaine souplesse. Or, les officiers de l'armée d'occupation ne s'étaient acquis aucune sympathie parmi les habitants.

En Lituanie, la retraite russe avait laissé le pays dans un triste état. En se retirant, les troupes du tsar avaient brûlé les récoltes et procédé à des destructions systématiques. Ceux des habitants qui étaient restés se trouvaient dans une misère profonde. Il serait injuste de méconnaître l'effort d'organisation que les Allemands développèrent en cette circonstance. A Kaunas, ils nettoyèrent et pavèrent les rues, ils construisirent des bains et des lavoirs, ils réinstallèrent l'abattoir municipal, ils remirent en marche les tramways. Dans tout le pays, ils rétablirent les ponts et chaussées et réparèrent les canalisations. Ils réorganisèrent les hôpitaux. Ils construisirent des baraquements mobiles pour les épidémies. Ils édictèrent des règles d'hygiène sévères et les firent respecter.

Ces bienfaits d'ordre matériel, les Allemands étaient portés à en exagérer la valeur. Les Litvaniens mettaient en regard les privations qu'ils subissaient et les vexations d'ordre moral. Les autorités d'occupation essayaient de tirer du pays les produits dont elles avaient besoin, non seulement pour la subsistance de leurs troupes mais pour le ravitaillement du Reich : le blé, les pommes de terre, les fruits, le bétail et le bois. Dans ce pays déjà épuisé, les réquisitions devaient être impopulaires. Elles furent rendues odieuses par différents abus. Partout régnaient des officiers d'intendance qui tenaient registre de tout ce que possédait le paysan. Il était interdit d'abattre une bête. Toute infraction était sévèrement punie : 6 000 marks d'amende ou six mois de prison pour une oie. A la réquisition des choses, s'ajoutait la réquisition de la main-d'œuvre. Pour la remise en état des

routes, la population dut fournir des corvées. Il en fut de même pour la remise en culture de certaines exploitations. Enfin on alla plus loin et une partie de cette main-d'œuvre fut transportée en Allemagne.

L'élite lituanienne se rendait d'autre part parfaitement compte que l'étendue même des travaux entrepris par les Allemands excluait l'idée d'une occupation provisoire. Des industries s'installaient. Les chambres de commerce préparaient des traités avantageux pour le Reich. En attendant on germanisait les noms et on rendait obligatoire l'allemand dans les écoles.

En Lettonie et en Estonie, la situation était singulièrement aggravée par les prétentions des barons baltes. La noblesse locale vit dans les événements une occasion de consolider son pouvoir, en appliquant ses projets d'occupation du sol par des colons allemands. Mais les barons et les autorités du Reich étaient, en réalité, assez loin de s'entendre sur le fond du problème. Pour les barons, il ne s'agissait que de faire, pour ainsi dire, la part du feu, et de conserver une fraction importante de leurs domaines. Vue de Berlin, la colonisation devait avoir pour résultat de donner de la terre à une masse considérable d'Allemands. La noblesse courlandaise protesta quand il fut question de distribuer des lots de 15 à 20 ha :

« Il est à craindre que les petits fermiers, venus en Courlande de l'Empire allemand ou des colonies allemandes de Russie, ne cèdent aux influences environnantes et ne s'associent aux tendances lettones. L'égalité de la situation sociale de ces groupes, leur communauté d'intérêts, jetteront un pont sur le fossé qui sépare les nationalités et pourront amener un contact étroit qui ne paraît pas désirable. »

Du moins, les uns et les autres s'entendaient-ils quand il s'agissait d'imposer au pays la langue et les traditions allemandes. Il faut lire les règlements signés Hindenburg

et édictés pour les écoles de Courlande et pour les écoles de Livonie. Il faut lire aussi le rapport fait contre tel manuel de géographie, accusé de « nationalisme anti-allemand » pour avoir osé, non seulement parler de « Latvijs » (Lettonie), mais aussi donner l'impression « que le pays est habité exclusivement par des Lettons et que c'est d'eux qu'il tient son caractère ».

83. L'échec des Allemands. — Dès le début de l'occupation, un groupe de patriotes lituaniens, à la tête desquels se trouvait M. Smetona, s'était préoccupé d'organiser des secours. Cette organisation, dont le siège social était à Vilnius, avait donc un but immédiat et philanthropique. Mais le fait que certains de ses membres avaient déjà joué un rôle prépondérant en 1905, lui donnait une importance politique. Cependant, après beaucoup d'hésitations, en septembre 1917, les Allemands permettaient la réunion à Vilnius d'une diète lituanienne. Celle-ci élut un conseil de vingt membres, la « Taryba ». La présence à sa tête du Dr. Basanavičius était une garantie d'indépendance. Le 9 janvier 1918, la Taryba tint sa première séance. Le 23 mars, le Reich reconnaissait l'État lituanien. Mais pour obtenir ce résultat, il avait fallu consentir à l'occupation permanente des forteresses de Kaunas, Gardinas et Alytus et à une série de conventions économiques favorables à l'emprise allemande. D'autre part, on attendait des Lituaniens qu'ils acceptassent un souverain germanique. L'état-major envisageait une union personnelle avec la Prusse, l'empereur devenant roi de Lituanie. Dès la fin de mai, la Taryba avait choisi, dans une séance secrète, un prince catholique, le duc d'Urach, de la Maison de Wurtemberg, qui devait prendre la couronne sous le nom de Mindaugas II. Mais alors Berlin déclara ce choix prématuré. Le nouveau roi ne devait jamais régner.

Le 24 février 1918, la République estonienne était

proclamée à Tallinn et un gouvernement était formé sous la direction de M. Päts. Mais le lendemain les Allemands prenaient la ville et, quelques jours plus tard, le gouvernement était dissous et M. Päts en prison.

A partir de ce moment, paraissait possible la réalisation d'une idée chère aux barons baltes : celle d'une union de la Courlande, de la Livonie et de l'Estonie en un même État : le « Baltikum ». Ce ne fut pas sans peine qu'on arriva à former un conseil national où la Livonie et l'Estonie, avec Riga et l'île de Saaremaa, étaient représentées par un système de « classes » : grands propriétaires, petits propriétaires, bourgeoisie et clergé. Sur ses cinquante-huit membres, il y avait trente-quatre Allemands contre onze Lettons et treize Estoniens. Ce conseil exprima, le 13 avril 1918, le vœu qu'on attendait de lui : la formation du « Baltikum », y compris la Courlande, sous la souveraineté personnelle du roi de Prusse. Cependant, d'avril à novembre 1918, les Hohenzollern ne se décidèrent pas à faire connaître leur acceptation et à prendre le titre de « duc de Baltikum » qu'on leur offrait.

En Finlande, l'idée monarchique était en progrès au début de 1918, et, d'autre part, on savait gré aux Allemands de leur intervention contre les bolcheviks. Le prince Oscar de Prusse, cinquième fils de l'empereur, semblait désigné pour occuper le trône. Cependant, malgré la disparition des socialistes, des difficultés surgirent lorsqu'il fallut présenter le projet à la Diète. Au mois d'août, la candidature d'Oscar fut retirée. On réussit enfin à voter le principe de la monarchie à une dizaine de voix. Mais il devenait de plus en plus difficile de trouver un candidat. Les républicains, qui sentaient la grande masse de l'opinion publique derrière eux, s'enhardissaient de plus en plus. Aussi lorsque, le 10 octobre 1918, le prince de Hesse fut élu roi de Fin-

lande, ce fut dans des conditions telles que peu d'illusions lui étaient permises. Il renonça vite à cette couronne peu sûre. De nouvelles élections amenèrent, à la fin de 1918, une écrasante majorité républicaine : 700 000 voix contre 250 000.

84. L'opinion internationale. — A ce moment, la puissance politique avait changé de camp. L'opinion étrangère la plus intéressante à connaître pour l'avenir des pays baltiques n'était plus à Berlin, mais à Paris, à Londres et à Washington. A cet égard, la cause des jeunes nations avait été bien servie par leurs émigrants.

La colonie lituanienne des États-Unis peut être considérée comme l'exemple typique de ces foyers spontanés de propagande qui, de loin, eurent à l'époque contemporaine sur le sort des pays de l'Europe Centrale et Orientale une influence décisive. Le nombre des émigrants lituaniens aux États-Unis atteint un total de près de 800 000 personnes. La majorité d'entre eux est concentrée dans les villes. Il leur est facile de s'organiser en associations et celles-ci ont été de bonne heure fort nombreuses. Les principales, véritables « fédérations », ont un caractère vraiment national. Chez eux, ces émigrants parlent lituanien, un lituanien où les mots anglais se sont introduits, mais ont été assimilés : street, la rue, est devenue « strytas », house, la maison, « auzas », etc... De là aussi une presse lituanienne. Il existe une douzaine de journaux ou d'hebdomadaires importants, sans compter une multitude de moindres.

Dans ce milieu curieux, les événements d'Europe ne pouvaient manquer de provoquer un intérêt passionné. Dès 1914, sur l'initiative de Gabrys, le héros de la révolution de 1905, les Lituaniens des États-Unis tenaient un Congrès à Chicago. Ce Congrès jeta les bases d'une représentation nationale provisoire, le « Conseil national ». C'est avec l'appui matériel et moral des Lituaniens

d'Amérique que Gabrys, fixé à partir de 1915 en Suisse, à Lausanne, put donner corps à ce projet.

Le 1^{er} novembre 1916 eut lieu aux États-Unis une « journée lituanienne » en vue de venir au secours du pays dévasté par la guerre. Le président Wilson avait fait plus qu'autoriser, il avait patronné cette manifestation. Chef du parti démocrate, il comptait parmi ses électeurs plus d'un émigrant d'Europe Centrale; juriste, il croyait au principe des nationalités. La politique qui s'est résumée dans les fameux « 14 points » conduisait logiquement à l'indépendance des pays baltiques comme à la résurrection de la Pologne et de la nation tchèque.

Quoique leurs colonies en pays anglo-saxons fussent moins importantes que celles des Lituaniens, les Estoniens et les Lettons y comptaient aussi des agents de propagande dévoués. Les milieux commerciaux anglais, qui avaient des intérêts directs dans les provinces baltiques, avaient orienté la diplomatie de la Grande-Bretagne dans un sens assez favorable à la reconnaissance de l'indépendance des peuples, tendance qui fut renforcée lorsque la révolution de 1917 ajouta aux dangers traditionnels de la politique russe celui de la propagande bolcheviste.

A ce danger, le gouvernement français était également sensible. Mais l'idée d'une restauration russe qui restaurerait aussi l'unité russe hantait beaucoup d'esprits. Avait-on le droit d'accepter le morcellement de l'Empire des tsars et n'était-ce pas trahir ceux des patriotes russes qui avaient lutté jusqu'au bout pour maintenir l'alliance ? Ces vues assez chimériques semblent avoir joué un certain rôle dans la politique française longtemps après l'armistice.

Il y avait pourtant à Paris quelques milieux où les problèmes baltiques étaient bien connus. M. Painlevé n'en ignorait certainement pas les données. Dans le salon de M^{me} Ménard-Dorian, ils avaient été souvent évoqués, bien avant la guerre. Le « comité d'études slaves », que

présidait Ernest Denis, comprenait un certain nombre de Baltes, notamment des Lituaniens. Les milieux intellectuels de la Suisse française subissaient d'autre part l'influence des émigrés lettons, au premier rang desquels il convient de citer M^{me} Keninš. Ce mouvement était appuyé par les professeurs de l'Université de Genève, Bernard Bouvier et Alexis François.

Dans le monde universitaire français, il suffira de citer encore trois noms, ceux de MM. Meillet, Seignobos et Hauser. Si le premier avait tout naturellement dû sa compétence exceptionnelle en matière de nationalité à sa science linguistique, c'est l'évolution sociale des classes paysannes qui semble avoir retenu de bonne heure l'attention des historiens. A la séance du 22 janvier 1919 du « Comité d'études », Charles Seignobos présenta sur la « nation lettone » un rapport qui restera sans doute ce qu'on aura écrit de mieux sur le sujet. Il faudrait pouvoir citer tout entières ces pages pénétrantes et riches de substance. Retenons-en du moins la conclusion :

« Le peuple letton n'est pas une masse ignorante et désordonnée ; c'est un peuple de cultivateurs instruits, laborieux, rangés, économes, comparables aux paysans aisés de l'Europe occidentale..., un peuple pourvu d'une classe moyenne active et influente, habitué à administrer ses affaires, à se grouper en associations, à élire ses délégués, capable de se constituer en État et de se gouverner... Ce régime serait démocratique, puisque l'aristocratie serait écartée du pouvoir comme ennemie de la nation ; la République est d'ailleurs la forme normale d'une démocratie agricole... ».

85. Les dernières luttes. — Le premier mouvement des Allemands, en novembre 1918, fut d'évacuer les pays baltiques. Ce furent les Alliés et les gouvernements baltiques formés au lendemain de l'armistice qui leur demandèrent de retarder leur départ. En effet, le bolchevisme était aux portes. Il fallait un certain temps pour

que, contre lui, fussent constituées des forces nationales de défense. A la réflexion, les Allemands pensèrent pouvoir mettre ce temps à profit.

A la fin d'octobre, le chancelier Max de Bade avait envoyé le social-démocrate Winnig en pays baltique. Celui-ci réussit, en décembre, à passer deux conventions avec le gouvernement letton. L'une permettait la formation d'une petite armée mi-lettone, mi-allemande, pour défendre le pays contre les Russes. L'autre favorisait la naturalisation des soldats allemands et semblait ouvrir la voie à la colonisation germanique.

Le 1^{er} février 1919, le général von der Goltz venait prendre le commandement des troupes qui subsistaient entre le Nemunas et la Daugava. Il se posait volontiers comme le champion de la lutte contre le bolchevisme. Mais il avait aussi d'autres pensées. On le vit bien lorsqu'ayant reconquis la ligne de la Daugava et repris Riga, il provoqua un coup d'État contre le gouvernement letton. Aussi, au mois de juin, les Alliés, se rendant enfin compte qu'ils étaient joués, exigeaient-ils le rappel de von der Goltz et la disparition des troupes allemandes. En même temps, on aidait le gouvernement letton restauré à lever une petite armée qui, grâce à la coopération des Estoniens, parvint à rejeter, en juillet, les Allemands sur Jelgava.

En effet, secrètement encouragé par son gouvernement, von der Goltz ne s'était pas pressé d'obéir à l'ordre d'évacuation. Mais, pendant l'été de 1919, on commença à craindre à Berlin que ce corps isolé, où les barons baltes voisinaient avec les militaires prussiens, ne devînt un instrument de réaction. Ne se sentant plus soutenu par le Reich, von der Goltz fit preuve d'une ingéniosité étonnante. Il s'aboucha avec un Russe « blanc », Bermond, et lui offrit son armée. On forma un « gouvernement de la Russie de l'Ouest ». Ainsi disparaissaient les Alle-

mands, devenus soudain de loyaux sujets du tsar, prêts à combattre pour sa restauration.

En attendant de marcher sur Petrograd, l'armée von der Goltz-Bermondts reprit l'offensive contre Riga. Pendant tout le mois d'octobre, la ville fut bombardée. Mais les armées lettones étaient nées. Si elles n'étaient ni très nombreuses ni très bien armées, elles étaient animées d'un ardent patriotisme. Elles avaient en face d'elles des soldats pour qui la guerre avait perdu toute signification morale. La résistance lettone démoralisa vite ces aventuriers. Le 30 novembre, tous les Allemands et autres Russes blancs étaient chassés du territoire de la République.

Estoniens et Lettons avaient dû lutter sur deux fronts. A l'Est, la lutte contre les Bolcheviks continuait. Cependant, chaque jour, ces derniers perdaient du terrain. Dès septembre, Tchitcherine ouvrait des négociations avec les gouvernements baltiques. Elles aboutirent dans le courant de 1920 à une paix définitive. Lituaniens, Lettons et Estoniens avaient fait preuve dans ces circonstances d'une grande solidarité. Durant tout l'automne, ils avaient négocié en commun.

On fut un peu surpris à Paris de ce dénouement. Les États baltiques n'étaient encore reconnus que « de facto ». Ce ne fut qu'en 1921 qu'ils furent reconnus « de jure » et qu'ils entrèrent dans la Société des Nations. Si, dans ce dernier acte d'un drame séculaire, la victoire des Alliés et leur appui intermittent les avaient aidés à conquérir leur indépendance, cette indépendance, ce n'en fut pas moins surtout à eux-mêmes que les peuples baltiques la durent. On aurait tort de l'oublier.

III. — LES PAYS BALTIQUES DEPUIS 1920

86. La reconstruction économique. — Les pays baltiques avaient beaucoup souffert de la guerre. Seule la Fin-

lande avait conservé son système économique à peu près intact. Pourtant elle avait subi des pertes considérables qui, se traduisant dans le domaine financier, amenèrent, en 1921, le mark finlandais au seizième de sa valeur d'avant-guerre. Un effort de revalorisation permit de le ramener, dès 1924, au change de 39,70 pour un dollar, ce qui représentait à peu près le huitième de sa valeur d'avant-guerre. Ce résultat fut consolidé par le retour à l'étalon-or à partir du 1^{er} janvier 1926.

La situation des trois autres États était plus tragique. Nous avons dit ce qu'avait été la retraite russe. Une fraction importante de la population s'était retirée avec les armées du tsar, tandis que celles-ci procédaient à des destructions systématiques. La Lituanie avait éprouvé ce triste sort dès 1915, mais elle avait eu ensuite le temps de reconstituer ses forces et les Allemands y avaient contribué. La Lettonie du Sud, envahie tout aussitôt, avait connu dans la suite l'invasion bolchévique et été le théâtre des exploits de von der Goltz et de Bermond. La Lettonie du Nord et l'Estonie avaient également vu se prolonger des luttes sans merci jusqu'à la fin de 1919. Estonie et Lettonie n'étaient plus guère alors que des champs de ruines.

Pour reconstruire, on manquait non seulement d'argent, mais même d'unité monétaire. Le rouble russe avait perdu toute valeur et le mark allemand, introduit pendant l'occupation, semblait suivre sa trace. Il fallut une ferme discipline pour donner crédit à des monnaies nationales, nouvelles-nées sur le marché des changes. Pourtant le « litas » lituanien (égal à 2 fr., 25 français) put être mis en circulation avec succès dès octobre 1922. Il devait posséder une couverture or statutaire de 33,5 %. Vers la même époque, était créé le « lat » letton (égal à 1 fr. or), comme une simple monnaie de compte; mais on réussit très vite à l'émettre comme monnaie réelle.

Le mark estonien vit le jour dans des conditions plus difficiles et il n'eut, à ses débuts, qu'une couverture insignifiante. Il fallut réaliser, coûte que coûte, des excédents budgétaires et les employer à réduire la circulation et à amortir la dette extérieure. On put alors constituer une couverture en devises étrangères. Encore ne fut-ce qu'en 1928, grâce à un emprunt garanti par le comité financier de la S. D. N., que l'Estonie put établir, à défaut du « gold standard », le « gold exchange standard », c'est-à-dire une convertibilité assurée par des devises-or.

Une des objections les plus sérieuses parmi celles qui furent formulées à la fin de la guerre contre l'indépendance totale des pays baltiques, était leur situation vis-à-vis du marché russe. Cet argument semblait surtout valable pour la Lettonie et l'Estonie qui possédaient une industrie dont nous avons déjà noté le caractère de dépendance à l'égard de la Russie. La guerre avait supprimé momentanément ce problème, mais c'était en détruisant les établissements existants. Isolés de leurs centres de ravitaillement en matières premières, et privés de leurs débouchés habituels, ceux-ci avaient dû fermer leurs portes. Réduite aux seuls marchés intérieurs, encerclée dans chaque pays par des barrières douanières nouvelles, l'industrie des pays baltiques pourrait-elle vivre ou plutôt renaître ? La réponse que les événements ont fourni à cette question a été double. Il y eut d'un côté disparition définitive d'une partie des anciennes activités, et de l'autre reconstitution et adaptation. Certaines entreprises paraissent viables, mais c'est à condition de s'être assuré un débouché local, et c'est ce débouché avec toutes ses particularités qui règle l'orientation et les modalités de la production. Ce sont là des conditions assez différentes de celles qui existaient avant-guerre lorsque les besoins de l'Empire russe commandaient tout le système.

Si, maintenant, nous jetons un regard sur l'activité commerciale, nous y trouvons traduite cette crise et cette renaissance. Le trafic du port de Riga qui atteignait 4 126 000 tonnes en 1913 était tombé à 116 000 tonnes seulement en 1919 ; il a été de 2 661 000 tonnes en 1928. Mais ce dernier chiffre ne correspond pas seulement à la renaissance de l'industrie lettone, il correspond aussi à un retour certain du transit russe et surtout au développement du commerce des denrées agricoles au sens le plus large. Ce sont en effet les produits du sol, de la sylviculture et de l'élevage qui constituent, plus que jamais, l'élément caractéristique de l'exportation de tous les pays baltiques.

En Lituanie, les viandes, les produits laitiers et les œufs ont formé, en 1932, 56,9 % de l'exportation totale. En Lettonie, le beurre vient en première ligne et ensuite le bois. En Estonie, il en est à peu près de même. En Finlande, c'est le bois qui tient le premier rang, suivi par les produits de l'élevage. Dans tous les cas, ce sont ces produits « campagnards » qui jouent, non seulement le principal rôle dans la vie du pays, mais qui constituent les principaux et presque les seuls postes actifs de sa balance. C'est dire que, plus sûrement peut-être qu'avant la guerre, les pays baltiques sont et paraissent devoir rester longtemps des pays ruraux.

87. Les réformes agraires. — Aux habitants des campagnes qui forment ainsi la majeure partie de leur population, les nouveaux États ont donné ce qu'ils souhaitaient le plus ardemment : la propriété de la terre. Dans chaque pays, au lendemain de la guerre, des réformes agraires ont été accomplies. Si, partout, le but général à atteindre était le même, les modalités d'exécution furent sensiblement différentes selon les pays. Radicale en Lettonie et en Estonie, plus modérée en Lituanie, la législation agraire s'efforça, en Finlande, de créer de nou-

veaux propriétaires sans modifier sensiblement la situation de ceux qui possédaient déjà.

Les résultats globaux de ces réformes suffisent à en mesurer l'importance. En Lituanie, au 1^{er} janvier 1927, 348 685 ha avaient été distribués à 52 963 individus. D'autre part, 35 000 exploitations paysannes environ ont été augmentées. En Estonie, 1 200 000 ha furent répartis entre 40 000 exploitations nouvelles. En Lettonie, 1 565 168 ha avaient été répartis au 1^{er} janvier 1931 entre 114 605 individus. Si on ajoute à cela les morcellements qui se firent spontanément, on arrive au résultat suivant. L'Estonie qui pour une population de 1 100 000 habitants comptait, avant la guerre, 51 640 établissements agricoles, en comptait, en 1932, plus de 130 000. La Lettonie, qui pour une population d'environ 1 900 000 habitants comptait 50 000 exploitations paysannes, en compte aujourd'hui 225 000.

Dans ces trois pays, on a procédé à des expropriations et à des morcellements forcés. Tout autre fut la méthode employée en Finlande. La loi du 15 octobre 1918 se contenta d'exiger des propriétaires qu'ils vendissent aux fermiers qui voulaient acheter, et réciproquement d'obliger les fermiers à acheter aux propriétaires qui voulaient vendre, l'État avançant au besoin les fonds. De 1919 à 1930, 100 000 fermiers sont ainsi devenus propriétaires. D'autre part, la loi du 25 novembre 1922 a organisé la distribution de lots, pris sur les domaines de l'État, sur les domaines achetés par l'État ou sur les domaines appartenant à des collectivités. On a créé ainsi 130 000 propriétés nouvelles.

88. Les constitutions et la vie politique. — Les constitutions des nouveaux États ont certains traits communs. Le principe de la souveraineté populaire y a été mis en application avec une grande rigueur. Le régime électoral est partout celui de la représentation proportionnelle la

plus pure. Celle-ci, jointe à la présence de minorités allo-gènes, a entraîné la multiplication des partis. Cette dernière à son tour, jointe à la courte durée du mandat législatif (trois ans en Finlande, Estonie et Lettonie), provoque une grande instabilité ministérielle. D'autre part, l'absence de chambre haute et l'usage du referendum (en Lituanie, Lettonie et Estonie) mettent le pouvoir législatif à la merci d'une impulsion irréfléchie.

Dans ces conditions, l'organisation du pouvoir exécutif prend toute son importance. Mais ici, plusieurs systèmes sont en présence. En Finlande comme en Lituanie, le Président de la République est élu à la mode américaine par des représentants spéciaux. Cette élection théoriquement au « second degré » est donc une élection directe, fait grave, car l'autorité dont dispose l'élu peut rendre précaire celle de l'assemblée unique. En Estonie, au contraire, il n'y a pas de président. C'est l'assemblée qui désigne les ministres, absorbant ainsi le pouvoir exécutif. Seule la Lettonie pratique le système français : le Président y est élu par l'assemblée, mais forme dès lors un pouvoir nettement distinct.

89. Les crises politiques. — La Lettonie est d'ailleurs celui des pays baltiques qui a subi, dans ces dernières années, le moins de crises violentes. Dans les autres pays, la lutte contre le bolchevisme a été le motif ou le prétexte de mesures d'un caractère exceptionnel. En Estonie, un amendement constitutionnel qui a été l'objet de débats passionnés au cours de l'année 1933 semble de nature, en créant un exécutif fort, à changer profondément le caractère du régime. En Finlande, s'est produite depuis 1929 la réaction connue sous le nom de « mouvement de Lapua ». En Lituanie, enfin, eut lieu, dès 1926, un véritable coup d'État. M. Voldemaras, appuyé par l'armée et par des associations nationalistes, établit une dictature. En 1928, fut édictée une nouvelle constitu-

tion d'après laquelle le Président de la République eut ses pouvoirs très accrus.

90. Les problèmes des frontières lituaniennes. — Dans ce dernier pays, la dictature s'est fortement appuyée sur un sentiment national exaspéré. La Lituanie actuelle est loin d'être la Lituanie que rêvaient les Lituaniens en 1905, en 1914 et même en 1919. Klaipeda n'est pas devenu complètement lituanien et surtout les Polonais ont gardé Vilnius. A vrai dire, le statut de Klaipeda (Memel), défectueux en soi, peut satisfaire les Lituaniens. Ce sont les Allemands qui se sentent lésés et qui sont demandeurs. Tout autre est la question de Vilnius. Ici, non seulement les Lituaniens sont demandeurs, mais ils sont intransigeants.

La ville de Klaipeda, plus connue sous le nom allemand de Memel, est une ville allemande dans un pays lituanien. C'est un port de mer, le débouché naturel de la Lituanie. La situation est très analogue à celle de Dantzig par rapport à la Pologne. Au traité de Versailles, les alliés se firent remettre le territoire de Memel sans spécifier ce qu'ils en feraient. En attendant, une administration internationale y fut installée sous la direction d'un général français. Mais le 8 janvier 1923, des volontaires lituaniens attaquèrent la garnison internationale et s'emparèrent de la ville. Le 8 mai 1924, les anciens alliés s'inclinèrent devant ce coup de force et reconnurent la souveraineté de la Lituanie sous certaines conditions qui garantissent l'autonomie du territoire.

La même faiblesse des grandes puissances et le même abus de la force dominant l'histoire de Vilnius. A peine le gouvernement national lituanien venait-il de s'y former, qu'il lui fallait déguerpir sous la menace des Russes. Les Polonais mirent la main sur la ville à la suite des succès qu'ils remportèrent contre ces derniers. Mais, le 14 juillet 1920, les Bolcheviks y revenaient. Le 28 août,

les Lituaniens, qui avaient signé la paix avec Moscou, récupérèrent la ville. La victoire polonaise remit en présence Polonais et Lituaniens. Le 7 octobre, après de laborieuses négociations, était conclu un accord. Vilnius était provisoirement laissée à la Lituanie. Mais, dès le 9 octobre, le général polonais Zeligowski s'emparait de la ville. Le gouvernement polonais désavoua Zeligowski mais ne rendit rien. De guerre lasse, la conférence des Ambassadeurs, le 15 mars 1923, attribua Vilnius (Wilno) à la Pologne. La Lituanie n'a jamais cessé de protester contre cette décision.

La région de Vilnius est une Macédoine lituano-polono-judéo-blanc russe. Vilnius même a une forte majorité polonaise, une importante minorité juive et une petite minorité lituanienne. Les résultats d'un plébiscite impartial seraient bien difficiles à interpréter.

L'histoire pèse sur ce conflit et en explique le caractère tragique. Pour les Polonais, Vilnius est la ville où Étienne Bathory fonda la grande Université de la Contre-Réforme et où tant d'écrivains ont pensé et publié en polonais. Pour les Lituaniens, Vilnius est la ville de Gediminas. C'est à Vilnius que s'est réuni le Congrès de 1905 et c'est à Vilnius que la « Taryba » a défendu par une souple diplomatie l'avenir du pays. Pour les Polonais, la Lituanie n'est pas une entité séparée. L'Union de Lublin n'a pas été abolie. Mais les Lituaniens se souviennent du temps où tout le bassin du Nemunas était lituanien. L'Union véritable, c'est celle de Vytautas et de Jogaila. L'Union de Lublin n'en fut que la caricature. Elle avait fait d'un pays allié un pays vassal.

91. L'Union baltique. — Ces difficultés sont d'autant plus fâcheuses qu'elles nuisent à l'idée d'une « union baltique » qui grouperait sous une forme ou sous une autre les quatre pays et la Pologne. Les Estoniens s'en sont faits les protagonistes zélés. Si leurs efforts n'ont pas

encore complètement abouti, ils n'ont pas été sans résultat.

Il existe dès maintenant une entente étroite entre la Lettonie et l'Estonie. Le principe d'une union douanière a été posé. D'autre part, les deux pays sont unis par une alliance défensive.

Dès 1919, on avait envisagé une entente plus large. Les conférences tenues à Riga en 1920 et à Varsovie en 1922 poussèrent très loin les choses. Pourtant elles échouèrent. Il y eut à cela deux raisons principales. La première fut le particularisme de la politique finlandaise. Mais la plus grave fut le conflit lituano-polonais. Les États baltiques ont toujours désiré voir la Pologne s'associer à eux. Mais ils sont tous d'accord pour exiger que cette association se fasse sur un pied d'égalité.

CONCLUSION

Les pays baltiques offrent un exemple frappant des rapports qui lient les problèmes d'ordre national aux questions d'ordre social. Nationalité et classe paysanne sont deux notions qui apparaissent ici comme étroitement associées. En Lituanie, en Lettonie et en Estonie, l'histoire de cette classe paysanne a été celle d'une longue servitude sous une domination étrangère. Resté propriétaire, libre de sa personne et de ses biens, jusqu'au xv^e siècle, le paysan, attaché depuis lors à la glèbe, a vu son sort s'aggraver de génération en génération pour arriver au xviii^e siècle à un maximum de misère et d'abjection. Pourtant, ce même paysan a conservé sa langue et ses coutumes nationales, d'une manière paradoxale, dans des conditions qui paraissent, au premier abord, avoir été aussi peu favorables que possible à leur maintien. L'histoire de Lettonie et d'Estonie commence avec la conquête germanique. La Lituanie a connu trois siècles d'indépendance et de gloire à l'aurore des temps historiques ; mais elle a été, dans la suite, largement sinon profondément « polonisée ». Le réveil de ces nationalités semble d'hier. Leur retour à la vie politique se rattache à des événements qui se sont déroulés sous nos yeux. Toute leur élite parle couramment polonais, allemand et

russe. Il y a un siècle, la seule élite qui existait dans le pays ignorait presque complètement l'estonien, le lituanien et le letton. C'est la langue du paysan, serf et illettré, qui est devenue la langue officielle de chacun des nouveaux États.

Peut-être le paradoxe paraîtrait-il moins grand, peut-être la surprise serait-elle moins vive, si nous arrivions à écarter de notre esprit un certain nombre de préjugés.

C'en est un de ne croire qu'aux civilisations qui ont eu une langue écrite. Si important qu'ait toujours été l'usage de l'écriture, si significative que soit son apparition dans l'évolution d'un peuple, il y a des civilisations « muettes », préhistoriques ou protohistoriques, qui donnent nettement l'impression d'avoir été supérieures à bien des civilisations historiques. L'exemple de la Gaule indépendante doit nous faire réfléchir. Des chefs gaulois, contemporains de Vercingétorix, dont nous soupçonnons à peine l'existence à travers le texte laconique de César, ou des Mérovingiens, dont les tristes exploits nous sont narrés par Grégoire de Tours, quels étaient les civilisés et quels étaient les barbares ? Ce n'est pas en vain que les archéologues ont fouillé le sol et que les folk-loristes ont recueilli les chansons populaires, transmises longtemps par la tradition orale. Nul n'a le droit d'ignorer aujourd'hui qu'à l'époque où commença la conquête allemande il existait des civilisations baltiques qui, en dépit de leurs emprunts aux civilisations germaniques, slaves et scandinaves, n'en avaient pas moins des caractères d'originalité indéniables.

C'est un autre préjugé que de croire le patriotisme un produit de luxe, réservé à quelques milieux restreints. Bien au contraire, c'est un sentiment qui n'est originellement ni bourgeois, ni aristocratique. Sans doute, en Occident, nobles et bourgeois, groupés autour du souverain, y ont-ils participé de bonne heure. Mais c'est que l'État

y était fort : c'est lui qui a nationalisé le bourgeois et donné un même drapeau à la noblesse. Là où un pouvoir central existait, qui rendait justice à tous, une solidarité effective s'est créée entre toutes les classes sociales. Cette œuvre, commencée dès le moyen âge, en France et en Angleterre, y a été menée à un point de perfection remarquable. En Europe Centrale et Orientale, elle n'a été amorcée que tardivement, et elle y est restée longtemps incomplète. Pour un bourgeois de Riga, la seule patrie était sa ville et s'il voyait au delà, ce qu'il apercevait c'était sa classe sociale, celle des marchands, fédérée internationalement dans la Hanse. Pour un baron balte, peu importait le souverain, suédois, polonais ou russe, seuls les intérêts de l'aristocratie entraient en ligne de compte. Le germanisme, qui unissait une partie de ces éléments, correspondait à un certain type de culture et à un incontestable orgueil de race : ce n'était pas une idée nationale, et seule la conquête définitive par le Reich aurait pu lui donner ce caractère.

Le paysan balte ou finnois n'avait pas d'idéologie, mais il formait une nationalité. Il ne connaissait que son maître, mais il savait que ce maître était un étranger. Situés au delà de cet horizon, les souverains ne jouèrent, jusqu'au XIX^e siècle, dans sa vie, qu'un rôle épisodique. Seul le roi de Suède fit quelque chose pour lui ; seul, il eût pu réussir à faire de bonne heure des pays baltiques une même nation.

L'histoire de Finlande fournit une contre-partie et pour ainsi dire une contre-épreuve aux idées que nous venons d'exprimer. Intimement solidaire par ses origines et par ses destinées de celle des trois autres pays, elle présente néanmoins dans son développement des traits particuliers. De la juxtaposition des deux milieux humains, suédois et finnois, est sortie une civilisation mixte ou, si on préfère, une civilisation double. Mais ce qui a

permis à la Finlande d'être de bonne heure une nation, ce qui lui a assuré une avance culturelle de plusieurs siècles sur les pays voisins, c'est que les deux éléments suédois et finnois ont collaboré sur pied d'égalité. C'est aussi que la monarchie suédoise a étendu constamment son autorité bienfaisante sur le pays, autorité qui, lors même qu'elle se réduisait à un simple protectorat, faisait prédominer l'esprit civique sur l'esprit féodal. A l'heure de l'invasion russe, ce sont les classes paysannes qui résistèrent le plus énergiquement au conquérant. Inversement les intrigues de la noblesse ne furent pas étrangères à l'établissement de la domination des tsars.

* * *

Lorsqu'avec Alexandre I^{er} sonna l'heure des réformes tsaristes, celles-ci venaient trop tard pour pouvoir effacer un particularisme séculaire que déjà d'autres forces étaient venues réveiller. Si les phénomènes économiques déterminaient aussi directement l'évolution des sociétés humaines qu'on le croit quelquefois, le programme de « russification » des derniers tsars eût dû réussir. Mais au moment où la liberté avec la possession de la terre n'apparut plus comme un idéal inaccessible au paysan, celui-ci avait déjà subi le contre-coup des mouvements intellectuels qui agitèrent le xix^e siècle. Une bourgeoisie nouvelle, issue du peuple des campagnes, était née, aux tendances nationales, voire même nationalistes. Contre lui, le régime russe avait d'ailleurs ses tares propres : son absolutisme et son incurie. En face des pays baltiques, l'autorité venue de Saint-Pétersbourg ne s'imposait pas par le prestige d'une civilisation incontestablement supérieure.

Dans ce réveil des nationalités, il serait injuste de méconnaître la place qu'a tenue l'idéologie allemande. Longtemps après Herder et Merkel, la science allemande

autant que la philosophie y a contribué. C'est aux excellentes leçons d'histoire, de philologie, de folk-lore et d'archéologie, reçues, non seulement à Dorpat, mais dans mainte Université d'Allemagne, que plus d'un futur militant balte ou finnois dut de mieux connaître sa langue, sa race et son passé. Maîtres par ailleurs de la vie économique dans deux au moins des pays baltiques, il semble que la situation des Allemands y dût être très forte. Elle était en réalité sourdement minée par la question agraire. Faute d'avoir, à temps, fait du paysan un propriétaire, les barons allemands entretenirent des haines qui, en s'accumulant, provoquèrent la chute de tout le système dont ils étaient les pivots. D'autre part, la facilité qu'ils avaient eue trop longtemps de tenir asservies les masses populaires avait développé chez eux une mentalité « coloniale » : à l'Allemand, représentant d'une race et d'une culture supérieures, s'opposait le « non Allemand » ou l'« indigène », destiné à croupir dans l'ignorance et les basses besognes. La guerre fut à cet égard une épreuve décisive. Or, cet état d'esprit se justifiait d'autant moins que des élites nationales s'étaient créées. Dans les Universités nouvelles comme celle de Riga, ou renouvelées comme celle de Tartu, elles ont pu affirmer leur maîtrise.

* * *

Enfin, les pays baltiques furent libérés des jougs séculaires. Que la victoire des alliés ait permis à cette libération d'être plus complète et mieux assurée, nul peut-être ne le contestera. Mais si le libéralisme anglais, l'esprit démocratique français et l'idéalisme juridique américain ont chacun joué un rôle dans cet affranchissement, ce ne fut jamais le principal. Il faut le répéter : c'est à leurs propres efforts que les pays baltiques ont

dû leur indépendance. C'est aussi à leur union, au moins momentanée, et les événements de 1919 constituent à cet égard une leçon féconde en enseignements.

Le rôle que les nouveaux États étaient appelés à jouer a été parfois compris en Occident d'une manière singulièrement étroite. On y a vu une barrière contre le bolchevisme, barrière momentanée, puisque dans le même temps on rêvait encore de restauration en Russie. Mais l'espoir d'une restauration était déjà illusoire à l'époque où cette politique consentait à se formuler ouvertement et la barrière a perdu sa raison d'être depuis que les rapports de la Russie et des pays d'Occident sont devenus ce qu'ils sont. Plutôt qu'une barrière contre la Russie, il était plus conforme à l'histoire et à la réalité politique profonde d'y voir un contrepoids à l'influence du germanisme dans les pays de l'Europe Orientale. Mais là encore, ce serait s'abuser singulièrement et jouer gros jeu que de s'hypnotiser sur des oppositions incontestables, que les Allemands eux-mêmes ont contribué à entretenir, mais que l'intérêt bien compris de tous est de voir s'atténuer.

A celui qui le regarde sans prévention, l'état actuel des pays baltiques offre une tout autre signification. Ce n'est pas à la nation russe ou à la race germanique que les nouveaux venus s'opposent, mais c'est incontestablement, d'une part, au communisme et, de l'autre, à la féodalité agraire plus ou moins combinée avec le grand capitalisme. Ce sont des démocraties paysannes dans toute la force du terme, c'est-à-dire des sociétés fondées sur l'appropriation individuelle du sol entre les mains du plus grand nombre. Elles ont par là une valeur humaine incomparable et constituent des expériences morales qui dépassent singulièrement les calculs des diplomates. C'est un sentiment de fraternité beaucoup plus large que les passions qui s'attachent aux frontières, qui unit à travers

l'espace les élites de tous les pays présentant cette même structure sociale. •

Au lendemain de la guerre, cette démocratie sociale a semblé liée à la démocratie politique sous la forme parlementaire. Il serait vain de nier que cette dernière subit une crise. Peut-être la faute en est-elle surtout à des constitutions d'inspiration généreuse mais théorique. Mais on ne doit pas oublier que toute classe paysanne a son côté conservateur. L'avenir dira qui doit triompher, du régime parlementaire auquel la Lettonie et l'Estonie sont jusqu'ici restées pleinement fidèles, ou des tendances au renforcement du pouvoir exécutif, telles qu'elles se sont manifestées, à des degrés d'ailleurs très divers, en Lituanie et en Finlande dans ces dernières années. En tout cas, fascismes ou républiques parlementaires, tous ces États resteront des États paysans, formés de petits propriétaires attachés à leur sol et à leur patrie.

OUVRAGES A CONSULTER

Les quelques indications données ci-dessous ne constituent, à aucun degré, une bibliographie scientifique. On s'est contenté de mentionner quelques publications parmi celles qui peuvent être consultées dans les bibliothèques françaises. On s'est borné de même, à une exception près, à la mention de travaux écrits en français, en anglais ou allemand.

Généralités.

CAMENA D'ALMEIDA. Russie d'Europe et d'Asie. États de la Baltique (tome V de la *Géographie Universelle*, publ. p. Vidal de la Blache et L. Gallois), Paris, 1932. — MONTFORT (Henri de). Les nouveaux États de la Baltique. Paris, 1933 (expose avec clarté et précision les problèmes actuels). — KURBS (Dr Friedrich). Die osteuropäischen Staaten : Polen, Litauen, Lettland, Estland, als Staats und Wirtschafts Körper. Stuttgart 1931. — HAUSER (Henri). Les nouveaux États Baltiques : Lettonie, Estonie (article dans la *Vie des Peuples*, Paris, n° d'avril 1923). — MEILLET (A.). Les civilisations des nouveaux États de la Baltique (*Bulletin* n° 2 de 1928. « Publications de la Conciliation Internationale »). — SEIGNOBOS. La nation lettone (« Travaux du Comité d'Études », tome II). Paris, 1919. — *La Pologne et la Baltique* (ouvrage collectif p. MM. Pagès, Hauser, Charliat, Bourgeois, Fournol, Ancel, Tibal, de Montfort, de Jessen, Blondel, Ch. Dupuis et H. Strasburger). Paris, 1931.

PERRET (J.-L.). La Finlande. Paris, 1930. — SEGRESTE (M.). La Lettonie, Paris, 1930. — VILLECOURT (L.). L'Estonie. Paris, 1933. — BOSSIN (A.). La Lithuanie, Paris, 1933. — *Lithuania 1928* (ouvrage collectif éd. p. E. J. Harrison). London, 1928. — CHAMBON (Henry de). Origines et histoire de la Lettonie. Lille-Paris. 1933.

Deux ouvrages fondamentaux : SCHYBERGSON. *Geschichte Finnlands* Gotha, 1896. — *Id.* *Geschichte Finnlands (1809-1819)* : Gotha, 1925. — Sur les différents aspects de l'histoire et de la civilisation lettone : *Die Letten* (Recueil dû à la collaboration de divers spécialistes lettons et publié sous la dir. du prof. Balodis). Riga, 1930.

Archéologie préhistorique.

Realencyclopädie der Vorgeschichte (publ. p. Max Ebert. Articles d'Hackmann, Tallgreen, Friedenthal, etc...), 15 vol., Berlin, 1924-1929. — TALLGREN. *Zur Archäologie Eestis (Act. et Com. Un. Tartu. Série B. II et VIII)*. Tartu, 1922, 1926.

Linguistique.

SAUVAGEOT. Les langues finno-ougriennes et VENDRYES. Les langues baltes (Articles ds Meillet et Cohen. *Les Langues du Monde*). Paris, 1924. — MEILLET (A.). *Les langues dans l'Europe nouvelle*. Paris, 1918.

Paganisme et Folk-lore.

BRÜCKNER. *Die Slaven* (tome III du *Religions geschichtliches Lesebuch*, éd. p. A. Bertholet). Tübingen, 1926. — JONVAL (Michel). *Les chansons mythologiques lettones*. Paris, 1929 (Textes de dainas, av. trad. française). — KROHN. *Zur finnische Mythologie* (F. F. *Communic. XXXVIII*, n° 104). Helsinki, 1932. — *Id.* *Die Bedeutung der finnischen Mythologie für die Skandinavische* (ds *Studi e materiali di storia delle religioni*), Rome, 1930. — LÖNNROT (Elias). *Le Kalevala*, trad. J. L. Perret, Paris, 1930.

Histoire agraire.

SCHWABE (A.) (= Svabe). *Grundriss der Agrargeschichte Lettlands*. Riga, 1928 (Fundamental). — *Id.* *Histoire agraire de la Lettonie*. Riga, 1929 (résumé du précédent). — RUKOWSKI (Jan). *Histoire économique de la Pologne avant les partages*. Paris, 1927. — KULISCHER (J.). *Die Leibeigenschaft in Russland und die Agrarverfassung Preussens im 18 Jahrhundert* (*Jahrb. f. Nationalökonomie u. Statistik*. Bd. 137 p. 1-62).

Villes et Commerce.

HILDEBRAND (Hermann). Das Rigische Schuldbuch (1286-1352). St-Petersburg, 1872. — SPEKKE (Arnold). Alt Riga im Lichte eines humanistischen Lobgedichts vom Jahre 1595. Riga, s. d. — BAASCH. Holländische Wirtschaftsgeschichte, Iena, 1927. — BOISSONNADE ET CHARLIAT. Colbert et la Compagnie du Commerce du Nord. Paris, 1930.

Histoire religieuse.

CEDERBERG (J. A.). Finnländische Kirche (ds la *Realencyklopädie f. prot. Theologie u. Kirche* de Hauck, tome V)-Leipzig, 1899. — PIERLING (le Père). La Russie et le Saint-Siège. Paris, 1897 et sq. — BIAUDET (Henry). Le Saint Siège et la Suède durant la seconde moitié du xvi^e siècle. Paris, 1907.

Le Tsarisme.

BÉRARD (Victor). L'empire russe et le tsarisme. Paris, 1905. — GRENARD (Fernand). La Révolution russe. Paris, 1933.

Époque contemporaine.

PÉLISSIER (Jean). Les principaux artisans de la renaissance nationale lituanienne. Lausanne, 1918 (ouvrage de propagande mais donne les résolutions des Congrès lituaniens). — TIBAL (A.). L'Allemagne et la Baltique orientale de 1915 à 1919 (*Rev. d'Hist. de la Guerre mond.*, juillet et octobre 1928). — STEPERMANIS (Margers). Les écoles de Riga et la politique scolaire pendant l'occupation de 1917-1918 (ouvrage letton ; textes en allemand). Riga, 1929. — RIVAS. La Lithuanie sous le joug allemand. Lausanne, 1918. — TIBAL (A.). Problèmes politiques contemporains de l'Europe Centrale (Cours de la Dot. Carnegie, 1928-1929). — MIRKINE-GUETZEVITCH (B.). Les Constitutions de l'Europe nouvelle. Paris, 1928. — PUSTA (Charles-Robert). Vers l'Union baltique. Paris, 1927.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Le milieu géographique 1

CHAPITRE PREMIER. — Les origines préhistoriques et protohistoriques 3

I. — Des origines à la fin du 1^{er} siècle av. J.-C. — 1. Les civilisations primitives : os et pierre. — 2. L'apparition du bronze et les débuts du fer. — 3. Les données linguistiques et le problème du peuplement.

II. — Premières relations avec le monde romain (1^{er} et II^e siècle). — 4. La route commerciale de l'ambre. — 5. Aestii et Fenni.

III. — Les influences étrangères du III^e au XII^e siècles. — 6. L'expansion gotique. — 7. Finnois, baltes et slaves du v^e au VIII^e siècle. — 8. Les Varègues. — 9. Danois, Norvégiens, Anglo-Saxons et Allemands. — 10. Russes et Polonais.

IV. — Les civilisations Baltiques de l'âge du fer. — 11. Les deux premières périodes. — 12. La troisième période de l'âge du fer.

V. — Paganisme primitif et traditions populaires. — 13. Les divinités baltes. — 14. Culte et cérémonies. — 15. L'évolution historique des mythes baltes. — 16. Le paganisme finnois. — 17. Le Kalevala.

CHAPITRE II. — La conquête chrétienne 47

I. — Les missionnaires allemands et les principautés ecclésiastiques. — 18. Ykescola. — 19. L'évêque Albert. — 20. Les expéditions d'Estonie et le rôle des Danois. — 21. Volkwin. — 22. Les Teutoniques.

- II. — La grande Lituanie. — 23. Mindaugas. — 24. Gediminas. — 25. Rapports avec Byzance. — 26. Jogaila et Vytautas. — 27. Tannenberg.
- III. — Les Suédois en Finlande. — 28. La conquête. — 29. La paix de Pähkinälinna. — 30. La Finlande au xiv^e siècle.
- IV. — Le commerce et les villes aux xiii^e et xiv^e siècles. — 31. Les marchandises. — 32. Le crédit. — 33. Les commerçants baltiques et la Hanse.

CHAPITRE III. — Servitudes et dominations étrangères 83

- I. — Les origines du servage et la révolution économique. — 34. L'état social des paysans au début du xv^e siècle. — 35. La révolution du xv^e siècle. — 36. L'évolution agraire de la Lituanie et de la Finlande. — 37. Les domaines des souverains.
- II. — Les pays baltiques et les puissances voisines de 1410 à 1710. — 38. Pologne et Russie. — 39. La guerre de Livonie. — 40. L'Union de Lublin. — 41. Étienne Bathory. — 42. La prépondérance suédoise. — 43. La réaction nobiliaire. — 44. Les réformes de Charles XI. — 45. Charles XII.
- III. — Humanisme, Réforme et Contre-Réforme. — 46. La Réforme en Finlande. — 47. La Réforme en Livonie. — 48. La crise religieuse en Lituanie. — 49. La Contre-Réforme. — 50. Les « dissidents » lituaniens.
- IV. — Le commerce et les villes du xv^e au xviii^e siècle. — 51. Les Hollandais. — 52. Le grand-duché de Courlande. — 53. Les villes de Livonie et l'arrière-pays.

CHAPITRE IV. — Le Régime russe 121

- I. — La réaction sociale en Livonie. — 54. Le traité de Nystad. — 55. Enquêtes et codifications. — 56. L'éveil de l'opinion. — 57. Herder et Merkel.
- II. — Les nouvelles annexions : Lituanie, Courlande et Finlande. — 58. La Lituanie russe. — 59. L'annexion de la Courlande. — 60. La Finlande au xviii^e siècle. — 61. La conquête russe.
- III. — Réformes et absolutisme. — 62. Alexandre I^{er}. — 63. L'abolition du servage en Estonie et en Lettonie. —

64. Le libéralisme administratif. — 65. Les débuts de la réaction. — 66. Nicolas I^{er}. — 67. Alexandre II.

IV. — Le mouvement émancipateur et la politique de russification. — 68. Le conflit idéologique. — 69. La renaissance finnoise. — 70. La renaissance estonienne. — 71. La renaissance lettone. — 72. La renaissance lituanienne. — 73. Le germanisme : Dorpat. — 74. La russification. — 75. La question finlandaise. — 76. Le développement économique.

CHAPITRE V. — Les États baltiques contemporains . 164

I. — La crise politique et sociale de 1904-1905. — 77. La révolution russe de 1905. — 78. Le mouvement finlandais. — 79. Le mouvement estonien et letton. — 80. Le mouvement lituanien.

II. — La formation des États baltiques. — 81. La guerre et l'occupation allemande. — 82. Les méthodes allemandes. — 83. L'échec des Allemands. — 84. L'opinion internationale. — 85. Les dernières luttes.

III. — Les pays baltiques depuis 1920. — 86. La reconstruction économique. — 87. Les réformes agraires. — 88. Les constitutions et la vie politique. — 89. Les crises politiques. — 90. Le problème des frontières lituanienes. — 91. L'Union baltique.

CONCLUSION 189

OUVRAGES A CONSULTER 197

COLLECTION ARMAND COLIN

Directeur : Paul MONTEL, Professeur à la Sorbonne

Chaque volume in-16 (11×17), broché 10 fr. 50
Relié. 12 fr.

“ Vulgariser sans abaisser ”

- N° 1. **Rayonnement** (Principes scientifiques de l'Éclairage) (2^e édition), par A. BLANC, Doyen de la Faculté des Sciences de Caen (35 figures).
- N° 2. **La Construction du Vaisseau de guerre**, par E. JAMMY, Ingénieur en chef aux Forges et Chantiers de la Méditerranée (183 figures, 4 planches hors texte).
(Ouvrage couronné par la Ligue maritime et coloniale française.)
- N° 3. **Cinématique et Mécanismes** (2^e édition), par R. BRICARD, Professeur à l'École Centrale et au Conservatoire des Arts et Métiers (79 figures).
- N° 4. **L'École classique française** : Les doctrines et les hommes (1660-1715) (3^e édition), par A. BAILLY, Professeur au Lycée Pasteur.
- N° 5. **Éléments d'Agriculture coloniale** : **Plantes à huile**, par Yves HENRY, Inspecteur général de l'Agriculture aux Colonies (35 figures).
- N° 6. **Télégraphie et Téléphonie sans fil** (7^e édition), par C. GUTTON, Correspondant de l'Institut, Directeur du Laboratoire National de Radioélectricité (128 figures).
- N° 7. **Théorie cinétique des Gaz** (3^e édition), par E. BLOCH, Professeur à la Sorbonne (7 figures).
- N° 8. **Traité pratique de Géométrie descriptive** (2^e édition), par J. GEFFROY, Ingénieur des Arts et Manufactures (248 figures).
- N° 9-10. **Statique et Dynamique** (Tomes I et II), par H. BÉGHIN, Professeur à la Faculté des Sciences de Paris (226 figures).
- N° 11. **Éléments d'Électricité** (5^e édition), par Ch. FABRY, Membre de l'Institut, Professeur à la Sorbonne et à l'École Polytechnique (70 figures).
- N° 12. **La Fonte** : Élaboration et Travail (2^e édition), par le Colonel J. ROUELLE (29 figures).
- N° 13. **L'Hérédité** (2^e édition), par Et. RABAUD, Professeur à la Faculté des Sciences de Paris (34 figures).

- N^o 14. **Principes de l'Analyse chimique** (2^e édition), par V. AUGER, Professeur de Chimie analytique à la Sorbonne (11 figures).
- N^o 15. **Les Pyrénées** (3^e édition), par M. SORRE, Recteur de l'Université de Clermont-Ferrand (3 cartes).
- N^o 16. **Chimie et Fabrication des Explosifs**, par P. VEROLA, Ingénieur en chef des Poudres (9 figures).
- N^o 17. **La Révolution française**, par A. MATHIEZ, Chargé du Cours d'histoire de la Révolution française à l'Université de Paris. Tome I : *La Chute de la Royauté* (5^e édition).
- N^o 18. **Les grands Marchés des Matières premières** (6^e édition), par F. MAURETTE, Chef de la Division Scientifique du Bureau international du Travail (S. D. N.) à Genève (8 cartes et 3 graphiques).
- N^o 19. **L'Industrie du Fer en France** (2^e édition), par J. LEVAINVILLE, Docteur ès lettres, Vice-Président de la Chambre Syndicale des Mines de fer de l'Ouest de la France (4 cartes).
(Ouvrage couronné par la Société de Géographie de Paris).
- N^o 20. **L'Acier** (Elaboration et Travail) (2^e édition), par le Colonel J. ROUELLE (45 figures).
- N^o 21. **Le Droit ouvrier** (Tableau de la Législation française actuelle) (2^e édition), par G. SCALLE, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon.
- N^o 22. **Les Maladies dites Vénériennes** (2^e édition), par le D^r P. RAVAUT, Membre de l'Académie de Médecine, Médecin de l'Hôpital Saint-Louis (22 figures).
(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences. Prix Bèlion.)
- N^o 23. **La Houille blanche** (2^e édition), par H. CAVAILLÈS, Professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux (8 cartes et 4 figures).
- N^o 24. **Propriétés générales des Sols en Agriculture**, par G. ANDRÉ, de l'Institut, Professeur à l'Institut Agronomique.
- N^o 25. **Vue générale de l'Histoire d'Afrique** (2^e édition), par G. HARDY, Recteur de l'Académie d'Alger.
- N^o 26. **Les Instruments d'Optique** (2^e édition), par H. PARISELLE, Prof. à la Faculté des Sciences de Lille (82 fig.).
- N^o 27. **Le Naturalisme français** (2^e édition), par P. MARTINO, Doyen de la Faculté des Lettres d'Alger.
- N^o 28. **Théorie du Navire** (Tome I), par M. LE BESNERAIS, Ingénieur en chef du Génie Maritime (61 figures).
- N^{os} 29 - 30. **Éléments de Paléontologie** (Tomes I et II) (2^e édition), par L. JOLEAUD, Professeur à la Faculté des Sciences de Paris (93 figures).

- N° 31. **Le Ballon, l'Avion, la Route aérienne**, par M. LARROUY, Ingénieur de l'École Sup. d'Aéronautique (25 fig.).
- N° 32. **La Société Féodale** (3^e édition), par J. CALMETTE, Professeur à l'Université de Toulouse.
- N° 33. **Les Bois coloniaux**, par H. LECOMTE, Membre de l'Institut, Professeur au Muséum (28 figures).
- N° 34. **Probabilités, Erreurs** (3^e édition), par Emile BOREL, de l'Institut, Professeur à la Sorbonne, et R. DELTHEIL, Prof. à la Faculté des Sciences de Toulouse (10 fig.).
- N° 35. **Physique du Globe** (2^e édition), par Ch. MAURAIN, Doyen de la Faculté des Sciences de Paris (21 figures).
- N° 36. **L'Atmosphère et la prévision du Temps** (2^e édition), par J. ROUCH, Capitaine de Frégate, ancien Chef du Service Météorologique des Armées (36 figures).
- N° 37. **Les Méthodes actuelles de la Chimie** (2^e édition), par P. JOLIBOIS, Professeur à l'École Supérieure des Mines (45 figures).
- N° 38. **Les Coopératives de consommation en France**, par B. LAVERGNE, Prof. à la Faculté de Droit de Lille.
- N° 39. **La Grande Guerre** (1914-1918), par le général THEVENET, ancien Gouverneur de Belfort (15 cartes).
- N° 40. **Mines et Torpilles**, par Henri STROH, Ingénieur en chef de la Marine (40 figures).
- N° 41, 42, 43. **Chimie minérale** (3 volumes) (2^e édition), par H. COPAUX, Professeur à l'École de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris, et H. PÉROT, Sous-Chef de travaux pratiques à l'École de Physique et de Chimie.
- N° 44. **Éléments de Géométrie analytique** (2^e édition), par A. TRESSE, Docteur ès sciences, Inspecteur général de l'Instruction Publique (91 figures).
- N° 45. **Le Félibrige**, par Émile RIPERT, Professeur à la Faculté des Lettres de l'Université d'Aix-Marseille.
- N° 46. **Le Blocus et la Guerre sous-marine**, par A. LAURENS, Capitaine de Vaisseau, Chef de la Section historique de l'État-Major de la Marine.
- N° 47 - 48. **Alternateurs et Moteurs synchrones** : Tomes I et II (2^e édition), par E. ROTH, Ingénieur en chef des Services techniques de la Société Générale de Constructions électriques et mécaniques ALS. THOM. (167 figures).

- N° 49. **Éléments d'Agriculture coloniale : Plantes à fibres**, par Yves HENRY, Inspecteur général de l'Agriculture aux Colonies (55 figures).
- N° 50. **Astronomie générale** (2^e édition), par Luc PICART, Directeur de l'Observatoire de Bordeaux (42 figures).
- N° 51. **L'Après-guerre et la Politique commerciale** (2^e édition), par Cl.-J. GIGNOUX.
(Ouvrage couronné par la Société de Géographie Commerciale.)
- N° 52. **La Révolution française**, par A. MATHIEZ, Charge du Cours d'histoire de la Révolution française à l'Université de Paris. Tome II : *La Gironde et la Montagne* (4^e édition).
- N° 53. **L'Angleterre au XIX^e siècle, son évolution politique** (2^e édition), par Léon CAHEN, Professeur au Lycée Condorcet.
- N° 54. **Balistique extérieure**, par J. OTTENHEIMER, Ingénieur principal d'Artillerie navale (48 figures).
- N° 55. **Piles et Accumulateurs électriques** (2^e édition), par L. JUMAU, Ingénieur (76 figures).
- N° 56. **Les Alpes françaises** (2^e édition), par R. BLANCHARD, Professeur à l'Université de Grenoble (15 cartes).
- N° 57. **Les Courants alternatifs** (3^e édition), par Pierre SÈVE, Professeur à la Faculté des Sciences de Marseille (127 fig.).
(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences, Prix Hébert.)
- N° 58. **Rome et les Lettres latines**, par A. DUPOUY, Professeur au Lycée Michelet.
- N° 59. **Théorie du Navire** (Tome II), par M. LE BESNERAIS, Ingénieur en chef du Génie Maritime (33 figures).
- N° 60. **Calculs numériques et graphiques** (3^e édition), par Émile GAU, Directeur de l'Enseignement en Tunisie (33 figures).
- N° 61. **Les Industries de la Soie en France**, par P. CLERGET, Directeur de l'École de Commerce de Lyon (10 graphiques, 15 tableaux statistiques).
- N° 62. **Les Industries de fixation de l'Azote** (2^e édition), par Marcel GUICHARD, Professeur à la Sorbonne (21 fig.).
- N° 63. **Le Saint-Siège, l'Église catholique et la Politique mondiale** (2^e édit.), par Maurice PERNOT, Agrégé de l'Université, ancien Membre de l'École française de Rome.
- N° 64. **La France économique et sociale au XVIII^e siècle**, par Henri SÉE, Professeur honoraire à l'Université de Rennes.
- N° 65. **Les Submersibles**, par G. RABEAU, Ingénieur du Génie Maritime, et A. LAURENS, Chef de la Section historique de l'État-Major de la Marine (44 figures).
- N° 66. **Les Doctrines économiques en France depuis 1870** (2^e édition), par G. PIROU, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

- N^o 67. **Introduction à la Géologie** (4^e édit.), par J. LEUBA, Docteur ès sciences (60 figures).
- N^o 68. **La Renaissance des Lettres en France, de Louis XI à Henri IV** (2^e édition), par J. PLATTARD, Professeur à la Faculté des Lettres de Poitiers.
- N^o 69. **Parnasse et Symbolisme** (3^e édition), par P. MARTINO, Doyen de la Faculté des Lettres d'Alger.
- N^o 70. **Les Moteurs à explosion** (2^e édition), par E. MARCOTTE, Ingénieur (I. C. F.), Professeur à l'École spéciale des Travaux publics (61 figures).
(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences, Prix Trémond.)
- N^o 71. **Le Magnétisme** (2^e édition), par P. WEISS, Correspondant de l'Institut, Professeur à la Faculté des Sciences de Strasbourg, et G. FOEX, Maître de Conférences à la Faculté des Sciences de Strasbourg (69 figures).
- N^{os} 72-73. **Éléments de Calcul différentiel et de Calcul intégral** (Tomes I et II) (3^e édition), par Th. LECONTE, Directeur de l'Enseignement de la Seine, et R. DELTHEIL, Professeur à la Faculté des Sciences de Toulouse.
- N^o 74. **Peuples et Nations des Balkans** (2^e édition), par Jacques ANCEL, Professeur à l'Institut des Hautes Études internationales, Examineur d'admission à l'École militaire de Saint-Cyr (3 cartes).
(Médaille d'or de la Société de Géographie.)
- N^o 75. **Transport de l'électricité**, par René COUFFON, Ingénieur des Arts et Manufactures (45 figures).
- N^o 76. **Les Alpes, Géographie générale** (2^e édition), par Emm. DE MARTONNE, Professeur à la Sorbonne (24 cartes ou graphiques).
- N^o 77. **Les Moteurs à combustion** (2^e édition), par E. MARCOTTE, Ingénieur (I. C. F.), Professeur à l'École Spéciale des Travaux publics (37 figures).
(Couronné par l'Académie des Sciences, Prix Trémond.)
- N^o 78. **La Transformation de l'énergie électrique : I. Transformateurs**, par R. CARTON, Ingénieur E.M.I., et P. DUMARTIN, Ingénieur A. et M.I.E.G. (39 figures).
- N^o 79. **Les Origines du Capitalisme moderne** (1^{re} édition, 2^e tirage), par Henri SÉE, Professeur honoraire à l'Université de Rennes.
(Recommandé par le Comité France-Amérique.)
- N^o 80. **Balistique intérieure**, par J. OTTENHEIMER, Ingénieur principal d'Artillerie navale (37 figures).
- N^o 81. **La Pensée française au XVIII^e siècle** (3^e édition), par Daniel MORNET, Professeur à la Sorbonne.
- N^o 82. **Mesures Électriques** (2^e édition), par Jean GRANIER, Professeur à la Faculté des Sciences de Besançon (85 figures).
(Couronné par l'Académie des Sciences, Prix Hébert.)

- N° 83. **La Littérature italienne**, par Th. LAIGNEL, Professeur agrégée d'italien au Lycée de jeunes filles de Lyon.
- N° 84. **L'Organisation scientifique du Travail**, par Georges BRICARD, Ingénieur en chef du Génie Maritime (34 fig.).
- N°s 85-86. **Les Courants de la Pensée philosophique française** (Tomes I et II) (2^e édition), par A. CRESSON Professeur de Philosophie au Lycée Louis-le-Grand.
- N° 87. **Principes de l'Electrochimie**, par J. PONSINET, Ingénieur des Manufactures de l'Etat (35 figures).
- N° 88. **Syndicats et Coopératives agricoles**, par Michel AUGÉ-LARIBÉ, Secrétaire général de la Confédération nationale des Associations agricoles.
- N°s 89-90. **La Tuberculose** (1^{re} édition, 2^e tirage), par le Docteur Édouard RIST, Membre de l'Académie de Médecine, Médecin de l'Hôpital Laënnec et du Dispensaire Léon Bourgeois. Un volume double (25 figures et 6 graphiques).
- N° 91. **Les Expériences monétaires contemporaines** (2^e édit.), par George-Edgar BONNET, Directeur général adjoint de la C^{ie} du Canal de Suez.
(Couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.)
- N° 92. **Histoire de la Langue Allemande**, par E. TONNELAT, Professeur à la Sorbonne (1 carte hors texte).
- N° 93. **La Révolution française**, par A. MATHIEZ, Tome III : *La Terreur* (4^e édition).
- N° 94. **La Cinématographie**, par Lucien BULL, Sous-Directeur de l'Institut Marey (36 figures).
- N° 95. **La Littérature française contemporaine : Poésie, Roman, Idées** (4^e édition). par André BILLY.
- N° 96. **La Vie de la Cellule végétale**. Tome I (2^e édition), par R. COMBES, Maître de Conférences à la Sorbonne (16 figures).
(Couronné par l'Académie des Sciences, Prix de Parville.)
- N° 97. **Psychologie expérimentale** (2^e édition), par Henri PIERON, Professeur au Collège de France et à l'Institut de Psychologie (11 figures ou graphiques).
- N° 98. **La Civilisation athénienne**, par P. CLOCHÉ, Professeur à la Faculté des Lettres de Besançon (15 fig., 1 carte).
- N° 99. **Appareils et Méthodes de Mesures mécaniques**, par le Lieutenant-Colonel J. RAIBAUD, Chef des Travaux pratiques de Mécanique à l'École Polytechnique (87 fig.).
- N° 100. **L'École romantique française : les doctrines et les hommes** (2^e édition), par Jean GIRAUD, Agrégé des Lettres, Directeur de la Fondation Deutsch de la Meurthe.
(Couronné par l'Académie française, Prix Montyon.)
- N° 101. **Éléments de Thermodynamique** (3^e édition), par Ch. FABRY, Membre de l'Institut. Professeur à la Sorbonne et à l'École Polytechnique (39 figures).

- N° 102. **Introduction à la Psychologie collective**, par le D^r Charles BLONDEL, Correspondant de l'Institut, Professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg.
- N° 103. **Nomographie**, par M. FRÉCHET, Professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris, et M. ROULLET, Ingénieur, Professeur à l'École nationale technique de Strasbourg (79 figures).
- N° 104. **L'Ancien Régime et la Révolution russes**, par Boris NOLDE, ancien Professeur à la Faculté de Droit de Pétersbourg.
(*Couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.*)
- N° 105. **La Monarchie d'Ancien Régime en France, de Henri IV à Louis XIV (2^e édit.)**, par Georges PAGÈS, Professeur d'Histoire moderne à la Faculté des Lettres de Paris.
- N° 106. **Le Théâtre français contemporain (2^e édition)**, par Edmond SÉE.
- N° 107. **Hygiène de l'Européen aux Colonies (2^e édition)**, par le D^r Charles JOYEUX, Prof. agrégé à la Faculté de Médecine de Paris.
- N° 108. **Grammaire descriptive de l'Anglais parlé**, par Joseph DELCOURT, Docteur ès lettres, Professeur au Lycée Pasteur.
- N° 109. **La Vie de la Cellule végétale. Tome II**, par R. COMBES, Maître de Conférences à la Sorbonne (13 figures).
(*Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences, Prix de Parville.*)
- N° 110. **La Formation de l'État français et l'Unité française, des Origines au milieu du XVI^e siècle**, par G. DUPONT-FERRIER, Professeur à l'École Nationale des Chartes.
(*Couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.*)
- N° 111. **Nos Grands Problèmes Coloniaux (2^e édition)**, par Georges HARDY, Directeur de l'École Coloniale.
(*Couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.*)
- N° 112. **Le Calcul vectoriel (2^e édition)**, par Raoul BRICARD, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers et à l'École Centrale des Arts et Manufactures.
- N° 113. **Ondes et Électrons (2^e édit.)**, par Pierre BRICOUT, Docteur ès sciences, Répétiteur à l'École Polytechnique.
- N° 114. **La Littérature en Russie**, par Jules LEGRAS, Professeur à l'Université de Dijon.
(*Couronné par l'Académie française, Prix Bordin.*)
- N° 115. **Essences naturelles et Parfums**, par Raymond DELANGE, Chef des Services scientifiques des Fabriques de Laire.
- N° 116. **La Formation de l'Unité Italienne**, par Georges BOURGIN, Ancien membre de l'École française de Rome, Archiviste aux Archives nationales.
(*Ouvrage couronné par l'Académie française.*)

- N° 117. **La Justice pénale d'aujourd'hui**, par H. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. (*Recommandé par le Comité du Livre français France-Amérique.*)
- N° 118. **Les grands courants de la Pensée antique (2^e édition)**, par A. RIVAUD, Correspondant de l'Institut, Professeur à la Sorbonne.
- N° 119. **Les Systèmes philosophiques**, par A. CRESSON (2^e édition), Professeur de Philosophie au Lycée Louis-le-Grand.
- N° 120. **Les Rayons X**, par Jean THIBAUD, Docteur ès sciences Ingénieur E. S. E., Directeur adjoint au Laboratoire de Physique des Rayons X (Ecole des Hautes-Etudes).
- N° 121. **Les Quanta**, par Georges DÉJARDIN, Professeur à la Faculté des Sciences de Lyon (34 figures).
- N° 122. **Les Anciennes Civilisations de l'Inde**, par Gaston COURTILLIER, Chargé de Conférences à la Faculté des Lettres de Strasbourg.
- N° 123. **Couleurs et Pigments des Êtres vivants**, par le Docteur Jean VERNE, Professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris.
- N° 124. **Pétroles naturel et artificiels**, par J.-J. CHAR-TROU, Ingénieur (52 figures).
- N° 125. **La Téléphonie**, par Robert DREYFUS, Ingénieur des Postes et Télégraphes.
- N° 126. **L'Islam**, par Henri MASSÉ, Professeur à l'École des Langues orientales.
- N° 127. **Principes de Psychologie appliquée**, par le D^r Henri WALLON, Directeur à l'École des Hautes-Études, Professeur à l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris. (*Couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.*)
- N° 128. **La Belgique contemporaine (1780-1930)**, par Franz VAN KALKEN, Professeur à l'Université de Bruxelles.
- N° 129. **Soies artificielles et Matières plastiques**, par R. GABILLION, Ingénieur-Chimiste I. C. N., Chimiste principal du Service des Poudres (21 figures.)
- N° 130. **La Thérapeutique moderne**, par le D^r G. FLORENCE, Prof. agrégé à la Faculté de Médecine de Lyon.
- N° 131. **La Transformation de l'Énergie électrique : II. Commutateurs et Redresseurs**, par H. GIROZ, Ingénieur E. S. E. (65 figures).
- N°s 132-133. **La Musique contemporaine en France**, par René DUMESNIL (*Tomes I et II*).
- N° 134. **Le Sommeil**, par le Docteur J. LHERMITTE, Professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris.

- N° 135. **Constitution et Gouvernement de la France**, par L. TROTABAS, Prof. à la Faculté de Droit de Nancy.
- N° 136. **Les Problèmes de la Vie mystique**, par A. BASTIDE, Professeur au Lycée de Valence.
- N° 137. **Le Maroc**, par J. CÉLERIER, Professeur à l'Institut des Hautes-Etudes marocaines à Rabat (3 graphiques et 6 cartes).
- N° 138. **Théorie mathématique des Assurances**, par H. GALBRUN, Actuaire de la Banque de Paris et des Pays-Bas.
- N° 139. **Histoire d'Espagne**, par Rafaël ALTAMIRA Y CREVEA, Professeur à l'Université de Madrid.
- N° 140. **Électricité et Radiologie médicales**, par le D^r L. GALLY, Radiologiste des Hôpitaux de Paris, et le D^r P. ROUSSEAU, ancien Interne des Hôpitaux de Paris, Chef du laboratoire d'Electrologie à la Faculté de Médecine de Paris (56 figures).
- N° 141. **Cicatrisation et Régénération**, par Jacques MILLOT, Docteur ès sciences, Maître de Conférences à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris (32 figures).
- N° 142. **La Crise britannique au XX^e siècle** (4^e édition), par André SIEGFRIED, Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France (2 cartes et 2 graphiques).
- N° 143. **La Photographie**, par M. HESSE et Cl. AMÉDÉE-MANNHEIM, anciens Élèves de l'École Polytechnique (80 figures).
- N° 144. **La Littérature comparée**, par Paul VAN TIEGHEM, Docteur ès lettres, Professeur au Lycée Louis-le-Grand, chargé de Conférences de Littérature comparée à la Sorbonne.
- N° 145. **Les Vitamines**, par M^{me} L. RANDOIN, Directeur du Laboratoire de Physiologie de la Nutrition à l'École des Hautes Etudes et à l'Institut des Recherches agronomiques, et H. SIMONNET, Chef des travaux de physiologie à l'École vétérinaire d'Alfort (9 graphiques, 72 figures, 4 tableaux).
- N° 146. **La Littérature anglaise**, par Paul DOTTIN, Professeur à la Faculté des Lettres de Toulouse.
- N° 147. **L'Auvergne**, par Philippe ARBOS, Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand (12 cartes et graphiques).
- N° 148. **Introduction à la Mécanique des Fluides**, par Adrien FOCH, Professeur à la Sorbonne (55 figures).
- N° 149. **Socialismes français : Du « Socialisme utopique » à la « Démocratie industrielle »** (2^e édition), par C. BOUGLÉ, Professeur à la Sorbonne, Directeur adjoint à l'École Normale Supérieure.

- N° 150. **Les Crises allemandes (1919-1931)**, par A. RIVAUD, Correspondant de l'Institut, Professeur à la Sorbonne et à l'École libre des Sciences politiques.
- N° 151. **La France et l'Allemagne depuis dix siècles**, par G. ZELLER, Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand.
- N° 152. **Géographie des Plantes**, par Henri GAUSSEN, professeur à l'Université de Toulouse (8 cartes et figures).
- N° 153. **Géographie des Animaux**, par Marcel PRENANT, Professeur à la Sorbonne (4 cartes).
- N° 154. **Mathématiques financières**, par J. DUBOURDIEU, Docteur ès sciences, Actuaire adjoint à la Banque de Paris et des Pays-Bas (9 figures).
- N° 155. **Fleuves et Rivières**, par Maurice PARDÉ, Professeur à l'École des Ingénieurs hydrauliciens de l'Université de Grenoble (18 graphiques et cartes).
- N° 157. **Les Sociétés italiennes, du XIII^e au XV^e siècle**, par Julien LUCHAIRE, Inspecteur général de l'Instruction publique (5 cartes).
- N° 158. **Les Phénomènes sociaux chez les animaux**, par François PICARD, Professeur à la Sorbonne (9 figures).
- N° 159. **Le Problème moral et les Philosophes**, par A. CRESSON, Docteur ès lettres, Professeur de philosophie au Lycée Louis-le-Grand.
- N° 160. **Les Principes du Droit Civil**, par Henry SOLUS, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- N° 161. **Les Bases historiques de la Finance moderne**, par Robert BIGO, Professeur à l'École des Hautes Études Sociales.
- N° 162. **Télévision et Transmission des images**, par René MESNY, Professeur à l'École Supérieure d'Électricité (97 figures).
- N° 164. **La France méditerranéenne**, par Jules SION, Professeur à l'Université de Montpellier (8 cartes).
- N° 165. **La Science française depuis le XVII^e siècle**, par Maurice CAULLERY, Membre de l'Institut, Professeur à la Sorbonne.
- N° 166. **Acoustique**, par Adrien FOCH, Professeur à la Sorbonne (67 figures).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boul. St-Michel, PARIS

GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE

publiée sous la direction de
P. VIDAL DE LA BLACHE & L. GALLOIS

13 volumes actuellement parus :

TOME I

ILES BRITANNIQUES, par A. DEMANGEON

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

TOME II

BELGIQUE, PAYS-BAS, LUXEMBOURG, par A. DEMANGEON

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

TOME III

ÉTATS SCANDINAVES ET RÉGIONS POLAIRES BORÉALES

par M. ZIMMERMANN

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

TOME IV (en 2 volumes)

EUROPE CENTRALE, par EMM. DE MARTONNE

1^{er} volume : Généralités

Allemagne

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

2^e vol. : *Suisse, Autriche, Hongrie,*

Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

TOME V

ÉTATS DE LA BALTIQUE — RUSSIE, par P. CAMENA D'ALMEIDA

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

TOME VIII

ASIE OCCIDENTALE

Caucasie - Asie Mineure - Arménie - Iran - Arabie - Syrie - Mésopotamie

par RAOUL BLANCHARD

HAUTE ASIE

(**Mongolie - Turkestan chinois - Tibet**), par F. GRENARD

Un vol. in-8° (20 × 29) broché.

TOME IX (en 2 volumes)

ASIE DES MOUSSONS, par JULES SION

1^{er} volume : *Chine et Japon*

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

2^e vol. : *Inde, Indochine, Insulinde*

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

TOME X

Océanie

(**Le Grand Océan - Australasie - Océanie**), par P. PRIVAT-DESCHANEL

RÉGIONS POLAIRES AUSTRALES

(**Exploration antarctique - Aire océanique australe - Continent antarctique**)

par M. ZIMMERMANN

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

TOME XIV

MEXIQUE — AMÉRIQUE CENTRALE, par MAX. SORRE

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

TOME XV (en 2 volumes)

AMÉRIQUE DU SUD, par PIERRE DENIS

1^{er} volume : *Caractères généraux de l'Amérique du Sud, Guyanes, Brésil.*

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

2^e vol. : *Pays Andins, République Argentine, Paraguay, Uruguay.*

Un vol. in-8° (20 × 29), broché.

Reliure pour chaque volume : pleine toile ou demi-chagrin.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boul. St-Michel, PARIS

Ouvrage complet

HISTOIRE DE L'ART

depuis les premiers temps chrétiens jusqu'à nos jours

publiée sous la direction de

ANDRÉ MICHEL

TOME I

Des débuts de l'Art chrétien
à la fin de la Période romane
(1^{re} et 2^e Parties). — 2 vol.

TOME II

Formation, expansion et évolution
de l'Art gothique
(1^{re} et 2^e Parties). — 2 vol.

TOME III

Le Réalisme
Les débuts de la Renaissance
(1^{re} et 2^e Parties). — 2 vol.

TOME IV

La Renaissance
(1^{re} et 2^e Parties). — 2 vol.

TOME V

La Renaissance en Allemagne
et dans les pays du Nord
Formation de l'Art classique
moderne
(1^{re} et 2^e Parties). — 2 vol.

TOME VI

L'Art en Europe au XVII^e siècle
(1^{re} et 2^e Parties). — 2 vol.

TOME VII

L'Art en Europe au XVIII^e siècle
(1^{re} et 2^e Parties). — 2 vol.

TOME VIII

L'Art en Europe et en Amérique
au XIX^e siècle et au début du XX^e
(1^{re} et 2^e Parties). — 2 vol.

Chaque volume — de la 1^{re} Partie du Tome I^{er} à la 2^e Partie du Tome VIII — in-8^o grand jésus (20×29), nombreuses gravures dans le texte, planches hors texte, broché.

Relié demi-chagrin, tête dorée.

TOME VIII

L'Art en Europe et en Amérique au XIX^e siècle et au début du XX^e
(3^e Partie) en 2 volumes.

Les 2 volumes in-8^o grand jésus (20×29) vendus brochés ou reliés demi-chagrin, tête dorée.
(*Sur demande, les deux volumes sont vendus réunis sous une même reliure.*)

EXTRAITS DE LA PRESSE

« C'est le plus riche répertoire iconographique d'histoire de l'art et le meilleur instrument de travail qui existe ». (*Le Figaro artistique.*)

« C'est l'étude la plus complète, la seule peut-être vraiment complète, qu'on ait consacrée à l'Histoire de l'Art ». (*Revue de Paris.*)

Demander le prospectus illustré Histoire de l'Art.

Est.

A-12850

22140

